Le PCF face à ses contestataires

Notre dossier p. 11 à 14

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 565 - 31 mars 1979 - prix : 4,50 F

Une liste révolutionnaire aux élections européennes

p. 8 & 9

La gauche a progressé aux cantonales

mais c'est sur leur lutte que les travailleurs doivent compter

Proche-Orient : Vous avez dit la paix ?

P. 7

SOMMAIRE

▶DANS LE MONDE

Page 6 :
— **Iran : répression contre les minorités nationales.**
Page 7 :
— **Proche-Orient : vous avez dit la paix ?**
Page 10 :
— **Italie : Les crises passent, Andreotti reste.**
— **Espagne : à l'heure des élections municipales.**
Page 17 :
— **Europe : un chômage qui augmente... avec les profits patronaux.**

▶EN FRANCE

Pages 4 et 5 :
— **Après le 23 mars : la « marche sur Paris » et la politique du PCF.**
— **Cantonales : progression de la gauche, et après ?**
Pages 8 et 9 :
— **Lutte Ouvrière présentera une liste de candidats aux élections européennes.**
Pages 15 et 16 :
— **En bref : Haby soit qui mal y pense... ; Histoire de pépins ; Le mépris du préfet.**
Page 18 :
— **Marseille : Les CET-LEP en lutte.**
— **Peugeot Sochaux : les élections de délégués du personnel.**
Page 19 :
— **Dans les entreprises : Berliet RVI (Vénissieux) ; Chausson (Gennevilliers) ; BNP (Paris).**

▶DOSSIER

Pages 11 à 14 :
LE PCF FACE A SES CONTESTATAIRES :
— **A quels contestataires le PCF a-t-il affaire ?**
— **Les « communistes critiques » ne sont pas des critiques communistes.**
— **Le but des contestataires : vers la social-démocratisation du PCF.**

▶DIVERS

Pages 20 et 21 :
— **Livres :** Les années sans pardon **de Victor Serge ;** Arrêtez l'avion, je veux descendre **d'Ephraïm Sevela ;** Ils étaient six marins de Groix... et la tempête **d'Henri Quéffélec ;** Iran : la révolution au nom de dieu ; L'ascension de Mobutu ; Parler vrai **de Rocard.**
Pages 22 et 23 :
— **Films :** Voyage au bout de l'enfer ; Les trois derniers jours ; Ils sont grands ces petits ; Magic ; Fidélio **d'après l'opéra de Beethoven.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON
Composition :
Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1er)
Impression : INTERPRESS
12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers
Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

EN BREF...

Brésil : La fin de la grève des métallos

La grève des ouvriers métallurgistes de la région de Sao Paulo, la principale ville industrielle du Brésil, a pris fin après quatorze jours d'arrêt de travail.

Le gouvernement dictatorial, à la suite de multiples preuves de la combativité ouvrière (des assemblées générales avaient réuni en tout plus de cent mille travailleurs) avait décidé de proclamer cette grève illégale et de remplacer les dirigeants des principaux syndicats ouvriers par des fonctionnaires, des « interventores » désignés par le ministère du Travail.

Mais les ouvriers ont continué la grève, à plusieurs milliers ils ont manifesté dans les rues de Sao Bernardo, une banlieue de Sao Paulo, et à Sao Paulo même.

Les dirigeants syndicaux destitués ont malgré tout continué à diriger la grève, et finalement un accord a été conclu entre les syndicats et les patrons : ces derniers acceptent une augmentation de salaire de 63 %, alors que les syndicats revendiquaient initialement 78 pour cent, mais que les autorités fixaient à 44 %. D'autre part, les jours de grève seront payés selon des modalités à déterminer, et le gouvernement a promis de revenir dans un délai de quarante-cinq jours sur les mesures de destitution des dirigeants syndicaux. Ce n'est pas un succès complet puisqu'une première fois les travailleurs avaient refusé un tel accord, qu'ils viennent d'accepter cette fois, dans une assemblée réunissant cinquante ou soixante mille d'entre eux. Mais les travailleurs viennent de démontrer leur force : dans un régime dictatorial, ils ont réussi à maintenir leur grève malgré les flics, malgré le coup de force contre leurs dirigeants syndicaux.

A.V.

Argentine : Renault licencie pour fait de grève

La direction des usines Renault de Cordoba (Argentine) a envoyé jeudi 22 mars des télégrammes de licenciement à 48 ouvriers. Les 4.500 travailleurs de l'usine étaient en grève depuis une semaine, malgré l'interdiction du droit de grève. C'est d'ailleurs le motif du licenciement.

Renault, qui se veut en France une entreprise qui fait du social, sait parfaitement s'adapter aux législations en vigueur dans les différents pays où elle est implantée, quand celles-ci l'arrangent, comme c'est le cas pour l'Argentine des dictateurs.

Carter : Demain on rase gratis

Jeudi 22 mars, Carter a fait discrètement annoncer l'abandon d'une de ses importantes promesses électorales : la mise en place d'un système d'assurance-santé à l'échelle des Etats-Unis. Il sera remplacé par un programme réduit, mis en place... en 1983 !

A défaut de voir rembourser leurs dépenses de santé, les Américains se consoleront peut-être en écoutant... le message traçant les grandes lignes d'un plan global et universel de santé nationale qui sera adressé au Congrès dans les deux mois par le président. Quant à la mise en route du plan lui-même, ce sera pour plus tard, bien plus tard.

Il est vrai que Carter ne peut à la fois fournir les milliards de dollars d'armes qu'il a promis aux Israéliens et aux Egyptiens, en échange de leur signature de paix, et financer des mesures sociales.

Stop aux spots

Aux USA, un procès oppose Sony, l'une des grandes marques de matériel sono et audiovisuel, à Universal Pictures, un producteur de films.

Ce qui est en question, c'est la faculté qu'ont les possesseurs de magnétoscopes, ces nouveaux appareils à la mode, d'enregistrer un programme de télévision et de le revoir sans acquitter le moindre droit.

Les publicitaires seraient particulièrement choqués par les touches « pause » et « avance rapide » que l'on trouve sur les magnétoscopes. Elles permettent en effet aux utilisateurs de suspendre (à l'enregistrement) ou de sauter (à la lecture) les spots publicitaires dont les différentes marques, à coups de sommes énormes, agrémentent les programmes de télé, surtout aux USA.

Pauvres publicitaires, qui sont contraints de partir en guerre contre les touches des magnétoscopes !

Un vendeur de Combat Ouvrier arrêté par la police

Samedi 24 mars, à la sortie du métro Barbès à Paris, comme chaque semaine, des militants de diverses organisations antillaises, dont Combat Ouvrier, proposaient leur presse dans ce quartier où les travailleurs immigrés et les Antillais sont nombreux.

Vers 17 heures se produisit un premier incident : deux policiers en tenue exigèrent les cartes d'identité de deux vendeurs, et les obtinrent d'ailleurs. Qu'avaient-ils besoin de venir effectuer un tel contrôle, qui n'est rien d'autre qu'un acte d'intimidation? En tout cas, devant l'affluence et le mécontentement des badauds, ils ont rendu les pièces d'identité et battu en retraite.

Mais quelques instants après, ils sont revenus avec un car de police et se sont emparés d'un militant de Combat Ouvrier qui, sa vente terminée, s'apprêtait à plier bagage. Il s'agit d'Emmanuel Divialle, qui fut candidat de Lutte Ouvrière dans le 18e arrondissement lors des élections législatives de mars 1978. Ils l'ont conduit au poste et l'y ont retenu.

Contactés par un avocat, les policiers ont fait savoir qu'ils avaient l'intention de traduire notre camarade devant le tribunal des Flagrants délits pour «injures à agent». On sait avec quelle facilité ce genre de motif « d'outrage » de « rébellion » ou « d'injures » est invoqué par les membres des forces de l'ordre... Les autorités se plaignent du manque d'effectifs policiers pour assurer la sécurité de la population. On constate que, pour des tâches de répression, pour des contrôles inutiles ou des arrestations arbitraires, elles ne manquent nullement d'effectifs.

C'est cela la liberté d'expression dans la France prétendument démocratique !

Nous protestons contre cette interpellation scandaleuse et affirmons notre solidarité avec notre camarade de Combat Ouvrier.

Réunion publique de Lutte Ouvrière à Villeurbanne (Rhône)

VENDREDI 6 AVRIL
à 20 h 30
Salle des Conférences
Palais du travail
Sur le thème :
— La situation sociale.
— Les élections européennes.

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix : 140 F
pour une période de six mois : prix : 80 F

LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix : 50 F
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)

CEUX DU TECHNIQUE
pour un période de un an : prix : 10 F
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**).

Ci-joint la somme totale de : francs .....
.....

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque au mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

éditorial

La gauche a progressé aux cantonales, mais c'est sur leur lutte que les travailleurs doivent compter

LES partis de gauche peuvent se féliciter de leurs résultats aux élections cantonales, puisqu'ils ont non seulement progressé en nombre de voix, mais aussi en nombre de sièges et en nombre de fauteuils de présidents des Conseils généraux. Au contraire, la majorité fait grise mine : ces résultats sont pour elle une défaite électorale certaine.

Les travailleurs ont-ils du même coup quelque chose à en espérer ?

Il est bien clair que le gouvernement ne modifiera pas sa politique anti-ouvrière pour autant. Barre et ses ministres manifestent la même arrogance qu'avant vis-à-vis des revendications des travailleurs. Si le gouvernement a décidé à la suite de ces élections de soigner quelqu'un, c'est les parlementaires, afin de passer sans encombre la prochaine session de l'Asssemblée.

Mais il ne faut pas non plus attendre un changement dans la politique des deux grands partis de gauche. Chacun va continuer de tirer la couverture à soi sans se soucier davantage des intérêts des travailleurs. Ainsi, par exemple, sous le prétexte que le report des voix socialistes sur les candidats communistes ne se serait pas bien fait pour le second tour, le PCF a déjà repris de plus belle ses attaques contre le PS.

Quant à Mitterrand, lui, il s'estime satisfait : le Parti Socialiste a eu un bon nombre de nouveaux élus, c'est au fond tout ce qui l'intéresse. Il ne fera pas plus qu'il n'a fait jusque-là... c'est-à-dire attendre, et nous dire d'attendre, les prochaines élections.

Et si tous les politiciens, à droite comme à gauche, se placent en prévision des élections présidentielles qui doivent avoir lieu en 1981, ils ont aussi une échéance plus immédiate, avec les élections européennes le 10 juin prochain. Alors, une fois de plus, la gauche, en s'appuyant sur les éventuelles illusions que peuvent susciter les résultats des cantonales, va subordonner toute sa politique aux échéances électorales.

Depuis des années, à chaque fois, on nous a dit qu'il fallait attendre, patienter, et que notre avenir pourrait peut-être enfin changer lorsque la gauche aurait la majorité à l'Assemblée. En mars 1978, cette occasion qui devait enfin être la bonne a été au contraire un échec. Mais cela n'empêche pas les partis de gauche de nous recommencer la même chanson à la première occasion.

Du côté des syndicats, la CGT parle bien de la nécessité de la lutte, et elle a organisé la marche du 23 mars sur Paris, qui a été pour elle et pour les grévistes un succès, malgré le refus de la CFDT de s'y associer. Mais maintenant que le 23 mars est passé, elle n'a pas d'autres perspectives à proposer : en tout cas, elle n'en dit rien. De son côté, la CFDT continue de rejeter l'idée même d'une action générale, en réaffirmant à l'occasion du Congrès qu'elle prépare qu'elle ne veut soutenir que des actions locales et limitées.

Mais en face du gouvernement et du patronat, les travailleurs ne peuvent pas espérer grand-chose des petites actions locales ; d'autre part, de grandes journées d'action, même réussies, si elles restent sans lendemain ne mènent nulle part. Et attendre 1981 pour qu'un dirigeant de la gauche tente sa chance une fois de plus pour la présidence de la République, cela revient à se résigner.

Pour mener leur guerre économique entre eux et contre les travailleurs, parce qu'ils veulent que ce soient nous qui fassions les frais de la crise, les patrons et le gouvernement ont des plans, des plans acier, des plans ceci et cela, qui prévoient des subventions pour les capitalistes et un « dégraissage », comme ils disent pour parler des licenciements, pour les travailleurs.

Eh bien, nous aussi, c'est d'un plan dont nous avons besoin, face à eux, d'un plan de mobilisation de l'ensemble des travailleurs. On ne lève pas une armée d'un seul coup, c'est vrai, et une lutte d'ensemble, cela se prépare. C'est ce que disent souvent les dirigeants syndicaux, mais ils se contentent de le dire et ils ne le font pas.

Nous ne sommes peut-être pas d'ores et déjà prêts à la grève générale ; mais sachons tout de même qu'on ne se défend contre les patrons et les hommes politiques à leur service, surtout en ces temps de crise, qu'en allant résolument de l'avant... pas en attendant passivement les échéances électorales.

Arlette LAGUILLER

Grande-Bretagne

La chute de Callaghan

En Grande-Bretagne, mercredi soir 28 mars, le gouvernement travailliste de Callaghan est tombé, renversé à une voix près (311 contre 310) par le vote d'une motion de censure déposée par les conservateurs. Cela va entraîner la dissolution du parlement britannique et l'organisation d'élections anticipées qui devraient avoir lieu le 3 mai prochain.

C'est la première fois depuis 55 ans qu'un gouvernement britannique est ainsi renversé par le parlement, tant le système de partage presque exclusif des postes de députés entre les deux grands partis (conservateurs et libéraux) faisait que la majorité restait la même tout au long d'une législature. Mais cette fois les travaillistes ne détenaient la majorité que grâce à l'appui des petites formations. Déjà, en mars 1977, le gouvernement avait repoussé une première motion de censure grâce à la signature d'un pacte avec le parti libéral. Et depuis la rupture de ce pacte, un an plus tard, il ne tenait plus qu'un se ménageant le soutien des petites formations nationalistes écossaises et galloises.

En faveur de celles-ci, le gouvernement Callaghan avait donc multiplié les gestes, dont le dernier en date fut l'organisation en Ecosse et au Pays de Galles d'un référendum sur l'attribution à ces régions d'une certaine autonomie. Mais si Callaghan avait réussi à amuser un temps la galerie moyennant un peu de démagogie envers les partis nationalistes (tout au moins ceux des régions où il n'y a pas de gros problèmes, car en Irlande il continuait sa politique de répression), la population de ces régions, elle, ne s'est pas sentie concernée. L'opération s'est plutôt retournée contre ses auteurs. En effet, les Gallois ont voté « non » au référendum ; quant aux Ecossais, ils ont voté avec leurs pieds, et, si le « oui » est majoritaire, le nombre d'abstentions a été tel que le vote positif n'atteignait pas le seuil de 40 % des inscrits, nécessaire à sa validation.

Du coup le nouveau statut n'a pas été adopté et Callaghan s'est attiré la fureur des députés nationalistes écossais qui ont décidé de passer dans le camp des conservateurs (avec lesquels ils sont en profond désaccord sur le problème de l'Ecosse, mais l'arithmétique parlementaire ne se soucie guère des programmes et promesses électorales).

En toute dernière minute, la veille du vote de censure, Callaghan avait pourtant réussi à raccrocher à son char les trois députés du Pays de Galles en leur accordant les indemnités qu'ils réclamaient pour les silicosés des carrières d'ardoises (on voit à quoi tient le souci des travaillistes pour les travailleurs !). Mais cela ne lui a pas suffi pour empêcher sa chute, d'autant plus qu'il avait perdu aussi l'appui des deux députés catholiques d'Irlande du Nord qui se sont abstenus pour ne pas soutenir sa politique vis-à-vis de l'Irlande qu'ils jugent « désastreuse ».

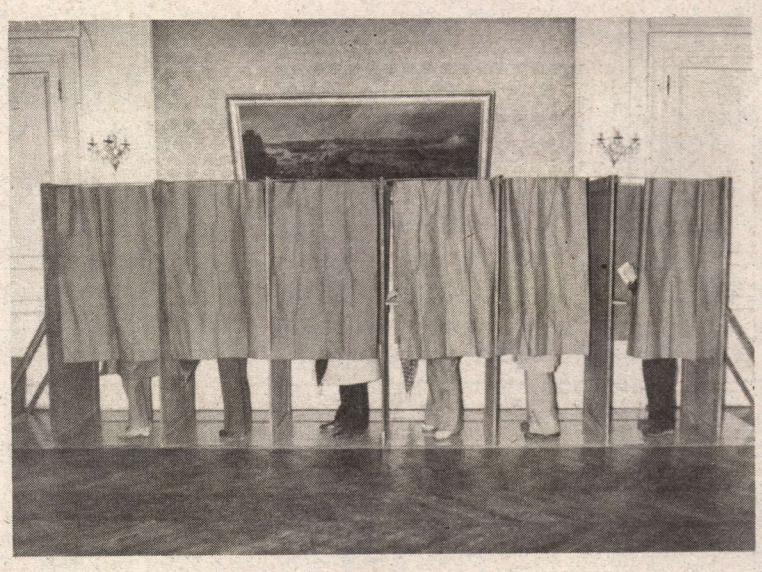
Heureusement, les travailleurs anglais ne semblent plus compter sur ces jeux parlementaires, sur cette guerre entre les deux grands partis pour la bonne place, et ils l'ont bien montré par l'ampleur des grèves qu'ils ont menées ces mois derniers, et qui continuent aujourd'hui même, dans la fonction publique en particulier.

François ROULEAU

(Voir notre article page 24).

Cantonales :

Progression de la gauche, et après ?



Pour les travailleurs, ce n'est pas sur les échéances électorales qu'il faut compter. (Ph. AFP)

Dimanche 25 mars, à l'annonce des résultats des élections cantonales, la droite ne pavoisait pas. Et le ministre de l'Intérieur Christian Bonnet avait beau triturer les chiffres dans tous les sens, il ne pouvait cacher la progression de l'opposition.

D'ailleurs, **le Figaro** du lundi 26 qui titrait : **« la majorité paie ses divisions »** exprime bien l'amère déception du deuxième tour pour la droite. Celle-ci avait bien espéré que la querelle au sein de la gauche allait entraîner un mauvais report des voix. Mais il n'en a rien été. Dans la plupart des cas, le report des voix de gauche s'est bien effectué. Et la progression globale des voix de la gauche confirme les résultats déjà obtenus aux temps du Programme commun et de l'unité PC-PS, dès les cantonales de mars 1976.

A droite, les pertes ne se répartissent pas également entre UDF et RPR. Notamment, l'opération de Chirac et du RPR, tentant continuellement de se démarquer du gouvernement et de Giscard, ne semble pas beaucoup porter ses fruits. Au sein de la droite, c'est le RPR qui, proportionnellement au nombre de candidats présentés, perd le plus de sièges : 49. Chirac lui-même perd le siège de président du Conseil général de Corrèze, ce qui ne peut pas lui faire plaisir, même si c'est un RPR qui conserve ce siège, au bénéfice de l'âge. Et lorsque la bataille a opposé, comme à Strasbourg, l'UDF Hoeffel, secrétaire d'Etat, à André Bord, ancien ministre et conseiller RPR sortant, c'est l'UDF qui est sortie gagnante. Globalement, celle-ci peut estimer s'en être tirée, sinon à bon compte... du moins à meilleur compte.

A gauche, que va entraîner ce succès ? Peut-on s'attendre à une modification dans les rapports qui, depuis la rupture de l'Union de la gauche, se sont instaurés entre le PCF et le PS ? Probablement pas.

Le scrutin a montré que tous comptes faits, la querelle PC-PS ne nuit guère aux reports des voix au second tour. D'autre part, le PCF garde toutes ses raisons d'attaquer le PS, afin de tenter de freiner le « rééquilibrage » de la gauche, qui continue à se faire au profit du PS. Enfin, les prochaines élections européennes se faisant à la proportionnelle, ce sera une compétition où chaque parti se présentera chacun pour soi, et où il n'y aura pas de problèmes de report de voix au second tour. Ces élections ne peuvent donc que pousser chaque parti à affirmer son individualité face à l'autre.

Bref, ces cantonales n'entraîneront guère de changements politiques. Mais il faut noter que, à l'intérieur du PS, Mitterrand en tire quelques motifs de satisfaction, notamment dans sa compétition avec ses éventuels successeurs et concurrents.

Ainsi, a-t-il déclaré : **« La ligne que je représente vient d'être validée par l'opinion publique ».** Et à plus longue échéance, il a annoncé : **« La France se prépare à changer de majorité politique. Elle s'y est essayée l'an dernier. Elle s'y prépare maintenant en confiant le pouvoir local et régional à la gauche et spécialement au Parti Socialiste ».** En somme, la gauche prend le chemin du pouvoir... A moins que dans cette ascension, il y ait de nouveau des marches ratées, comme celles de mars 1978 !

Il est vrai que cela, c'est le problème de Mitterrand. Pour les travailleurs, il est clair que ce n'est pas sur les échéances électorales qu'ils doivent compter pour changer leur sort.

Yves MORINIER

APRÈS LE

La " marche sur Paris " et la politique du PCF

La journée du 23 mars n'a pas été le prolongement national des explosions de Denain et de Longwy. (Ph. AFP)

Dans la foulée des affrontements de Denain et Longwy, on pouvait se demander si le PCF allait faire de la « marche sur Paris » du 23 mars, un temps fort de cette politique plus « dure » — au moins sur le plan des affrontements avec la police, sinon sur le plan politique — qu'on lui voit mener depuis quelques mois.

La CGT, qui organisait la marche, avait mobilisé ses militants, et parmi au moins les sidérurgistes venus du Nord et de l'Est, ce n'était pas la combativité qui manquait. Krasucki y était allé de fortes paroles, comme « quand le danger est grand, il ne faut pas voir petit », **ou** « on ne sonne pas le tocsin avec un petit grelot ».

Cependant, si le PCF s'était montré auparavant dans plusieurs régions prêt à prendre la défense, voire même à susciter des actions « dures » qu'en d'autres temps il aurait vivement condamnées, il n'a pas montré à l'occasion du 23 mars à Paris l'intention de pousser plus loin cette attitude.

Certes, la manifestation était imposante en nombre et elle n'a pas manqué de vigueur, en tout cas dans les rangs des sidérurgistes. Pourtant, la CGT a soigneusement évité tout risque d'affrontements entre les travailleurs et la police, en particulier en la dissolvant à mi-parcours. Les dirigeants du PCF et de la CGT avaient visiblement décidé d'en faire une démonstration aussi puissante que possible de leur influence sur la classe ouvrière, de leur capacité à mobiliser les travailleurs, en même temps que de leur aptitude à conserver le contrôle d'une telle mobilisation et de l'empêcher éventuellement de déborder en dépit du fort mécontentement exprimé au moins par une partie d'entre eux.

De ce point de vue, ils ont réussi. Et même les incidents violents que le gouvernement et la droite ont pu tenter d'utiliser pour discréditer le PCF, n'ont finalement pas pu lui être imputés.

En direction des travailleurs et de la population, excédés par le comportement du patronat et du gouvernement, PCF et CGT seront apparus comme capables de « faire quelque chose » de spectaculaire, à la différence de la CFDT. En direction du pouvoir, ils ont simultanément démontré la nécessité de compter avec eux.

On peut donc penser que le PCF, ayant durci le ton à proximité des élections cantonales, entend bien cependant maintenir ce « durcissement » dans des limites « raisonnables ». En particulier, ne pas confondre coups de colère locaux, circonscrits régionalement, et coup d'éclat au plan national. Ce qui ne signifie d'ailleurs nullement qu'on ne puisse pas le revoir prendre l'initiative d'actions dures, en particulier sur un plan local.

En tout cas, la journée du 23 mars n'a pas constitué un prolongement national aux explosions de Denain et de Longwy. La combativité des travailleurs de la région parisienne n'est sans doute pas telle actuellement, de toute façon, qu'elle aurait pu permettre d'envisager une généralisation des luttes.

Mais si les travailleurs décident de porter un coup sérieux à la politique du gouvernement et du patronat, ils n'ont pas intérêt à faire dépendre leurs initiatives d'une tactique qui n'obéit qu'à des considérations électorales et d'appareil.

Christiane LE GUERN.

Maire s

Quels seront les lendemains de la journée du 23 mars dans les relations entre les deux centrales syndicales CGT et CFDT ? Peut-on s'attendre à voir, en particulier, la CFDT revenir quelque peu sur la politique de « recentrage » qui, depuis un an, conduit Edmond Maire à saisir chaque occasion qui lui est offerte de distinguer sa politique de celle de la CGT ?

Rien ne permet aujourd'hui de le penser.

Au contraire même, la direction de la CFDT, en discutant des thèmes de son prochain congrès, du mois de mai, a mis de nouveau l'accent sur cette idée du « recentrage » de la confédération.

Sans doute la « marche sur Paris » organisée par la CGT a été un succès pour celle-ci.

Dans bon nombre d'entreprises, les militants de la CFDT ont été gênés par l'abstention de leur confédération, et quel-

23 MARS

La campagne sur les "casseurs": et pour quelques voix de plus

La manifestation du 23 mars à Paris a été ponctuée par des incidents dont le nombre et la violence ont été largement amplifiés par la presse.

Une nouvelle fois, les « autonomes » ont été mis en cause à cette occasion. Or, si effectivement de petits groupes (d' « autonomes » ou d'autres) ont pu briser des vitrines et incendier quelques voitures entre l'Opéra et la gare de l'Est, on ne peut que se poser des questions quant à l'attitude de la police durant cette journée.

L'affaire du policier Le Xuan, intercepté par le service d'ordre CGT alors que, selon ce syndicat, il était habillé en civil et lançait des cailloux sur les forces de police, a permis aux organisateurs de la manifestation d'accuser *« ces policiers affectés à de sinistres besognes de provocation »*. Le démenti du préfet de police affirmant que *« si ce gardien avait joué un rôle de provocation, il n'aurait eu sur lui ni papiers, ni arme réglementaire »*, ressemble bien plus à une confirmation : la préfecture demande aux policiers qu'elle affecte à certaines tâches peu avouables de ne rien avoir sur eux qui permette de les identifier. Ce dont on se serait douté !

Cependant, que de prétendus « autonomes » aient été utilisés ou non à des fins de provocation policière n'enlève rien à l'attitude pour le moins curieuse de la police face aux incidents qui se sont déroulés en marge de la manifestation. Ainsi, la Fédération autonome des syndicats de police a constaté que *« des agressions et actes de pillage »* ont été commis *« impunément devant les forces de l'ordre »*.

D'un autre côté, les reporters du journal *Le Monde* ont rapporté les propos d'un policier affirmant qu'à *« chaque fois on attend dix minutes pour recevoir l'ordre d'intervenir »* et ont constaté que les « autonomes » ont pu remonter les grands boulevards, pourtant bouclés par la police, sans que celle-ci intervienne.

En écho la grande presse titrait largement : *« Ça a mal fini » (France-Soir) ; « Paris livré aux casseurs autonomes » (Le Figaro Magazine) ; « Assez » (Le Parisien Libéré)* ou *« Les casseurs déchaînés » (L'Aurore)*.

Quant aux voitures brûlées, restées bien en évidence pendant plusieurs jours, il faut croire que certains trouvaient qu'elles ne faisaient pas mal dans le décor, surtout quand on sait qu'à Paris, un véhicule mal garé a d'habitude toutes les chances d'être emmené en fourrière en l'espace de quelques heures. Et comment ne pas voir une volonté politique délibérée de chercher à effrayer l'électorat dans ces photos de pillage complaisamment étalées dans la presse !

Vieux trucs, et vieilles manœuvres que tout cela. Il n'y a que les hommes au pouvoir pour ne pas savoir que, à trop se servir d'épouvantails, ceux-ci finissent par ne plus faire peur.

Pierre LAFFITTE

Dans les rangs des forces de l'ordre on distingue, au milieu, de bien curieux policiers : déguisés en « autonomes » peut-être ? (Ph. LO)

Justice : Le normal et l'exceptionnel

Trente-deux des personnes inculpées après les incidents qui ont suivi la marche sur Paris du 23 mars ont comparu devant la justice. Trente-deux affaires qui se suivent à fond de train, une toute les dix minutes...

Vingt-sept des inculpés, dont douze militants de la Fédération Anarchiste, ont exigé comme la loi les y autorise, des jours de délai pour préparer leur défense et ils passeront en jugement les 2, 3 et 4 avril. Mais pour les autres, ceux qui ont accepté le jugement immédiat, les condamnations sont tombées en quelques minutes : deux condamnations à six mois d'emprisonnement, dont quatre avec sursis, pour le vol de trois pantalons, trois chemises et deux tee-shirts ; un an d'emprisonnement, dont six mois avec sursis, pour des bagues et des broches d'une valeur de 2.000 F.

Une justice expéditive, ce lundi 26 mars, qui tranche avec sévérité le sort de ceux qui tombent entre ses pattes. Mais ce n'est que le fonctionnement quotidien, normal, de la 23e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, la chambre des flagrants délits, celle qui juge les petits voleurs arrêtés sur le fait, quand ce n'est pas le simple quidam qu'un policier a « reconnu ». Simplement, le bruit fait autour de la manifestation du 23 mars a cette fois-ci, braqué les projecteurs sur cette justice « normale ».

Et cela est si vrai que mercredi 28 mars, on a appris que le parquet avait fait appel « a minima ». Autrement dit, il a jugé les condamnations trop légères encore, pas assez « exceptionnelles ». Pour une fois qu'il y avait de la publicité, il ne pouvait pas manquer ça.

Hervé MARTIN

Cachez ce mécontentement que je ne saurais voir

Après la manifestation du vendredi 23 mars, un responsable parisien de l'UDF proposait : **« L'interdiction complète à l'avenir de toute manifestation sur le territoire de Paris, à l'exception peut-être du bois de Vincennes »**. Le conseiller UDF Georges Mesmin a proposé que les manifestations **« soient réservées aux dimanches et aux samedis après-midi »**, et aussi qu'elles se déroulent **« sur un autre itinéraire, par exemple sur une section du boulevard périphérique »**. A ce compte-là, on pourrait aussi bien autoriser les manifestations... sur les chemins de terre de la Beauce !

Pierre-Charles Krieg, député RPR de Paris, a quant à lui annoncé qu'il demanderait l'interdiction de toute manifestation dans Paris, et qu'il déposerait **« un projet de loi rendant les organisateurs de manifestations civilement responsables des déprédations commises »**.

Ces réflexions donneront-elles suite à des mesures concrètes ? En tout cas, tout ce beau monde ne pouvait manquer une telle occasion de donner cours à sa hargne. Au point que Chirac a fait figure de champion inattendu du droit de manifestation, en déclarant **« que la liberté de manifestation est un droit républicain et démocratique »**.

Heureusement que le mécontentement n'attend pas les réflexions profondes de ce genre de personnages pour se manifester, et ailleurs qu'au bois de Vincennes, ou sur le boulevard périphérique de Paris !

Roger PERRIER

"recentre", persiste et... voudrait bien signer

ques syndicats ou sections syndicales se sont associés à la « marche sur Paris ». Les dirigeants de la CFDT ont été gênés, également, par le fait que le Parti Socialiste lui-même se soit associé à cette marche, ce qui apparaissait comme un désaveu de leur propre position.

Mais cet avantage pris par la CGT n'a rien d'un avantage décisif, d'autant plus que la CGT n'a pas annoncé quel lendemain elle compte donner à la journée du 23 mars, et ne semble donc pas aujourd'hui ouvrir plus de perspectives de lutte que la CFDT. Et cette situation permet à Edmond Maire de persister dans sa politique.

Car, depuis un an, c'est-à-dire depuis la défaite de la gauche aux élections de mars 1978, Maire n'a guère varié dans sa dénonciation de l'engagement politique de la CGT, expliquant qu'il faut distinguer soigneusement l'action syndicale de l'action politique, ne pas rater une occasion d'obtenir « des choses concrètes » dans une négociation avec le patronat, par exemple.

On voit mieux ce que signifie cette attitude de la CFDT lorsqu'on constate qu'Edmond Maire dénonce d'une façon générale comme « politiques » toutes les manifestations d'ampleur nationale envisagées par la CGT. Cela a été le cas, notamment, de la journée d'action contre les mesures gouvernementales sur la Sécurité sociale, au mois de décembre 1978, et de la manifestation du 23 mars. De telles journées ou manifestations nationales sont qualifiées avec mépris par Maire de « grandes messes syndicales », dont il faudrait se détourner pour préférer « l'action concrète » prônée par la CFDT, qui pour l'instant, il faut bien le constater, reste plutôt abstraite.

Une telle politique n'ouvre pas plus de perspectives aux travailleurs que celle proposée par la CGT. Elle en ouvre même moins, puisqu'elle ne leur permet même pas, en certaines occasions, d'exprimer ensemble leur opposition et leurs protestations face à la politique gouvernementale. Mais cela n'est pas le problème d'Edmond Maire. Car son problème, à travers le « recentrage », est de défendre au mieux les intérêts particuliers de la confédération qu'il dirige.

Après les élections de mars 1978 et la défaite de la gauche, les dirigeants de la CFDT ont pu penser qu'ils avaient tout à gagner à apparaître comme une confédération syndicale moins marquée politiquement que la CGT, plus prête aux accords et aux compromis avec le patronat et le gouvernement, plus à droite en somme. Aux élections professionnelles, un certain courant de désaveu semblait se faire jour à l'égard de la CGT, et la démagogie de l'apolitisme pouvait donc sembler payante. Sur cette base, la CFDT et FO ont en effet remporté quelques succès, bien que, somme toute, limités.

D'autre part, la CFDT, en se démarquant ainsi à droite de la CGT, pouvait espérer être payée de retour par le patronat et le gouvernement, en devenant leur partenaire privilégié, en acceptant de se prêter à des discussions ou de signer des accords que la CGT refuserait. Là aussi, les résultats ont été limités, ne serait-ce que du fait du patronat et du gouvernement, peu enclins actuellement à la négociation et aux concessions, fussent-elles superficielles ou locales, tant que la pression des travailleurs ne les y contraint pas.

Seule une importante montée des luttes ouvrières, qui mettrait la CFDT en porte-à-faux pourrait l'amener à en changer, et encore cela n'est-il pas sûr. Pour le moment, il s'agit pour elle de saisir toutes les occasions de se démarquer de la CGT, même si, comme le 23 mars, cela met la CFDT dans une situation inconfortable, du moins pendant quelques jours ou devant quelques-uns.

Tout ceci ouvrira-t-il une perspective prometteuse aux dirigeants de la CFDT ? Rien ne permet encore de le dire. Mais il est déjà certain que cela n'en ouvre aucune aux travailleurs.

HAUSSE DU PÉTROLE :
Ceux qui crient le plus fort sont ceux qui en tirent le plus de profits

Avant même que se tienne la réunion des membres de l'OPEP pour décider des tarifs du baril en 1979, ce n'était qu'un cri unanime d'indignation et des prophéties alarmistes quant au prix qu'on devrait payer le pétrole. Chose curieuse, la réunion de l'OPEP ne s'était pas encore tenue que la presse annonçait déjà que le prix de l'essence passerait bientôt à 3 F...

France-Soir n'hésitait pas à écrire : « *Le sort des économies occidentales dépend une fois de plus du bon vouloir de quelques princes du pétrole* »... Rien de moins.

Les princes du pétrole sont sûrement fabuleusement riches, mais que dire des trusts capitalistes occidentaux !

Finalement, la hausse supplémentaire du prix du pétrole décidée par l'OPEP est de 9 % à partir du 1er avril, et non de 15, 20, voire 30 % comme une presse intentionnellement alarmiste le laissait prévoir.

De toute façon, il est bien connu que le prix de détail de l'essence ou du fuel n'a que peu de rapport avec le prix d'achat du pétrole brut aux pays producteurs. Par exemple, les taxes de l'Etat français représentent près de 70 % du prix du super (67,9 %) et de l'ordinaire (68,8 %).

Et tant qu'à faire de s'indigner, la presse aurait bien pu dénoncer la spéculation récente des grandes compagnies pétrolières qui, profitant de l'interruption de la production de pétrole en Iran et de la baisse de l'offre de pétrole, en ont immédiatement profité pour revendre 20 dollars et plus le baril de brut qu'elles n'avaient payé que 13 dollars aux pays producteurs.

Seulement, la presse et les gouvernements occidentaux cachent soigneusement les super-profits des grands trusts du pétrole et tentent, depuis la crise de 1973, de rejeter sur les pays producteurs l'entière responsabilité des hausses. La vérité est cependant bien différente.

En décembre 1973, l'Organisation des pays producteurs de pétrole décidait en effet de doubler le prix de vente du baril de brut, qui passait ainsi à 7 dollars. Cette hausse, bien que spectaculaire, n'avait pour but que de rattraper le manque à gagner des pays producteurs, dû à la dévaluation du dollar, d'une part, et au diktat des trusts pétroliers qui imposent de très bas prix d'autre part.

Ainsi, en janvier 1974, le litre de super valait en France 1 F 35. Là-dedans, le prix du brut n'entrait que pour 0,24 F. Après la hausse décidée par l'OPEP, ce prix passait à 0,44 F par litre. Mais l'Etat s'est empressé de répercuter la hausse à sa façon en faisant passer le prix du super à 1 F 75, soit 20 centimes de plus que la hausse du pétrole lui-même.

En réalité, depuis la fameuse hausse du brut en 1974, les pays de l'OPEP n'ont procédé qu'à très peu de hausses, une fois en octobre 1975 et deux fois en 1978 (15 %). De plus, ces hausses ne compensent même pas les effets de l'inflation mondiale. Ainsi le tarif de base de vente du pétrole brut fin 1978 à 12,7 dollars le baril était, compte tenu de l'inflation mondiale, de 10 % inférieur au prix pratiqué... en 1974.

Tandis que les pays producteurs n'ont fait que perdre progressivement sur le prix de vente du brut (de 1974 à 1978, les revenus des pays membres de l'OPEP auraient fondu de 60 %, selon *l'Humanité*), les Etats des pays consommateurs et les grandes compagnies pétrolières, eux, n'ont fait qu'empocher des profits toujours croissants !

Alors oui, on peut dire que le pétrole nous coûte cher. Mais il n'est pas besoin d'aller chercher parmi les membres de l'OPEP pour trouver les responsables : ceux-ci sont à la tête des gouvernements occidentaux et des grands trusts, Exxon, Shell, BP, etc.

Hélène DURY

800 MILLIONS D'ENFANTS ONT FAIM

Un enfant sur dix n'atteindra pas l'âge d'un an, telle est la conclusion d'un rapport que vient de publier l'Organisation Mondiale de la Santé. Et bien entendu, l'immense majorité de ces bébés qui meurent avant un an voient le jour dans les pays sous-développés. Il est vrai que dans ces pays la mortalité infantile représente entre 30 et 50 % de la mortalité totale (chiffres de 1975).

Si l'espérance de vie y a augmenté, elle reste encore très faible, puisqu'un enfant européen peut espérer vivre 71,5 ans, mais 56 ans pour un enfant d'Asie, et 43 ans pour un enfant d'Afrique. 800 millions d'entre eux vivent dans des pays dont le revenu par habitant est inférieur à 100 dollars par an. Et la première conséquence en est la malnutrition. Selon l'OMS toujours, 10 millions d'enfants souffrent de malnutrition complète, et 80 millions de malnutrition partielle, dans les pays sous-développés.

Ce ne sont pas les pieuses résolutions de l'ONU à propos de l'année internationale de l'enfant pour 1979 qui y changeront quoi que ce soit.

P.M.

IRAN

La répression contre les minorités nationales se poursuit

Le gouvernement iranien venait tout juste d'accorder aux Kurdes un « plan d'autonomie » et la nomination d'un Kurde comme nouveau gouverneur général du Kurdistan après les violents affrontements de la semaine précédente: le lendemain même, son armée tirait contre une autre des différentes minorités nationales qui composent l'Iran : les Turkmènes.

Il semble que dans le feu des événements qui viennent de secouer l'Iran, des secteurs de la paysannerie dans différentes régions du pays se soient emparés de terres dont ils avaient été antérieurement dépossédés. Ce serait, selon le Monde (29 mars), le cas des Turkmènes.

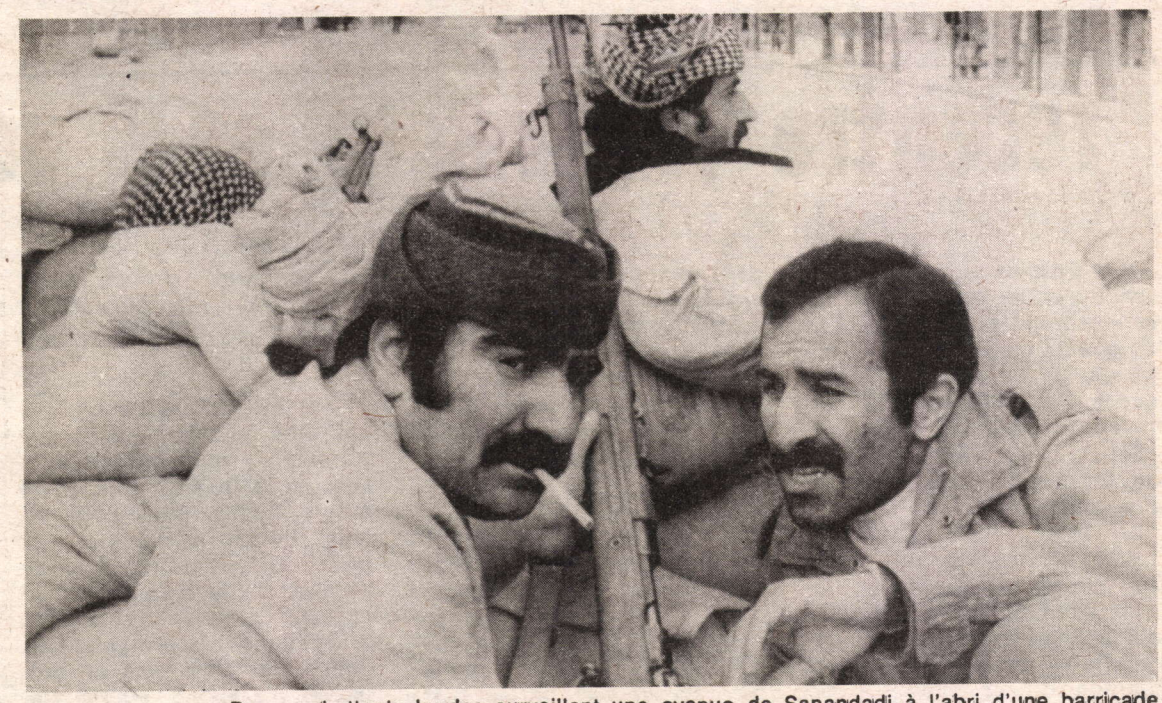
En tout cas, 20 000 personnes s'étaient réunies dans la ville de Gombad-e-Kavous le 26 mars pour réclamer l'autonomie du Turkménistan iranien, situé au nord-est du pays, le long de la mer Caspienne. La milice des partisans islamiques de Khomeiny aurait commencé par ouvrir le feu sur la foule, tuant quatre personnes. Puis ce sont de véritables combats qui ont fait rage mardi dans la ville, l'armée gouvernementale venant ajouter à la répression, et qui se poursuivaient le mercredi 28 mars.

Ainsi, avec les Turkmènes, tout comme avec les Kurdes peu avant, la première réponse du nouveau gouvernement iranien aux revendications des minorités a été la mitraille. Face aux revendications populaires, son réflexe est de vouloir mater les récalcitrants.

S'il a su se montrer conciliant avec les Kurdes, ce n'est qu'après avoir essayé de les faire taire, y compris en faisant mitrailler les villages par les hélicoptères de l'armée. Et la capitale du Kurdistan, Sanandadj, a connu des heurts meurtriers durant plusieurs jours.

L'ayatollah Taléghani, envoyé du gouvernement Bazargan, a donc accepté le principe d'une représentation kurde élue pouvant gérer les affaires administratives de la région, et la reconnaissance de la langue kurde qui pourra être enseignée à l'école à côté de la langue iranienne. La poursuite des affrontements armés au Kurdistan risquait de se traduire lors du référendum du 30 mars par une abstention importante (les Kurdes d'Iran sont environ cinq millions, sur une population totale de 36 millions d'habitants en Iran).

Mais on est en droit de se demander si le gouvernement Bazargan a réellement l'intention d'appliquer ces concessions qui, de toute façon, sont bien loin de constituer l'entière autonomie que revendiquent les Kurdes.



Des combattants kurdes surveillant une avenue de Sanandadj à l'abri d'une barricade. (Ph. AFP)

En particulier, en même temps que son envoyé à Sanandadj signait cet accord avec les représentants de la communauté kurde, le gouvernement aurait envoyé un millier de membres de la garde impériale, les troupes d'élite de l'ancien régime, en renfort dans la caserne de la ville.

Quant aux Turkmènes, pour l'instant, il est hors de question de négocier avec eux.

Loin de s'acheminer vers la solution naturelle d'un Etat fédéraliste qui seule pourrait donner tous leurs droits aux diverses minorités du pays — kurde, turkmène, arabe, baloutche, ou turque, azerbaidjanaise — le nouveau gouvernement islamique reste tout aussi peu démocratique que l'ancienne dictature du chah vis-à-vis de ses populations.

Hervé MARTIN

PROCHE-ORIENT

Vous avez dit la paix ?

La signature du traité de paix entre l'Egypte et Israël, le 26 mars dernier, a donné lieu à une cérémonie sans précédent à Washington. Rien n'a été épargné pour tenter de donner à ce traité, obtenu à l'arraché, toutes les apparences d'une véritable victoire pour la paix au Moyen-Orient. Tout y était : une immense tente zébrée jaune et rouge, pouvant accueillir quelque 1 300 invités, une « table historique » pour signer les accords de paix, sans parler des discours de Carter, Begin et Sadate qui sont allés jusqu'à lancer un appel au monde entier à faire de cette journée, une journée de prière en faveur de la paix. On a même vu Begin proposer Carter pour le prix Nobel de la Paix 1979, et Sadate déclarer que c'était le « moment le plus heureux de sa vie ».

Mais toute cette mascarade à grand spectacle cachait mal que cette « paix historique » ne règle en fait strictement rien aux problèmes du Moyen-Orient.

Car ce traité est peut-être un succès diplomatique pour Carter. Il marque peut-être également une petite satisfaction pour Israël qui a obtenu pour la première fois d'être reconnu par un Etat arabe, et qui a réussi également à obtenir, en contrepartie de son retrait du Sinaï, le désengagement de l'Egypte dans le conflit du Moyen-Orient.

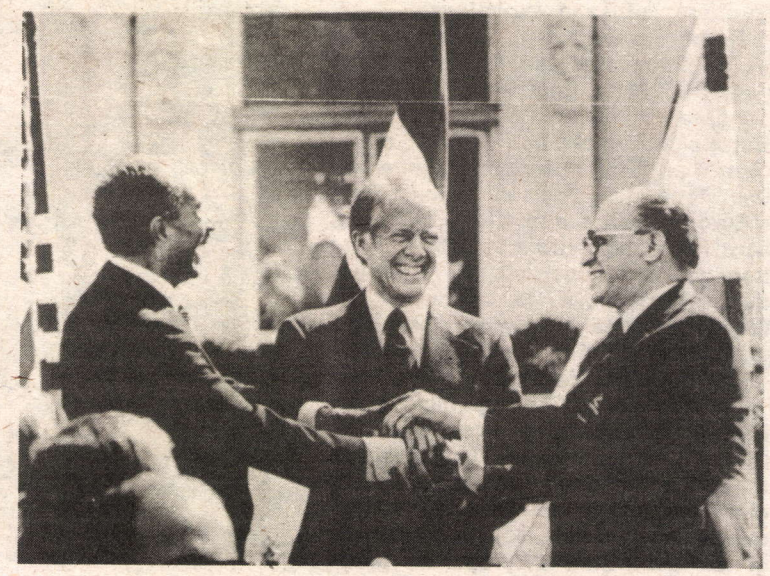
Mais il ne résoud rien. On peut même dire que les ennuis ne font que commencer pour ses protagonistes puisque les négociations concrètes sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza doivent commencer dans un mois. On pourra mesurer alors ce qu'Israël accepte de mettre derrière ce mot, c'est-à-dire certainement pas grand-chose en fait comme droits réels pour les Palestiniens, en particulier de Cisjordanie.

Sadate n'a même pas obtenu d'Israël une déclaration d'intention s'engageant à rendre les territoires conquis en 1967. Au contraire même, puisque Begin a confirmé à la Knesseth — l'assemblée nationale israélienne — sa volonté de ne pas rendre Gaza et la Cisjordanie ; et qu'il a déclaré froidement au moment de la signature du traité de paix, qu'un de ses plus beaux jours restait celui de la conquête de Jérusalem-Est par les parachutistes israéliens.

Au moment même où Sadate, Begin, Carter célébraient le « premier pas » vers un règlement global au Moyen-Orient, les Palestiniens organisaient des manifestations, et lançaient une grève générale très largement suivie dans les territoires occupés par Israël.

L'importance même de cette grève générale inflige un cinglant démenti à toutes les belles paroles de Carter, et montre qu'au Moyen-Orient, la paix n'est pas près d'être effectivement réalisée.

Anne SEVILLE



Les trois signataires sont ravis : mais cette mascarade ne règle pas les problèmes fondamentaux. (Ph. AFP)

Les Palestiniens ne comptent que sur leur lutte

Les Palestiniens des territoires occupés manifestent leur opposition au traité de Washington de plus en plus fortement. Samedi 24 mars, de violents affrontements ont opposé, à Jérusalem-Est, plusieurs milliers de jeunes Arabes aux Juifs qui se dirigeaient, pour prier, vers le Mur des lamentations. Ces affrontements marquaient la fin de deux semaines de mouvements.

Mardi 27 mars, l'ensemble de la population palestinienne a observé une grève générale dans les territoires occupés (Cisjordanie et Gaza) : *« jour de deuil »* pour protester contre le traité signé par Begin, Carter et Sadate. Cela a été la paralysie totale dans les principales villes de Cisjordanie. Plus d'un million de Palestiniens ont croisé les bras, tiré les rideaux des magasins, fermé les portes des établissements scolaires, manifesté pour affirmer que les éternels oubliés des règlements au Proche-Orient ne sont pas prêts à se laisser faire.

La grève générale a été un succès. De même que les manifestations de protestation massives qui ont eu lieu à Bagdad, à Damas ou à Téhéran. Et cela ne peut que les encourager.

Le traité de Washington n'a rien qui puisse les satisfaire. Les Palestiniens ne se battent pas depuis tant d'années pour une paix à n'importe quel prix, pour la paix de l'exil et des camps. Ils se sont donnés une organisation armée, ils combattent : ce sont leurs droits qu'ils veulent reconquérir, et ils savent qu'ils ne les devront qu'à leur propre lutte.

E.S.

Attentat à Paris : un geste odieux

On ignore qui est à l'origine de l'attentat contre le restaurant universitaire israélite de la rue de Médicis qui a fait vingt-six blessés, dont certains très grièvement, le mardi 27 mars à Paris.

L'OLP a protesté contre cet acte en soulignant qu'il *« ne peut qu'être l'œuvre d'éléments antisémites qui veulent exploiter la conjoncture actuelle au Proche-Orient »*. Et il est effectivement bien possible qu'il s'agisse d'un acte raciste pur et simple n'ayant strictement rien à voir avec la cause palestinienne. Un mystérieux groupe domicilié à Beyrouth aurait revendiqué l'attentat, ainsi qu'un *« collectif autonome d'intervention contre la présence sioniste en France et contre le traité de paix israélo-égyptien »*.

Quoi qu'il en soit — car il n'est pas du tout sûr que ceux qui le revendiquent soient réellement les auteurs de l'attentat —, il s'agit là d'un acte odieux. Le fait de placer un engin explosif dans un lieu public en visant délibérément à faire des victimes dans une foule anonyme, ne peut se justifier au nom de quelque cause que ce soit.

Sur un autre plan, et s'il s'avérait que cet attentat était d'inspiration pro-palestinienne, il ne pourrait d'ailleurs avoir comme conséquence politique que de favoriser les sionistes. Ce sont précisément des attentats de ce type qui

La façade du restaurant israélite après l'explosion. (AFP)

les ont aidés à regrouper l'ensemble des Juifs derrière eux.

Mais cela dit, il est bien évident que les négociateurs du traité israélo-égyptien ne pouvaient que s'attendre à une recrudescence de attentats anti-sionistes ou anti-juifs. En sacrifiant délibérément le sort des Palestiniens dans les clauses du traité, les hommes politiques qui en sont les auteurs portent du même coup une énorme responsabilité dans les actes terroristes actuels ou à venir, pouvant, à tort ou à raison, être rattachés à la cause palestinienne.

A.V.

Le « Front de la fermeté » : les faux-amis des Palestiniens

La signature du traité de paix israélo-égyptien a rencontré l'opposition de la majorité des pays arabes du Moyen-Orient, réunis à Bagdad le 27 mars pour y décider de mesures de rétorsion à adopter contre l'Egypte.

Une telle opposition au traité de paix n'est pas pour surprendre car, outre le fait que l'Egypte jusqu'aux préparatifs des accords de Camp David se posait en chef de file des pays du Moyen-Orient contre l'Etat d'Israël, ils ne retirent rien, ni garanties, ni avantages. Bien entendu, s'ils condamnent le traité de paix séparée, ce n'est pas publiquement au nom de la défense de leurs intérêts propres, mais au nom des « droits inaliénables du peuple palestinien, y compris ceux à décider de son sort et à fonder un Etat indépendant », **ainsi que l'a déclaré le gouvernement syrien. Jusqu'à Hussein de Jordanie — qui fut l'instigateur du « septembre noir » et le massacreur de milliers de Palestiniens, en 1970 — qui se pose en « défenseur » de la cause palestinienne : il a même appelé à une heure de grève générale en Jordanie en signe de protestation...**

Pour l'instant, parce qu'ils ont été exclus de l'accord, tous ces Etats se retrouvent ensemble dans le « Front de la fermeté », aux côtés des Palestiniens. Cette unanimité tiendra-t-elle longtemps ? Déjà des divergences apparaissent quant à l'attitude à avoir vis-à-vis de l'Egypte. Mais surtout, tout leur passé est là pour rappeler qu'ils ne prennent en compte la cause des Palestiniens que tant qu'elle coïncide avec leurs propres intérêts politiques. Incapables de dépasser le cadre de leurs frontières et de leurs intérêts nationaux, ils ont pour une large part contribué à créer la situation qui existe actuellement au Moyen-Orient, et n'ont jamais su offrir aux masses arabes une perspective politique se fondant sur les intérêts communs à tous les travailleurs et les peuples du Proche-Orient, israéliens compris. Au contraire, leur politique a amené le plus souvent la population israélienne à resserrer les rangs derrière ses dirigeants réactionnaires.

Quant aux Palestiniens, les dirigeants de ces Etats du « Front de la fermeté » ont montré par le passé quel cas ils faisaient d'eux : ils sont prêts à les lâcher — comme l'Egypte — si cela les arrange, voire à les massacrer, Hussein en a déjà fait la preuve.

Alors, cette unanimité ne tiendra qu'aussi longtemps que chacun des Etats y trouvera son intérêt. Et les dirigeants palestiniens qui se réjouissent de les voir unis à « défendre leur cause » feraient bien de se rappeler le passé, pourtant proche, de ces gouvernants.

Marianne LAMIRAL

Lutte Ouvrière présentera aux élections

● **Lutte Ouvrière présentera une liste de candidats aux élections européennes de juin prochain, pour défendre l'idée d'une Europe sans frontières et sans exploiteurs.**

Nombreux sont ceux, parmi les partis politiques, qui se disent « européens ». Mais tous sans exception condamnent la perspective d'une Europe « supranationale », c'est-à-dire d'un Etat européen unique ou une fédération de tous les Etats d'Europe, parce que tous ces partis sont les défenseurs des intérêts nationaux des industriels et des banquiers français. Et ils spéculent sur l'idée d'Europe unie pour des simples raisons de démagogie électorale, en la vidant de tout contenu.

Par contre, la perspective d'un Etat fédéral européen n'est pas une perspective qui puisse faire peur à la classe ouvrière. Au contraire, la classe ouvrière est la seule classe qui ait intérêt à la voir se réaliser ; et les Etats-Unis d'Europe ne pourront être que des Etats-Unis socialistes.

En conséquence, l'intérêt des travailleurs n'est pas de partir en guerre contre le Marché commun, ou contre son extension à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce.

La classe ouvrière européenne peut être unie. Les bourgeoisies européennes ne le seront jamais. Et c'est bien pourquoi le prolétariat n'a rien à craindre des accords qu'elles peuvent passer entre elles, pour essayer de desserrer le carcan que constituent leurs frontières nationales.

Ces frontières, et les barrières douanières qu'elles symbolisent, ont été au siècle dernier, pour chaque bourgeoisie, une arme pour se protéger de la concurrence de ses voisines.

Et puis, comme elles étaient devenues trop resserrées pour les plus fortes et les plus gourmandes d'entre elles, trois fois en un siècle, pour la seule Europe occidentale, chaque bourgeoisie a envoyé ses ouvriers et ses paysans massacrer ceux d'à côté, et se faire massacrer, pour tenter de déplacer ces sacrés poteaux frontières. Des peuples, issus de la même histoire, partageant pratiquement la même culture, se sont entretués pour savoir si des provinces à qui on n'avait rien demandé devaient appartenir à tel pays ou à tel autre. Des millions de travailleurs, qui n'avaient rigoureusement rien à y gagner, ont été massacrés au cours de ces guerres fratricides.

Un poste-frontière : les travailleurs doivent souhaiter la disparition de toutes les frontières européennes. (Ph. AFP)

Aujourd'hui, les Giscard et les Lecanuet, une bonne partie des hommes politiques qui sont les continuateurs de ceux qui présidèrent aux sanglants massacres de travailleurs que constituèrent les deux premières guerres mondiales, se disent volontiers européens. Mais c'est pure hypocrisie. Pour ces gens-là, l'Europe n'est qu'un thème de discours démagogiques, spéculant sur les aspirations à la paix, à la fraternité et à la coopération entre les peuples. Ces gens-là, qui ont sur les mains le sang des guerres coloniales de l'impérialisme français, ne reculeraient d'ailleurs pas devant une nouvelle guerre mondiale, si cela servait les intérêts de leurs maîtres, les industriels et les banquiers.

Le Parti Socialiste, qui lui aussi se prétend « européen », ne défend pas une autre perspective qu'eux. Lui aussi n'entend par le mot « Europe » que le Marché commun, qu'un ensemble d'accords destiné à faciliter les échanges commerciaux entre les différentes bourgeoisies européennes.

Quant au Parti Communiste, tout ce qu'il trouve à faire, c'est joindre sa voix à celle de la droite la plus réactionnaire, à celle du RPR, pour se faire le champion de « l'indépendance nationale » ! Il présente tous les Allemands, y compris les travailleurs allemands, comme des adversaires de la classe ouvrière française, et l'entrée de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce dans le Marché commun comme un péril pour le peuple français.

Et aujourd'hui que les bourgeoisies européennes sont amenées par la force des choses à entrouvrir mutuellement leurs frontières, il y a des gens qui — au nom de la classe ouvrière — voudraient amener les travailleurs à s'élever contre cela !

Mais ce que les travailleurs doivent souhaiter, c'est précisément au contraire la disparition de toutes les frontières européennes, de ces frontières qui, pour l'essentiel, nous sont venues tout droit du Moyen-Age, et qui découpent un continent deux fois plus petit que l'Amérique du Nord en rien moins qu'une trentaine d'Etats différents.

Les seuls Etats qui sont à la taille du XX^e^ siècle sont ceux qui sont à l'échelle d'un continent. Et les travailleurs ne pourraient qu'applaudir à la naissance d'une fédération des Etats européens, qui ferait des poteaux frontières des souvenirs archéologiques.

Il y a un siècle, un tel projet pouvait apparaître comme une rêverie de visionnaire, peut-être valable pour un lointain avenir. Mais aujourd'hui, les Etats-Unis d'Europe, cela correspondrait aux réalités quotidiennes de ce continent.

Nous ne sommes plus à l'époque où les différents peuples d'Europe ne connaissaient leurs voisins que quand ils étaient militairement occupés par lui, ou quand ils allaient militairement l'occuper. A l'époque où l'on pouvait croire en toute bonne foi que les gens qui vivaient de l'autre côté de nos frontières, sinon mangeaient les petits enfants tout crus, du moins étaient complètement différents.

Le progrès des communications a raccourci les distances. Il a permis à tout un chacun d'aller faire un tour chez les voisins. Et les peuples d'Europe ne sont plus aujourd'hui des étrangers les uns pour les autres.

La plupart des travailleurs français ont eu l'occasion de voir vivre chez eux des travailleurs allemands, italiens ou espagnols. Et ils se sont alors généralement bien vite rendu compte que ces hommes-là avaient les mêmes problèmes, les mêmes aspirations, les mêmes sources de joies et de peines qu'eux-mêmes. Ils se sont rendu compte, ces travailleurs français, que les travailleurs allemands, italiens ou espagnols qu'ils avaient pu rencontrer, malgré l'obstacle de la langue, étaient infiniment plus proches d'eux que les patrons, les industriels et les banquiers de leur propre pays.

C'est d'ailleurs pourquoi bon nombre de travailleurs sont favorables à l'idée d'une Europe unie, parce qu'ils pensent qu'il devrait être fini à tout jamais le temps où l'on pouvait jeter les peuples d'Europe les uns contre les autres, parce qu'ils aspirent à un avenir de paix et de fraternité entre les peuples.

Mais ce n'est pas seulement le spectre des massacres guerriers que l'union des travailleurs d'Europe pourrait écarter. C'est la réalité des guerres économiques — pour reprendre l'expression de Debré — qui opposent aujourd'hui comme hier les différentes bourgeoisies européennes entre elles.

Parce que c'est tout de même un comble que cette situation où les patrons français imposent des sacrifices à leurs ouvriers, sous prétexte qu'il faut être compétitif par rapport aux produits allemands, pendant que les patrons allemands imposent des sacrifices aux travailleurs qu'ils exploitent, sous prétexte qu'il faut être concurrentiel par rapport aux produits français !

Car enfin, si l'ensemble des travailleurs d'Europe produit plus que ce qu'il est possible d'écouler sur le marché, eh bien il n'y a qu'à les faire produire moins, à diminuer le temps de travail de chacun. Cela leur donnera au moins un peu plus de temps pour vivre. Il n'y a qu'à mettre fin à cette concurrence stupide, et à organiser la production en fonction des besoins des populations.

Evidemment, cela ne fera pas l'affaire de tout le monde. Evidemment, les industriels et les banquiers crieront que ce n'est pas possible, que c'est un scandale. Ils s'y opposeront de toutes leurs forces. Eh bien, il

Guerre de 1914-1918, soldats français à Verdun : trois fois en un siècle chaque bourgeoisie a envoyé ses ouvriers et ses paysans massacrer ceux d'à côté. (Ph. Viollet)

Souscription pour la campagne de Lutte Ouvrière

La loi est telle que pour les quatre plus grands partis politiques, l'impression des bulletins de vote et des circulaires envoyées aux électeurs sera prise en charge par l'Etat, tandis que Lutte Ouvrière devra, pour se présenter, financer elle-même ces dépenses s'élevant à plusieurs centaines de millions d'anciens francs.

Afin d'aider les militants de Lutte Ouvrière à financer une campagne dans ces élections :

— pour dire que les frontières, c'est la guerre économique permanente, avec son cortège de crises, de chômage et de misère, c'est périodiquement la guerre tout court ;

— pour dire que c'est au capitalisme français que nous devons d'abord nous en prendre si l'on veut supprimer l'emprise du capitalisme sur toute l'Europe ;

— pour dénoncer le chauvinisme, le nationalisme et le racisme, car ceux qui sont exploités par les capitalistes français ont toutes les origines,

une souscription est ouverte pour la campagne de Lutte Ouvrière. Vous pouvez d'ores et déjà envoyer votre participation, par versement à Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10.

une liste de candidats européennes

faudrait se passer des industriels et des banquiers. Ce sont eux les seuls vrais étrangers. Qu'on les flanque dehors, ceux-là !

De toute façon, les différentes bourgeoisies d'Europe constituent aujourd'hui le principal obstacle à l'unification politique, économique et humaine du continent. Au même titre que les classes féodales, accrochées à leurs privilèges, étaient un ou deux siècles plus tôt, les principaux obstacles à l'unification de leurs pays respectifs. Alors, si nous voulons voir un jour l'Europe débarrassée des frontières qui la défigurent, il faudra la débarrasser de ses exploiteurs.

Et ce ne sont pas les différences de langue qui pourront empêcher les travailleurs d'Europe de mener ensemble cette tâche à bien. Car il n'est pas difficile de se comprendre, même en parlant des langues différentes, quand on a les mêmes intérêts et les mêmes idéaux.

L'Europe des travailleurs, ce serait d'ailleurs l'Europe de la liberté, de toutes les libertés. Y compris celle de parler la langue de son choix, contrairement à ce qui se passe dans leur prétendue Europe des patries, où bon nombre de cultures minoritaires n'ont pas la possibilité de s'épanouir.

Dans l'Europe des travailleurs, les Basques, les Bretons et les Catalans pourraient développer leur culture sans entrave, parce qu'ils ne seraient pas soumis à un Etat national jaloux de ses prérogatives, à l'extérieur autant qu'à l'intérieur de ses frontières.

Dans l'Europe des travailleurs, les problèmes basque, flamand ou irlandais trouveraient tout naturellement leurs solutions, en fonction des seules aspirations des peuples concernés.

Oui, l'Europe, c'est l'espoir. Mais seulement l'Europe sans aucune frontière, que seuls pourront bâtir les prolétaires en lutte contre le capitalisme.

Voilà les idées que les candidats de Lutte Ouvrière défendront dans la campagne des Européennes : la perspective des Etats-Unis Socialistes d'Europe, pas nécessaire vers la République Universelle des travailleurs.

Car il faut défendre les idées de demain, et pas celles d'avant-hier.

L'avenir appartient à une humanité délivrée sur toute la terre du capitalisme, de l'exploitation, de la haine, des guerres et des frontières.

Les travailleurs exploités par les capitalistes français ont toutes les origines.

Une possibilité de liste commune

Lutte Ouvrière - Ligue Communiste Révolutionnaire

Mardi 27 mars a eu lieu une rencontre entre des représentants de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire. Lors de cette rencontre, qui avait lieu à la demande des camarades de la LCR, Lutte Ouvrière a fait une série de propositions, politiques et pratiques, qui, si elles étaient acceptées par la LCR, permettraient d'envisager de présenter une liste commune aux prochaines élections au Parlement européen et de mener une campagne commune.

Nos deux organisations se réclament en effet du trotskysme, donc de l'internationalisme. Elles ont, on le sait, des divergences importantes entre elles sur bien des sujets. Mais dans ces élections européennes où la principale question sera celle de l'internationalisme ou du nationalisme, il nous semble que deux organisations trotskystes devraient trouver un terrain commun pour une campagne commune : celui de l'internationalisme intransigeant justement, s'opposant ouvertement et sans concession à toutes les positions chauvines, ouvertes ou plus ou moins déguisées, de la droite bien sûr, comme de la soi-disant gauche.

C'est le sens des propositions que nous avons faites à la Ligue Communiste Révolutionnaire et que l'on trouvera ci-dessous dans la lettre que nous avons adressée à la LCR pour les confirmer à la suite de cette rencontre.

Les camarades de la LCR doivent donner une première réponse au cours de la semaine prochaine. Nos propositions, en tout cas, ouvrent la possibilité d'une liste commune Lutte Ouvrière-Ligue Communiste Révolutionnaire aux prochaines élections européennes. Nous espérons que la LCR saura et pourra saisir cette possibilité.

Chers camarades,

Suite à la rencontre entre les délégations de nos deux organisations qui a eu lieu mardi 27 mars 1979 et comme il en avait été convenu, nous vous confirmons par cette lettre quelles sont les bases déjà développées devant votre délégation par nos représentants sur lesquelles Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire pourraient présenter en commun une liste de candidats aux prochaines élections pour le Parlement européen et mener une campagne commune à cette occasion.

Tout d'abord, la campagne commune doit être franchement internationaliste. Cela implique que nous nous déclarions ouvertement partisans d'une Europe sans frontières et d'un Etat fédéral supranational qu'évidemment seul le prolétariat peut mettre en place. Cette position a été exposée entre autres par nous dans les numéros 59, 61 et 62 de notre mensuel *Lutte de Classe* et est réexposée cette semaine dans le numéro 565 de *Lutte Ouvrière.*

Cette campagne commune devrait comporter une dénonciation sans ambiguïté de tous ceux qui, tout en prétendant représenter les intérêts des travailleurs de ce pays, mènent une propagande chauvine, en premier lieu, le PCF.

Au cours de cette campagne commune, nous devrions exclure toute propagande en faveur d'un gouvernement PC-PS ou pour l'unité de ces partis. Non seulement, à notre avis, cela ne correspond en rien aujourd'hui aux intérêts des travailleurs de ce pays mais, de plus, dans ces élections dont le sujet est l'Europe, nous avons avant tout à dénoncer les positions patriotiques, ouvertes ou déguisées, de ces deux partis.

Au cours de cette campagne commune, il ne peut être question de prendre position contre l'extension du Marché commun et l'entrée dans celui-ci de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal. Au contraire, nous devrons dénoncer ouvertement ceux qui, en France, quels que soient les prétextes avancés, mais en réalité toujours pour des raisons chauvines ou nationalistes, s'opposent à cette entrée.

Par ailleurs, notre organisation n'appartenant pas à la IV[e] Internationale, la liste commune ne devrait comporter aucune référence sous-entendant qu'il s'agirait d'une liste de la IV[e] Internationale. Son intitulé devrait être « Liste Lutte Ouvrière - Ligue Communiste Révolutionnaire ».

Par ailleurs, pour marquer l'engagement politique sans réserves de nos deux organisations, la liste devrait être conduite par leurs porte-parole les plus connus, Arlette Laguiller et Alain Krivine.

La tête de liste reviendrait à notre organisation, ce qui nous semble amplement justifié par les résultats respectifs des deux organisations lors des précédentes élections présidentielles et législatives.

Les émissions officielles à la télévision devraient être animées, s'il n'y a qu'un porte-parole, par Arlette Laguiller, et s'il y en a deux, par Arlette Laguiller et Alain Krivine, à l'exclusion de toute autre formule.

Enfin, les frais de cette campagne commune étant également partagés par nos deux organisations, il nous faut évidemment nous assurer dès maintenant, par la libération préalable des sommes nécessaires, que nous avons bien les moyens de faire face aux dépenses qui s'élèveront certainement à plusieurs millions de francs si l'on veut mener une campagne sérieuse.

La présentation d'une liste commune et la mise en œuvre d'une campagne commune présenteraient sans aucun doute bien d'autres problèmes, politiques ou pratiques, à résoudre par nos deux organisations, mais les propositions que nous faisons là, et qui vous ont déjà été soumises oralement par notre délégation lors de la rencontre du mardi 27 mars 1979, sont pour nous les bases politiques et pratiques indispensables qui nous permettraient de nous présenter en commun aux élections du 10 juin prochain.

En attendant une réponse de votre part, que nous espérons positive et en vous rappelant que toute décision quelle qu'elle soit doit être prise, vu les délais qui nous sont impartis, dans les jours qui viennent, recevez, chers camarades, nos salutions communistes.

Paris, le 28 mars 1979.

Lutte Ouvrière

ITALIE

Les crises passent, Audreotti reste

Les années se suivent et se ressemblent en Italie. L'an dernier, le 16 mars 1978, le nouveau gouvernement Andreotti se présentait devant les Chambres pour leur demander le vote de la confiance. Cela faisait suite à trois mois de crise gouvernementale.

Cette année, jeudi 29 mars 1979, un nouveau gouvernement Andreotti se présente à son tour devant les Chambres pour leur demander un vote de confiance, après trois autres mois de crise gouvernementale. Ce n'est plus le même gouvernement et, selon toutes probabilités, il ne trouvera plus de majorité. Car la majorité dite d'Union Nationale mise en place l'an dernier, et dont faisaient partie tout à la fois le Parti Communiste et la Démocratie Chrétienne, a, de l'avis général, vécu.

Car le Parti Communiste Italien, en mars 1978, était parvenu à faire partie de la majorité parlementaire ; mais sans entrer dans le gouvernement.

C'est cela que le PCI n'accepte plus, depuis janvier 1979, et c'est ce qui a déclenché l'actuelle crise gouvernementale. Les dirigeants du PCI ont décidé de sortir de la majorité parlementaire et n'accepteraient d'y rentrer que si, enfin, Andreotti faisait appel à des ministres communistes.

Mais, trois mois de tractations l'ont montré, la Démocratie Chrétienne n'est pas prête à faire un pas de plus dans la direction du PCI. Et c'est ce qui rend aujourd'hui impossible de trouver une majorité parlementaire. Non pas qu'une majorité parlementaire soit impossible sans le PCI. Mais un autre parti, le Parti Socialiste, refuse jusqu'à présent de se prêter à une solution gouvernementale de centre-gauche, c'est-à-dire excluant le PCI de la majorité. Et, sans les voix du PCI et du PSI, il n'y a pas de majorité parlementaire possible. C'est pourquoi le nouveau gouvernement Andreotti, replâtrage formé à partir de la Démocratie Chrétienne et de deux petits partis du centre, le Parti Républicain et le Parti Social-Démocrate, n'a guère de chances d'obtenir la confiance.

Dans ces conditions, le nouveau gouvernement Andreotti se bornerait à expédier les affaires courantes, tandis que le président de la République dissoudrait les Chambres et qu'on irait vers des élections anticipées. Car les dirigeants de la Démocratie Chrétienne pensent en effet que, dans les conditions actuelles, des élections seraient plus défavorables au PCI qu'à eux.

En effet, depuis un an, toutes les élections partielles qui ont eu lieu ont semblé indiquer un progrès de la Démocratie Chrétienne et une baisse du PCI. Le fait que le PCI ait appuyé la majorité gouvernementale et la politique d'austérité lui a fait endosser l'impopularité, au même titre que la Démocratie Chrétienne, et même davantage, et cela semble s'être traduit par une chute électorale. C'est ce qui permet aujourd'hui à la Démocratie Chrétienne d'envisager tranquillement ces possibles élections anticipées et de penser qu'elles permettront de renvoyer le PCI dans l'opposition, sans plus devoir envisager de lui faire la moindre concession.

Andreotti : après avoir bénéficié du soutien du PCI, la Démocratie Chrétienne espère être gagnante sur le plan électoral.

On voit en tout cas que les travailleurs n'ont rien eu à gagner, bien au contraire, aux jeux parlementaires auxquels se livre le PCI face à la Démocratie Chrétienne. Car le plus clair de l'histoire est que la politique du PCI a permis aux gouvernants italiens de mener une politique d'austérité, franchement anti-ouvrière, et d'envisager tranquillement de la continuer, crise parlementaire au pas, élections anticipées ou non.

André FRYS

ESPAGNE

A l'heure des élections municipales

Bien que l'on soit en période de renouvellement des conventions collectives, les élections municipales espagnoles du 3 avril se dérouleront dans un climat social particulièrement calme.

D'ailleurs ces élections elles-mêmes ne suscitent que peu d'intérêt et en particulier personne ne se fait trop d'illusions sur ce qu'elles pourraient changer, même dans les municipalités susceptibles de passer à la gauche. D'abord parce que tant le Parti Communiste que le Parti Socialiste se gardent bien de promettre des changements substantiels : ils en restent à des affirmations sur la future transparence de leur gestion ou sur leur honnêteté. De l'autre parce que, de toute façon, en Espagne les municipalités dépendent presque entièrement des crédits du gouvernement puisqu'il n'y a pas d'impôts mobiliers. Et à cela s'ajoute le fait que depuis deux ans les mairies sont gérées en catastrophe par l'ancien personnel franquiste : celui-ci sachant son règne condamné, on imagine dans quel état (et donc dans quel dépendance vis-à-vis du gouvernement) vont se trouver les municipalités qui passeront à la gauche.

Sur le plan social, les syndicats vont prochainement signer la convention collective du textile, bien qu'ils n'aient obtenu qu'une augmentation de 12,5 % au lieu des 16 % demandés : il faut dire qu'ils s'étaient contentés d'organiser en tout cinq jours de grève, étalés selon la tactique des « grèves intermittentes », qui désigne une suite de grèves ponctuelles d'un ou deux jours, branche par branche, région par région. Et le 1er avril, c'est comme chaque année toute une série d'autres conventions collectives qui seront discutées mais, là aussi, il n'est prévu en tout et pour tout que quelques journées de grève et quelques manifestations, branche par branche, avant le retour à la normale.

Et pourtant, de 1958 à nos jours, le renouvellement des conventions collectives avait été l'occasion des principales luttes ouvrières, luttes au cours desquelles les travailleurs avaient renoué avec toute une tradition de lutte et d'organisation (éligibilité et révocabilité des délégués, pouvoir de décision entre les mains de l'assemblée des travailleurs...). Mais avec la démocratisation du régime, ces négociations pour les conventions collectives aussi se sont « normalisées » : y parvenir était d'ailleurs l'un des vœux les plus chers du patronat qui en avait assez de se voir chaque année confronté à des luttes dures, « inconfrôlées », de durée imprévisible. Maintenant, sauf cas exceptionnel (comme la grève de la métallurgie de Vizcasa), le patronat sait qu'il aura en face de lui des négociateurs bien sages et que les mouvements de grèves ne rechercheront pas l'épreuve de force et resteront limités à quelques jours, juste ce qu'il faut pour que le mécontentement y trouve une soupape d'échappement.

Pourtant cette année, plus encore que la précédente, il aurait fallu briser par l'action les plafonds salariaux fixés par le gouvernement. D'autant plus qu'en 1978 on avait justifié le fait que le pacte de la Moncloa fixait ce plafond à 20 % par la promesse que l'on rééquilibrerait la perte de pouvoir d'achat en 1979. Et partis de gauche et syndicats s'étaient faits les meilleurs avocats de cette austérité prétendument momentanée. Mais pour le gouvernement, ce n'était évidemment qu'un coup d'essai et il a fait cette année beaucoup mieux, en décrétant que les hausses de salaires ne pourraient dépasser 13 % et en menaçant les patrons (qui ne demandaient que cela) de représailles s'ils lâchaient plus. Malgré leurs protestations, les syndicats se contentent maintenant de signer des conventions collectives qui sont pratiquement toujours inférieures à ce plafond, au point que, lorsqu'on obtient les 13 %, cela est présenté comme une victoire ouvrière !

C'est que le gouvernement savait bien qu'en cette année où allaient se succéder les échéances électorales, ses partenaires de la gauche ne bougeraient pas trop et que les syndicats se garderaient bien d'organiser les luttes. Certes pour l'instant, les travailleurs espagnols ne semblent pas prêts à se mobiliser eux-mêmes pour leurs revendications ; mais on est en droit de se demander pour encore combien de temps ? Car tous ceux qui, avec la fin du franquisme, avaient placé tous leurs espoirs dans les partis de gauche et les syndicats majoritaires ont de quoi être déçus.

Gabriel CATALA

La Suisse à l'ONU... ou quand la banque rentre dans la bande

Le gouvernement suisse a décidé d'enclencher le processus d'adhésion à l'ONU et organisera un référendum sur la question en 1981. Bien que participant à de nombreuses institutions de l'ONU, la Suisse n'en n'a jamais été membre.

Les autorités helvétiques ont toujours tenu à cultiver le mythe de la neutralité d'un petit pays qui ne chercherait pas à se mêler des conflits internationaux. En réalité, véritable recéleur financier pour la bourgeoisie du monde entier, la Suisse est une pièce importante de l'impérialisme mondial. Sa prospérité repose sur le pillage, la vente d'armes et l'exploitation de millions de travailleurs dans le monde, soit par ses capitaux propres, soit par l'intermédiaire des capitaux étrangers qui sont déposés dans ses banques.

Autant dire que c'est un fauteuil d'honneur qu'il faudrait lui réserver dans la « caverne des brigands impérialistes », selon le mot de Lénine à propos de la Société des Nations, l'organisme qui a précédé l'ONU.

DOSSIER
le P.C.F face aux contestataires

A quels contestataires le PCF a-t-il affaire ?

Le PCF face à ses contestataires :

une tolérance très limitée

En publiant le 9 mars dans sa tribune pour le XXIII[e] congrès, une contribution de Jean Rony, l'Humanité **a fait un geste remarqué. « Contestataire », Rony avait été accusé par Gremetz dans les colonnes de** l'Humanité « d'avoir porté un coup de poignard dans le dos du parti ».

Le geste fait le 9 mars a été suivi d'autres et à plusieurs reprises la tribune quotidienne de l'Humanité **a publié des textes émanant de « contestataires » connus. Certes, Ellenstein pouvait encore écrire dans** Le Monde **du 23 février :** « Je n'ai pu écrire une seule ligne dans **l'Humanité** depuis le mois de mars 1978 », **mais peut-être le pourra-t-il en mars ou avril 1979. D'autres intellectuels, journalistes dans les publications du parti, sont évincés sans bruit des rédactions. D'autres choisissent de démissionner, comme le tout dernier, Maurice Goldring ou Yvonne Quilès, qui abandonne son poste de rédactrice en chef de l'hebdomadaire** France-Nouvelle **pour collaborer au nouveau journal** Maintenant, **un journal au comité éditorial duquel se retrouvent plusieurs contestataires connus du PC comme Ellenstein, Jean Rony, Danielle Kaisergruber, etc.**

Mais si l'on en juge par ce qui s'est passé depuis un an, l'attitude du Parti Communiste à l'égard de ceux qui ont des critiques à formuler — et qui les publient à l'extérieur du parti — oscille entre la tolérance et les coups d'arrêt, mais autour d'un axe qui tend vers une tolérance relativement plus grande pour les intellectuels contestataires.

Evidemment nous ne pouvons juger que des oppositions et critiques qui parviennent à se faire connaître publiquement et largement. Ces oppositions et critiques ne sont peut-être pas révélatrices, ni représentatives de toutes celles qui existent au sein du PCF.

Toutes celles qui se sont fait entendre, reprochent, plus ou moins fort, à la direction du PC, de ne pas avoir su gagner les élections. Ils lui reprochent de ne pas avoir employé la bonne tactique. Les uns mettent l'accent sur l'absence de mobilisation des masses à la base, les autres reprochent d'avoir été trop loin dans les critiques adressées au Parti Socialiste. Mais tous acceptent l'orientation générale du PCF, tous sont d'accord avec sa stratégie qui consiste à parvenir au gouvernement par les élections en s'alliant avec le Parti Socialiste. Ce qu'ils reprochent en fin de compte au PCF, c'est de ne pas avoir réussi et leurs critiques expriment surtout leur désillusion et l'amertume de ne pas être, cette fois encore, devenu un parti de gouvernement.

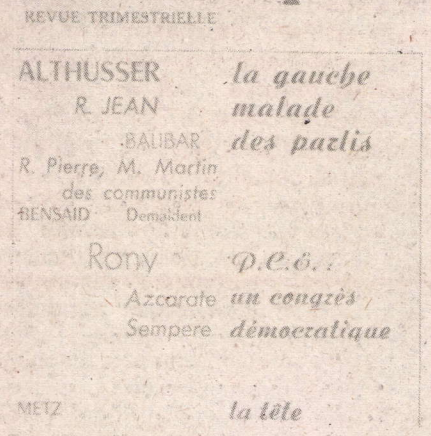
Et c'est bien parce que le contenu politique des critiques ne gêne pas le PC qu'il peut aller jusqu'à prendre l'initiative de rassembler des intellectuels contestataires, entre autres, et de donner une certaine publicité à leurs débats comme il le fit à l'occasion de la rencontre de décembre à Vitry. De telles démonstrations lui permettent de répondre aux accusations de parti monolithique que lui portent certains contestataires et ses adversaires politiques.

Mais s'il ne peut cependant pas suivre jusqu'au bout — et le PC en est loin — la revendication de plus grande liberté de discussion en son sein, revendication qui est celle de tous les contestataires, c'est que le PC évolue dans une marge étroite.

D'une part il cherche à entretenir une image de parti respectable aux yeux de la bourgeoisie et de ce point de vue, la tolérance manifestée à l'égard des intellectuels critiques ne le dessert pas, au contraire. Mais d'un autre côté, le Parti Communiste est lié à la classe ouvrière. Il doit se prétendre le défenseur résolu des travailleurs, s'il veut conserver son influence et se trouver en mesure d'être appelé un jour à gouverner. Et tant que le Parti Communiste défendra une politique au service de la bourgeoisie tout en prétendant servir les intérêts de la classe ouvrière, il aura beaucoup de mal à supporter les critiques.

Des revues publiées par des contestataires

● "Dialectiques" (revue trimestrielle)



Dans le hall de la faculté de Droit de Villetaneuse, un stand de vente de la revue *Dialectiques* et derrière, un des rédacteurs de la revue. Il s'explique :

« Dialectiques *a été créée il y a cinq ans par des intellectuels du Parti Communiste qui s'étaient interrogés en 1968. Il veulent être « des intellectuels qui pensent et sortir du cadre universitaire où on veut les enfermer ». Ils veulent sortir du langage « forces productives-rapport de production » pour « intégrer l'expérience »... Ce qui se passe dans le Parti Communiste Espagnol est « intéressant » ainsi que ce qui se passe dans le Parti Communiste Italien. « En Italie, les dirigeants ne sont pas tous d'accord et ils peuvent l'exprimer ». Mais les dirigeants du PCF sont « des tigres de papier ». (Dans le sens où ils ne sont pas tous d'accord mais ils ne le disent pas).*

« Mars 1978 aurait pu apporter beaucoup car cela aurait pu être la somme et le creuset des expériences de 1936, 1945 et 1968 ».

● "Luttes et débats" (journal interne ronéotypé)

Le numéro 2 de *Luttes et Débats* est paru en février dernier.

Les militants qui sont à l'origine de *Luttes et Débats* se définissent ainsi : *« Nous sommes des ouvriers, employés, étudiants, féministes, syndicalistes, intellectuels communistes qui avons créé ensemble un journal pour que des communistes puissent parler à d'autres communistes ».* Ils veulent contribuer à ce que s'instaure *« un véritable débat horizontal »* car, écrivent-ils, *« rien ne permet dans notre fonctionnement, à un militant de Lille, de connaître l'opinion et les critiques émises d'un militant de Bordeaux ou de Paris ».*

Dans une contribution proposée par des militants de *Luttes et Débats* et envoyée collectivement le 3 mars à *l'Humanité* par 15 travailleurs communistes, ils préconisent la perspective d'une *« grève générale reconductible »* et veulent proposer aux travailleurs *« l'auto-organisation dans les luttes (comité de grève, à la base) ».*

S'ils dénoncent l'alliance du parti avec des gens comme *« Fabre et son groupuscule bourgeois dans l'Union de la gauche »*, ils n'en proposent pas moins au parti de *« concrétiser la perspective de la mise en place d'un gouvernement des partis ouvriers PC et PS, qui aura pour programme la satisfaction des revendications défendues par les travailleurs et le maintien des structures d'intervention de la démocratie ouvrière des masses laborieuses (comités de base, d'entreprises, de quartier) ».*

Pour l'instant, les militants de *Luttes et Débats* estiment qu'une cinquantaine de personnes participent à la diffusion de ce journal ronéotypé à Paris, même si tous ne partagent pas forcément ses positions écrites.

Dès le début de leur contestation, ils ont proclamé leur volonté de rester au PCF pour le réformer et le rendre plus démocratique. Ils ont fait avec la LCR un meeting-débat sur le stalinisme et l'eurocommunisme, débat qui a rassemblé 150 à 200 personnes.

Les gens de *Positions* interviennent essentiellement sur le campus universitaire de Bordeaux, où ils ont fait une fête pour soutenir leur journal. Ils ont aussi manifesté avec l'extrême-gauche contre l'extradition de Klaus Croissant. Ils vendent leur revue au cours de manifestations syndicales et ils essayent actuellement d'établir des contacts avec les autres contestataires. A cet effet, ils ont organisé les 3 et 4 mars derniers un « colloque » à Bordeaux qui a réuni une cinquantaine de participants.

● La revue "Positions" de l'UEC de Bordeaux

POSITIONS

DANS 10 000 ANS ?

PROCHAIN DOSSIER :

LE PARTI SOCIALISTE AUJOURD'HUI

DOSSIER le P.C.F face aux contestataires

Les «communistes critiques»

● Des contestataires... chauds partisans de l'Union de la gauche

Elleinstein, le mois dernier, dans les colonnes du journal **Le Monde,** constatait que **« le PCF n'a pas fait la révolution. C'est là une réalité historique que l'on ne peut contester — d'où la nécessité de définir une voie nouvelle vers le socialisme ».** Mais en fait de tentative nouvelle, il ne cesse de proposer une politique bien connue, qui est celle du PCF depuis de longues années : l'Union de la gauche. En conclusion de ses trois derniers articles parus en février dans **Le Monde,** Elleinstein écrit : **« Il faut, non contre les partis de gauche, mais au-delà des institutions traditionnelles, reconstruire l'Union de la gauche en y associant toutes celles et tous ceux qui veulent changer le monde et les hommes ».**

La seule nouveauté dans cette orientation préconise de supprimer toute référence au léninisme en ce qui concerne le parti.

D'autres critiques comme Jean Rony, par exemple, regrettent simplement que le PCF se refuse les moyens de réussir, dans un domaine où le parti italien, par exemple, est passé maître, celui de la collaboration de classe.

Il souhaite simplement que **« du débat continu, toujours entretenu... naisse une meilleure application de la ligne ».** Car les opposants qui font aujourd'hui le plus de bruit, se réclament jusqu'à preuve du contraire de la ligne politique définie par le XXII[e] congrès. Le dernier congrès du PCF avait réaffirmé la volonté de trouver une voie française au socialisme, en prenant ses distances d'avec l'URSS. En déclarant que cela n'était possible qu'avec l'Union de la gauche et la victoire électorale du PC et du PS, il avait réaffirmé sa tendance à la social-démocratisation. C'est à la réalisation rapide de cette orientation, et en rejetant s'il le faut les dernières références au marxisme-léninisme, que la plupart des « communistes critiques » — comme se définit Elleinstein — invitent la direction de leur parti.

Louis Althusser.

Lorsque Ellenstein, dans la série d'articles publiés par Le Monde **les 21, 22, 23 février 1979, reproche au Parti Communiste le manque de démocratie interne, le cloisonnement, le manque de discussions, d'échanges à l'intérieur ; lorsqu'il réclame la possibilité de faire circuler les idées autrement que verticalement, du haut vers le bas, mais également horizontalement d'une cellule à l'autre, d'une section à l'autre, nous pourrions souscrire à de telles critiques. Lorsque Christine Buci-Gluksmann dénonce la sous-représentation des femmes dans les différentes instances du Parti : 200.000 adhérentes et deux femmes secrétaires de fédération et deux femmes au bureau politique ! ou lorsque Ellenstein récuse** « l'URSS comme modèle de société socialiste », **ils ont incontestablement raison.**

Mais il ne suffit pas que certaines critiques formulées par des contestataires puissent être partagées par les révolutionnaires pour donner un label de gauche à ceux qui les formulent. Il faut aussi juger au nom de quelle politique ces critiques-là sont faites. Or les contestataires du Parti Communiste ne critiquent pas l'absence de démocratie au nom d'une politique révolutionnaire. Cela fut manifeste au lendemain des élections où, dans l'amertume et la déception de l'échec électoral, ils reprochèrent au Parti de n'avoir pas su gagner et d'avoir utilisé entre autre un vocabulaire trop ouvriériste. Un an après, Ellenstein reprend les mêmes thèmes : « Il faut avoir le courage de dire aux travailleurs la vérité et prendre les mesures nécessaires au redressement économique. Cela peut signifier dans certains cas, dans certaines entreprises, dans certaines régions, l'adoption de mesures de sauvetage pour lesquelles des sacrifices doivent être

L'opposition dite « de gauche » propose elle aussi la même politique que Marchais

Louis Althusser, l'un des intellectuels contestataires du Parti Communiste qui bénéficie d'une réputation de gauche, émet de vives réserves sur le fonctionnement interne du parti et rejoint en cela la plupart des autres critiques. Mais pour lui, le fond du débat serait de vérifier si le parti est bien en mesure d'avoir « prise sur la lutte de classe, et de conduire la lutte de la classe ouvrière et populaire vers une victoire révolutionnaire » **ou si** « soumis à l'idéologie bourgeoise dominante... il ne s'est pas écarté des positions qui peuvent garantir l'avenir des luttes ouvrières ». **Voilà qui sonne bien ! Althusser se placerait-il sur le terrain révolutionnaire et lutterait-il contre une** « direction soumise à l'influence de l'idéologie bourgeoise » **? De façon plus prudente, et plus ambiguë, il se contente de proposer que la direction se mette rapidement à l'écoute de** « l'appel qui monte des masses ».

D'ailleurs se plaît-il à faire remarquer, d'autres, en leur temps, y ont déjà pensé : Maurice Thorez aurait, d'après lui, permis au PCF de surmonter une grave crise et de mobiliser les masses populaires en déclarant : « Pas de mannequins dans le parti ! Que les bouches s'ouvrent ! »

Pour que cela change, pour que cesse « ce qui ne peut plus durer dans le parti », **Althusser préconise de reconsidérer sous un jour moins autoritaire les rapports entre la direction et les masses influencées par un parti** « prisonnier de son repli ».

Mais la victoire révolutionnaire de la classe ouvrière à laquelle il fait référence, n'est qu'un mot servant à se forger une auréole de critique « de gauche ». Ses conclusions ne remettent rien en cause dans la ligne générale du parti. Il n'a à proposer, comme perspective politique pour la classe ouvrière, que la victoire électorale des forces de gauche. Cette victoire serait facilitée par quelques réformes internes au parti, une théorie marxiste « rendue à la vie » **et... une** « ligne d'Union Populaire »... « cette ligne peut se réclamer du XXII[e] congrès » **prend-il le soin de préciser. A aucun moment il ne défend une politique communiste révolutionnaire pour l'émancipation des travailleurs.**

Pour celui qui semble être un des plus « à gauche » des contestataires, et qui défend la notion de « dictature du prolétariat», la seule politique possible, c'est bien l'union PC-PS, en vue d'obtenir une victoire électorale et de former un gouvernement de gauche.

Qu'un tel gouvernement, sous la direction inévitable des hommes du Parti Socialiste, ne puisse être ni plus ni moins qu'un gouvernement bourgeois, dans le cadre de l'Etat bourgeois, cela ne semble pas l'émouvoir.

ne sont pas des critiques communistes

demandés à tous ». **N'importe quel leader du Parti Socialiste pourrait s'exprimer de cette façon. La politique que préconise Ellenstein serait fondamentalement la même que celle de tous ceux qui demandent aux travailleurs de se serrer la ceinture pour permettre d'exporter et de relancer ainsi l'économie française. C'est un langage de ministre au service de la bourgeoisie, rôle que Ellenstein aurait sans doute volontiers tenu si on le lui avait offert et si le PC avait fait tout ce qu'il aurait fallu, comme il le souhaitait, pour que la gauche arrive au pouvoir en mars 1978. Et Ellenstein, comme les autres critiquent, demandent au PCF ni plus ni moins que d'agir de manière responsable, comme le font les partis communistes italien et espagnol qui cautionnent la politique d'austérité de leur gouvernement.**

On ne peut même pas dire que cette politique est plus à droite que celle de la direction actuelle du PCF. Ce serait laisser entendre que Marchais est plus à gauche qu'eux. Or c'est bien la direction actuelle qui a décidé de signer le Programme commun, d'abandonner la dictature du prolétariat, de changer de position sur la bombe atomique, etc. Ces prétendus oppositionnels n'ont pas de divergences politiques.

A travers leurs références constantes à l'eurocommunisme ou au XX^e^ congrès, tous ces contestataires tirent dans le même sens. Ce qu'ils voudraient, c'est que le Parti Communiste mette plus rapidement ses déclarations en accord avec sa véritable politique. Une politique qui, depuis de nombreuses années, n'a rien de révolutionnaire, rien de communiste.

Même les critiques « de droite » doivent s'exprimer en dehors du parti

Bien sûr, les militants dans les entreprises ou dans les quartiers, au niveau des cellules de base ne sont pas bâillonnés. Ils peuvent exprimer leurs opinions et leurs critiques, même les plus virulentes. Mais, s'ils le voulaient ils ne pourraient pas faire connaître leurs critiques, les faire discuter, encore moins les faire partager à leurs camarades de l'ensemble du parti.

Marchais a beau écrire dans le **Défi démocratique** que le centralisme démocratique : « **c'est la possibilité d'une circulation régulière et permanente à travers tout le parti** », la réalité c'est plutôt celle que dénonce Althusser : « **Le militant de base ne peut en dehors des conférences de section ou des conférences fédérales, s'il y a été délégué, entretenir aucun rapport avec les militants d'aucune autre cellule... Toute tentative pour établir un rapport horizontal est encore aujourd'hui déclarée fractionnelle. Par contre, la circulation descendante ne connaît aucun obstacle : les ordres du haut atteignent tous la base.** (Althusser, « **Ce qui ne peut plus durer au Parti Communiste.** ») C'est cette situation qu'illustre l'histoire suivante qui circulerait parmi les communistes « critiques » :

Le fils d'un communiste demande à son père :

« Papa, qu'est-ce que le centralisme démocratique ?

.. **Laisse-moi tranquille !**

— **Mais papa, qu'est-ce que le centralisme démocratique ?** insiste l'enfant.

Le père, excédé, lui dit : « **Descends dans la cour** » !

Le fils descend les cinq étages. Le père vient à la fenêtre et lui verse un seau d'eau sur la figure.

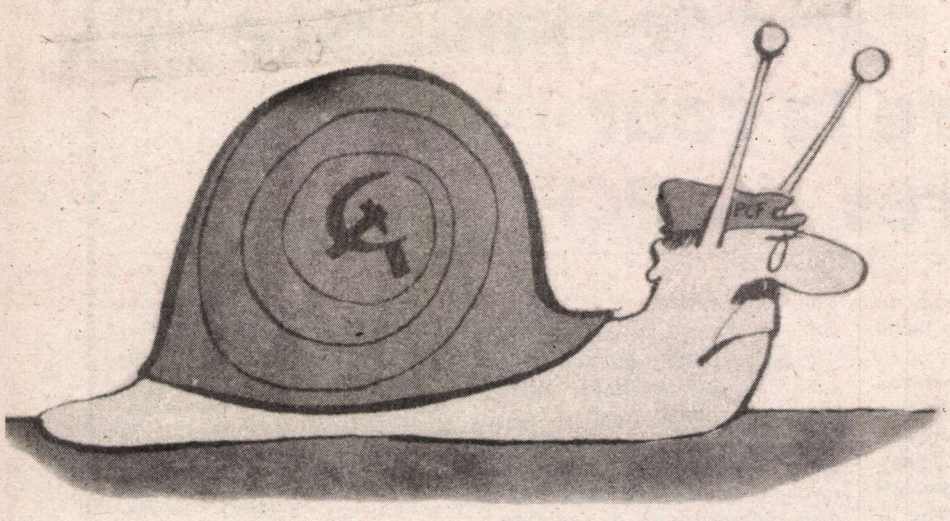
Le fils, trempé, demande : « **Mais papa, cela ne m'explique pas ce qu'est le centralisme démocratique** ».

Et le père de répliquer : « **Eh bien, maintenant essaye de faire remonter l'eau** ».

Permettre dans toutes les instances du parti que les militants puissent discuter, voire contester la direction, et que cette discussion soit la plus large possible, cela n'est jamais sans danger pour le PC.

Parce qu'il est un parti stalinien, il est formé et structuré pour rendre impossible toute discussion susceptible d'offrir à d'éventuelles critiques de gauche, l'occasion de s'exprimer. Ces critiques, il les redoute infiniment plus que celles exprimées actuellement par les contestataires les plus en vue.

Et s'il peut se montrer un peu plus tolérant à l'égard des critiques de droite qu'il ne le serait à l'égard des critiques de gauche, c'est parce que toute son évolution tend vers cette direction : la social-démocratisation.



(D'après un dessin de Siné publié dans **Positions** : **Ce que les contestataires reprochent au PC, c'est d'aller trop lentement vers la social-démocratisation.**

Du débat buissonnier...

La presse du PCF refusant la plupart du temps de publier les critiques ou les questions des contestataires, ceux-ci les publient dans les journaux, revues non communistes ou les publient en livres.

Ce moyen d'expression n'est certes pas accessible à tous ceux qui, au Parti Communiste, auraient envie de s'exprimer. D'autant plus que la direction du PC en appelle au patriotisme de parti pour condamner le recours à « la presse bourgeoise ».

Jusqu'à présent, les colonnes du journal **Le Monde** se sont fait obligeamment l'organe d'expression des intellectuels contestataires. Le nouvel hebdomadaire **Maintenant** auquel participent directement de nombreux contestataires du PCF leur ouvre naturellement ses pages depuis le 12 mars. Ils envisagent aussi de publier un « livre blanc » contenant les contributions envoyées à **l'Humanité** et qui n'auront pas été publiées par le quotidien du parti.

A ces publications récentes — ou à venir — s'ajoutent des livres parus récemment. Parmi eux citons :

— **Ouverture d'une discussion ?** qui comprend dix interventions faites à la rencontre des 400 intellectuels communistes à Vitry (Coll. « Débats communistes », Ed. Maspéro - 18 F).

— **Un parti peut en cacher un autre,** de F. Bouillot et J.-M. Devésa (Coll. « Débats communistes », Maspéro - 18 F).

— **Ce qui ne peut plus durer dans le Parti Communiste,** de L. Althusser (Coll. Théorie, Maspéro - 11 F).

— **Changer le PC ?,** de Olivier Duhamel et Henri Weber (PUF - 49 F).

... aux forums-débats dans les universités

Un forum-débat a été organisé le lundi 12 mars par les étudiants de l'UEC Droit et Histoire-Géographie à la faculté de Droit de Villetaneuse, sur le thème : « Y A-T-IL UNE CRISE DU MARXISME ? ».

Une trentaine de personnes y participaient. A la tribune, six personnes dont Christine Buci-Gluksmann.

Chacun prend la parole à son tour pour définir quel devrait être selon lui le thème du débat de l'après-midi. « **Les marxismes en crise** », « **Le marxisme stalinien** », « **Les crises du marxisme ne sont pas équivalentes** », « **Le problème des inadéquations structurelles** », « **Le marxisme impérialiste en tant que science** », « **On voit bien maintenant qu'à côté du marxisme, il y a la linguistique, etc...** » sont les expressions favorites des orateurs.

L'après-midi, on reparle de « **conceptualisation** », de « **problématique** » et on se demande s'il y a « **une ou des crises du marxisme** ».

Les initiés s'en « **réjouissent** »... mais les rapport de tout cela avec les préoccupations et les intérêts du militant ouvrier communiste ? Il est vrai qu'il n'était pas là.

DOSSIER le P.C.F face aux contestataires

Le but des contestataires :

accélérer l'évolution du PC vers la social-démocratisation

Si tous les contestataires revendiquent le droit de s'exprimer, tous se défendent cependant de demander la possibilité de former des tendances organisées. Aussi bien Ellenstein, Althusser, que Vargas, Molina, Rony, etc..., tous rejettent, dans son principe, l'existence possible de tendances et de fractions au sein du PC. Ils agissent ainsi non seulement par prudence mais par conviction et parce qu'ils tiennent à exprimer leur solidarité avec la direction de leur parti. Ils lui demandent certes plus de liberté de discussion mais dans le but d'apporter leur contribution à une politique avec laquelle ils sont fondamentalement d'accord.

Mais, se heurtant au fonctionnement anti-démocratique du PC, les intellectuels cherchent à obtenir, pour eux-mêmes d'abord, le droit de publier leurs affiches, leurs contributions, aussi librement, d'après eux, que peuvent le faire les journalistes et les intellectuels du Parti Communiste Italien.

Au bout du compte, ce qu'ils revendiquent, c'est un régime intérieur qui leur offrirait les mêmes possibilités que s'ils étaient au Parti Socialiste. Ce qu'ils appellent de leurs vœux, c'est le mode de fonctionnement d'un parti social-démocrate.

Mais est-ce qu'un tel fonctionnement est plus démocratique ? Cela dépend pour qui. Dans un parti social-démocrate, la liberté d'expression existe peut-être pour les notables, pour les « ténors ». Mais les militants de base n'ont certainement pas plus la posibilité de se faire entendre largement que les militants du PC.

Seul un parti ouvrier révolutionnaire a besoin que tous ses militants aient la possibilité de discuter librement des orientations politiques avec l'ensemble des militants. Et d'ailleurs, seul un tel parti peut, grâce à cette démocratie la plus large, fondée sur la conscience de chacun, être réellement centralisé et discipliné dans l'action. Infiniment plus en tout cas que les partis comme le PS ou même le PC dont les militants reçoivent les orientations d'en haut et n'ont le choix qu'entre les appliquer sans discuter ou traîner les pieds et se désintéresser de ce qui est décidé en appliquant ce qu'ils veulent bien appliquer.

En réalité, de la même façon que les contestataires actuels ne préconisent pas une politique révolutionnaire, ils ne demandent pas davantage un mode de fonctionnement réellement centraliste-démocratique qui serait celui d'un parti révolutionnaire.

Alors pourquoi le PC refuse-t-il d'accéder aux revendications organisationnelles somme toute bien modestes de ses contestataires ?

Le Parti Communiste Français ne se trouve pas dans la même situation que le Parti Communiste Italien par exemple. Sur le chemin de son évolution qui va vers une plus grande social-démocratisation, le PCF se trouve confronté à un concurrent déjà bien en place : le Parti Socialiste. Ce qui fait l'originalité du PCF et lui assure une place particulière, ce sont ses liens avec la classe ouvrière, ses structures internes et son appareil militant hérités de tout son passé. Adopter le régime intérieur prôné par les critiques c'est prendre le risque d'abord d'apparaître pour ce qu'il est, un parti réformiste, et donc de voir remis en cause officiellement et de l'intérieur son mythe de parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Et cela, c'est prendre le risque de perdre ce qui le distingue du PS et donc de perdre des électeurs, des adhérents, des militants ouvriers.

Le PC est beaucoup moins gêné pour évoluer sur le terrain des prises de positions politiques, où il est prêt à toutes les « ouvertures », que pour évoluer sur le terrain de son régime intérieur. Et cela parce qu'il craint d'une part de devenir un parti réformiste de seconde zone et parce que, d'autre part, il reste aux avant-postes pour faire obstacle à la naissance d'une opposition communiste révolutionnaire.

Lutter pour un nouveau Parti Communiste ce n'est pas faire la cour aux contestataires du PCF

Les seuls contestataires du PCF qui se soient largement manifestés jusqu'à maintenant se situent tous sur des positions politiques social-démocrates.

Une opposition réellement « de gauche » qui défende une politique correspondant aux intérêts de la classe ouvrière ne semble pas exister à l'intérieur du Parti Communiste.

Développer une opposition révolutionnaire au sein même de la classe ouvrière est une tâche qui reste à accomplir.

Ellenstein et Krivine à la fête de Rouge en 1978.

Pour cela les révolutionnaires doivent affirmer clairement que les opposants connus actuellement se situent dans le même camp que Marchais et les combattre politiquement au même titre.

Ce n'est pas cette politique-là que mène la Ligue Communiste Révolutionnaire. Elle contribue à entretenir l'illusion que certains contestataires du PCF ont quelque chose à voir avec le mouvement révolutionnaire, ne serait-ce que par l'importance que la LCR accorde au « débat » avec ces contestataires.

Ainsi, en mai 1978, au rassemblement organisé par Rouge **à la porte de Pantin, l'attention et l'accueil qui fut réservé à Ellenstein et à d'autres contestataires, illustrait parfaitement l'importance que ce débat revêt pour les dirigeants et le public de la LCR.**

Daniel Bensaïd ou Henri Weber, membres de la direction de la LCR, apportent leur contribution à la revue Dialectiques **ou participent à des « colloques ». Récemment, H. Weber, en collaboration avec Olivier Duhamel — un « proche » du PS —, a signé un livre** (Changer le PC ?) **dans lequel il débat avec plusieurs contestataires. Ce sont d'ailleurs eux qui écrivent la majorité des textes de ce livre avant qu'un « politologue » américain ne vienne disserter sur le** « gallocommunisme et le gaullo-communisme ».

C'est un débat où l'on a le sens des nuances fines, et H. Weber, lui, dans ses conclusions, découvre « en pointillé » **une** « réactivation du marxisme révolutionnaire » **dans les critiques d'Althusser ou de Christine Buci-Glucksmann. D'après lui cette « réactivation » pourrait se développer à deux conditions.**

La première c'est l'essor des luttes de classes de ce pays. On reconnait là l'idée que l'évolution objective de la situation pourrait suffire à accomplir le miracle de transformer un Althusser partisan de l'Union de la gauche et d'un gouvernement PC-PS en révolutionnaire réactivé.

La deuxième condition, qui pourrait néanmoins achever cette opération, serait « la capacité d'élaboration de l'extrême-gauche ».

Ce n'est pas seulement le livre d'un militant mais la LCR tout entière qui tient pour cette position. Dans l'hebdomadaire Rouge **du 9 mars on peut lire :** « Toute cette effervescence témoigne d'une profonde crise dans le PCF, qu'un congrès unanime n'arrivera pas longtemps à cacher. L'intensification des luttes de classes ne manquera pas de faire apparaître de profonds reclassements dans ce parti, et le développement de courants révolutionnaires, même s'ils restent minoritaires ».

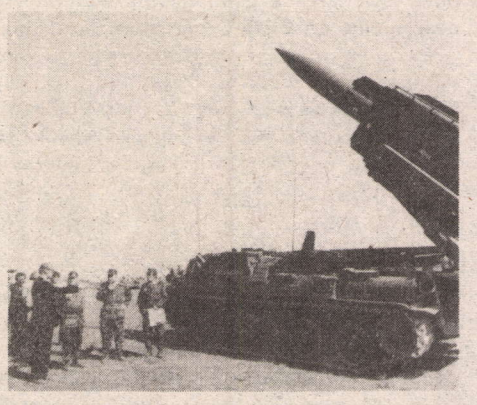
La transformation spontanée d'une fraction du mouvement stalinien en un courant révolutionnaire est un mythe entretenu depuis plus de 20 ans par ceux qui se présentent comme les héritiers officiels de la IVe Internationale. Un mythe qui a permis bien souvent de justifier le suivisme politique à l'égard du mouvement stalinien et aussi de justifier l'abandon du combat pour implanter les idées révolutionnaires au sein même de la classe ouvrière.

Certes, la création d'un authentique parti communiste révolutionnaire ne pourra se faire en France qu'en gagnant à une politique et à une organisation révolutionnaires des militants et des sympathisants du PCF.

Mais pour faire s'engager dans notre combat les travailleurs communistes, il ne s'agit surtout pas — comme le fait la LCR — de faire la cour au milieu intellectuel petit-bourgeois qui s'écoute parler de « la crise — ou des crises — du — ou des — marxisme(s) ». **Surtout quand on les suit jusqu'à partager leurs illusions sur l'Union de la gauche, ce qui en revient à proposer, comme eux, que les travailleurs remettent leur sort entre les mains de Mitterrand et Marchais. Il faut au contraire bien situer son camp et ne pas être moins critique envers les opposants qu'avec Marchais, puisqu'ils ont tous, au fond, la même politique réformiste.**

en bref...

Un gadget qui coûte cher



Giscard devant un missile nucléaire Pluton. On ne saurait tout avoir, la force de frappe et des services publics convenables. (Ph. AFP)

● **Après avoir vérifié dans son PC situé sous l'Elysée le bon fonctionnement des bombinettes françaises, Giscard d'Estaing a déclaré le jeudi 22 mars que, s'il le fallait, il appuierait sur le bouton de la force nucléaire.**

Tout fier que la France soit la troisième puissance nucléaire mondiale, il estime que « le pouvoir de frappe français, c'est-à-dire les dommages que nous sommes susceptibles d'infliger à un adversaire éventuel, est tel qu'il y a un effet dissuasif majeur ».

On se demande vis-à-vis de qui ? Il faudrait en rire si le sujet s'y prêtait.

A défaut d'effet dissuasif, ce gadget sert à remplir les poches de quelques trusts comme Thomson ou Dassault, qui empocheront en 1979 quelque 14 milliards de francs lourds.

14 milliards de francs lourds, c'est tout juste de quoi combler le déficit de la Sécurité sociale, ou permettre l'embauche par l'Etat de plus de 200.000 agents dans les postes, les hôpitaux ou les transports. Avec cette différence que, là, ce serait utile.

J.V.

Au tableau noir de l'Éducation nationale

● Vendredi 23 mars, une conférence de presse a réuni parents d'élèves, enseignants et organisations syndicales de La Villeneuve de Grenoble pour dénoncer le non-remplacement des maîtres des écoles de ce quartier. Sur huit écoles, parents et enseignants ont dénombré 700 jours de maître non remplacés. Ainsi, lorsque leur instituteur est malade ou en stage de perfectionnement pédagogique, les enfants se retrouvent soit à la rue soit en surcharge dans des classes déjà bien remplies.

Dans une école maternelle du quartier, une maîtresse est en congé longue maladie depuis la rentrée, mais elle est restée un mois et demi non remplacée et sept remplaçantes se sont succédé dans cette classe — parfois de deux jours en deux jours.

Devant les demandes d'explications des parents, l'inspecteur d'académie s'est enfui par une fenêtre puis, rattrapé, il a accepté de discuter. Mais une fois dans l'école, se prétendant séquestré, il a demandé de l'aide par téléphone... et parents et enfants ont été chassés de l'école par la police !

Devant l'attitude de l'administration scolaire, parents et enseignants ont alerté la population du quartier par des tracts et des panneaux sur le marché. Et ils ont mis sur pied une « classe sauvage » afin de regrouper les élèves sans maître et de dénoncer la dégradation du service public qu'est l'Education nationale.

Pour les patrons, polluer c'est moins cher

● Dioxyde de soufre, monoxyde de carbone, oxyde d'azote, poussières, acide chlorhydrique, fluor, etc. : voilà une partie des composants de l'air vivifiant que nous respirons quotidiennement, paraît-il : pas moins de 30 millions de tonnes de ces déchets industriels sont rejetées dans l'atmosphère chaque année. C'est ce qu'a révélé un rapport du Conseil économique et social sur la pollution.

Le coût des dégâts et du gâchis causés par cette pollution est évalué par le rapport entre 70 et 90 milliards de francs, soit quatre fois toutes les dépenses consacrées à la protection de l'environnement au niveau national.

Et de toute façon, le rapport reconnaît lui-même qu'aucune mesure sérieuse n'est prise pour interdire aux industriels de recracher ainsi leurs déchets : en particulier, les redevances qui sont demandées aux pollueurs sont telles qu'il **« est encore souvent plus avantageux de polluer et de payer la redevance que de lutter contre la pollution ».**

Ça, on le savait déjà.

C.H.

Nuage pestilentiel dégagé par l'entreprise Lubrizol sur la région rouennaise. Le patronat préfère polluer au prix de légères amendes. (AFP)

A Lyon, on joue à gendarme et voleur

● **A Lyon, une dame a perdu son porte-monnaie. Un commerçant l'a trouvé et le porte au commissariat. La dame en question est venue le réclamer. Mais on lui a annoncé que son porte-monnaie avait déjà été restitué... et à quelqu'un d'autre ! Il a donc disparu avec les 50 F qu'il y avait dedans. Le butin était maigre, tout juste au niveau de celui d'un petit voleur à la tire, mais le voleur était mieux placé : c'était le brigadier de service lui-même qui s'était servi. Cela s'est su, et il est depuis sous les verrous.**

Mais cette affaire semble n'être qu'un échantillon d'une série d'escroqueries qui auraient été commises par des policiers à Lyon : on parle de trafic d'autoradios, d'enjoliveurs, d'accessoires récupérés sur les voitures volées et de policiers qui, après un vol, auraient achevé l'œuvre des cambrioleurs. Et une enquête est en cours.

Il est vrai que cela n'est que du bricolage, à côté de ce qu'on avait connu à Lyon à l'époque de l'ex-commissaire Javilliey. Mais décidément, la carte de police est une couverture bien commode.

E.S.

A Saint-Nazaire un chemin vicinal à péage

● **Le Conseil d'Etat a confirmé, à propos du pont d'Oléron, une vieille loi déclarant illégal le péage sur les routes nationales et départementales.**

Le même problème se pose pour le pont de Saint-Nazaire. Mais les autorités s'appuient, pour maintenir le péage (58 F aller-retour pour une voiture de 5 CV), sur le fait que le pont relie entre eux d'anciens chemins vicinaux. Des chemins qui sont devenus des routes à trois ou quatre voies, mais qu'importe ! Nos modernes détrousseurs de grands chemins se sont d'ailleurs rendus compte de la fragilité de leur argumentation puisque d'ores et déjà ils préparent une loi instituant le péage sur le pont de Saint-Nazaire et qui rendrait légaux tous les péages perçus sur ce pont depuis qu'il existe.

En attendant, une association s'est créée pour défendre collectivement tous ceux qui refusent d'acquitter le péage. Et tous les jours, une centaine de travailleurs de l'Alsthom-Atlantique de Saint-Nazaire, qui habitent de l'autre côté de la Loire, bloquent le péage le matin et le soir en allant et en revenant de leur travail. Ils permettent ainsi à tous ceux qui se présentent de passer gratuitement...

Simone Veil et ceux qui se « soigneraient trop »

● En mettant en place officiellement la Commission des comptes de la Sécurité sociale le lundi 26 mars, Simone Veil, ministre de la Santé, a profité de l'occasion pour continuer sa campagne contre les dépenses des Français en matière de santé, qu'elle juge excessives.

Elle a annoncé la prochaine publication de circulaires demandant aux autorités de tutelle des hôpitaux de ne pas, **« sauf exception, approuver des budgets supplémentaires en cours d'exercice »** et aux gestionnaires des hôpitaux de **« limiter l'activité de leur établissement aux hospitalisations et aux prescriptions jugées indispensables ».**

Comme s'il risquait de nous venir à l'idée de prendre les hôpitaux en question pour des lieux de villégiature !

Barre veut « dégraisser »

● Barre a écrit à ses ministres. Dans cette lettre citée par l'hebdomadaire économique **Valeurs actuelles**, il leur demande **« d'entreprendre un effort vigoureux de freinage de la dépense publique ».**

Se serait-il mis dans l'idée de réduire le train de vie des ministres et autres secrétaires d'Etat ? Va-t-on diminuer le nombre de réceptions et de banquets ? Les voyages présidentiels se feront-ils en seconde classe ?

A moins que ce ne soient les dépenses d'armements ou les subventions aux patrons qu'il vise ? Pas du tout !

Quand Barre parle d'économies, il souhaite **« une meilleure productivité des services »** et demande donc à ses ministres **« des suppressions d'emplois ».**

Décidément, Barre continue à lutter contre le chômage !

—Caravanes de Lutte ouvrière—

Pour mieux connaître nos idées et notre mouvement

Des caravanes de Lutte Ouvrière se déplacent dans différentes villes (ou leur banlieue) du pays. En soirée (et en matinée le dimanche) vous y trouverez des expositions et des animations audio-visuelles suivies d'un débat.

Alors, si vous habitez les communes qui nous accueillent, venez rencontrer nos camarades pour leur apporter votre soutien, votre sympathie, pour exposer votre accord ou vos désaccords avec les idées que nous défendons, mais de toute façon pour discuter en toute liberté et toute fraternité des sujets qui nous préoccupent tous.

Rendez-vous donc aux caravanes de Lutte Ouvrière dont nous publions ci-dessous les itinéraires pour les jours à venir.

SAMEDI 7 AVRIL

DRAVEIL (Essonne) - 20 h 30 - A la maison des sociétés.

MERCREDI 11 AVRIL

TRAPPES (Yvelines) - 20 h 30 - Salle J.-B. Clément.

VENDREDI 13 AVRIL

RAMBOUILLET (Yvelines) - 20 h 30 - 12, rue Lachaux.

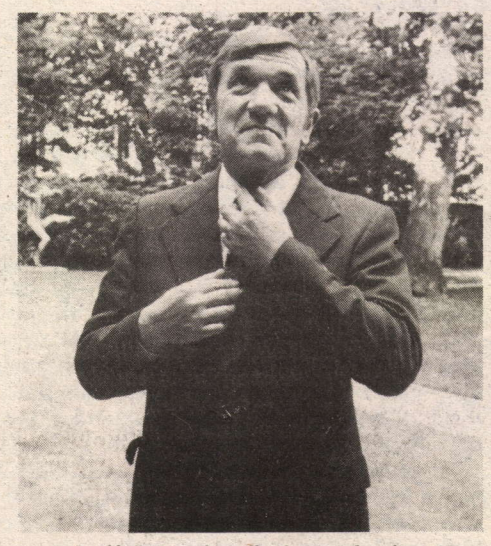
et à LA CIOTAT (Bouches-du-Rhône) :

Samedi 31 mars, à 20 h 30, salle Pelloutier (près du quai Ganteaume).

Dimanche 1er avril, à 15 h 30, cité « Les Matagots », bâtiment A2 (en face de l'école).

en bref...

Haby soit qui mal y pense...



Haby : s' « il s'est pris dans ses lacets », c'est dur à avaler.

Au Conseil général du canton de Herserange (Meurthe-et-Moselle), c'est la majorité qui a la majorité : 19 voix, contre 18 à la gauche. Pour l'élection du président, pas besoin donc de faire appel au doyen d'âge, le siège aurait dû être dans le sac.

Seulement voilà, deux conseillers de la majorité ont voté blanc. Résultat : c'est un conseiller général du... Parti Communiste qui, avec la majorité absolue, a été élu président du Conseil général !

Que s'est-il passé ? Ces deux conseillers sortants seraient-ils daltoniens, ou bien confondraient-ils leur droite avec leur gauche ?

En fait, il s'agirait d'une erreur « **tactique et matérielle** » a déclaré l'un d'eux (qui souhaitait marquer ainsi son désaccord avec la façon dont le candidat de la majorité avait été désigné, mais qui ignorait qu'un autre ferait de même, et qui ignorait surtout les conséquences de son vote !). Quant au second, on soupçonne fort qu'il s'agisse de René Haby — dont **le Figaro** dit élégamment qu'il **« s'est pris les pieds dans ses lacets ».** Mais l'ex-ministre de l'Education ne s'en est pas vanté.

Les élections, c'est toujours un peu la loterie ; mais là c'est carrément le tiercé, et c'est l'outsider qui a gagné.

La victoire couronne le nombre des années

Dans l'élection des présidents des Conseils généraux, la droite a perdu huit présidences au profit de la gauche, alors qu'elle n'en a par contre gagné qu'une sur la gauche. Mais elle a tout de même eu son lot de consolation : c'est que dans les quatre conseils généraux où droite et gauche se partageaient équitablement les sièges, elle avait le conseiller le plus vieux et a pu ainsi garder la présidence au bénéfice de l'âge.

Comme disait Brassens, le temps ne fait rien à l'affaire. Mais, en politique, tant qu'à l'être, mieux vaut être vieux !

De l'(in)égalité des sexes

Le gouvernement étudie, paraît-il, un projet de loi en vue d' « assouplir » la législation interdisant aux femmes de travailler la nuit.

Sans doute au nom de l'égalité entre les sexes, puisque c'est la secrétaire d'Etat à l'emploi des femmes qui l'a annoncé soi-même !

Merci bien madame Pasquier, pour ce genre d'égalité. Mais c'est en avançant qu'on la veut, l'égalité, pas à reculons.

Histoire de pépins

La société Sauvagnat, numéro un du parapluie en Europe, dont le siège est à Aurillac, vient d'être mise en règlement judicaire.

Une entreprise qui ferme, en ce moment, cela n'a rien de bien exceptionnel. Mais celle-ci présente pourtant une particularité : il y a cinq mois, en novembre, son P-DG avait, avec 21 de ses collègues, été invité à l'Elysée par Giscard, et donné en exemple comme « particulièrement performante ».

Une fois de plus, la clairvoyance des Giscard et des Barre dans le domaine de l'économie, et la sûreté de leur jugement en la matière, est démontrée avec éclat. Ils sont d'ailleurs, ils ne font pas faute de s'en vanter, de brillants économistes. Qu'est-ce que cela serait si tel n'était pas le cas ?

Le pape à Auschwitz : pour effacer le passé ?

Le pape vient de faire savoir qu'au cours du voyage qu'il doit effectuer en juin prochain en Pologne, il compte se rendre à l'ancien camp de concentration d'Auschwitz. Et à cette occasion , il a déclaré que, pour lui, les accusations portées contre Pie XII (qui fut pape durant la dernière guerre), lui reprochant de s'être tu sur les crimes du nazisme, n'étaient que de la calomnie.

Mais, à vrai dire, si Pie XII a protesté contre l'antisémitisme et les camps de concentration, alors il a dû le faire à voix vraiment basse, dans l'ombre d'un confessional, puisque à l'époque personne ne l'a entendu. Par contre, ce que tout le monde avait vu, c'est que, dès l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933, l'Eglise avait, par l'intermédiaire du Cardinal Pacelli, le futur Pie XII, commencé à négocier un concordat avec le régime nazi. Et si, par la suite, l'Eglise a pris quelque peu ses distances avec le régime hitlérien, ce n'est qu'après l'entrée en guerre des USA : le souci de ne pas déplaire à la plus grande puissance mondiale, d'être du côté du futur vainqueur, en furent les motifs essentiels.

Si, condamner il y a trente ans les crimes nazis aurait été de la part de Pie XII un acte de courage (et il a préféré se taire), se rendre aujourd'hui à Auschwitz n'est pas pour le pape actuel une façon de se souvenir, mais plutôt d'essayer de faire oublier le passé de l'Eglise.

Le couronnement de Pie XII à Rome en 1939 : Jean-Paul II veut réhabiliter sa mémoire.

Pourcentages

Les prix de détail en France ont augmenté de 0,7 % en février, selon l'indice calculé par l'INSEE. En un an, toujours selon l'INSEE (de février 1978 à février 1979), les prix auront augmenté de 10,15 %.

Comme d'habitude, Monory a jugé le rythme de la hausse en ce début d'année « pas trop mauvais ».

On s'en serait douté. Il est content : l'inflation ne se porte pas trop mal !

Le SMIC sera augmenté de 2,62 % le 1er avril. 50 F de plus. De quoi se payer un aller-retour en taxi jusqu'à l'Elysée (si on n'habite pas trop loin) pour dire deux-trois mots à ceux qui pensent qu'on peut vivre avec moins de 2 018 F par mois.

Le mépris du préfet

Le préfet du Gard vient de faire fermer deux établissements qui accueillaient des enfants retirés à leurs familles et considérés comme « prédélinquants ».

C'est la seule réponse qu'il a trouvée aux revendications des éducateurs en grève qui réclamaient des aménagements d'horaires, une augmentation des effectifs, dans des centres vivant pour une bonne part de la charité de la bonne bourgeoisie nimoise qui en forme les conseils d'administration.

Avec la décision du préfet, les enfants réveillés en sursaut dans la nuit ont été mis à la porte, puis convoyés dans des foyers départementaux de l'enfance ou dans leurs familles ! Même un préfet borné peut comprendre que la plupart de ces gosses vont se retrouver dans la rue livrés à eux-mêmes et qu'ils finiront devant le tribunal pour enfants.

Mais quand on est préfet, il faut montrer son énergie face à des grévistes, alors, peu importe le sort de ces enfants ! Si ceux qui les entourent et qui en ont la charge ne veulent pas se contenter de la charité qu'on leur octroie, il suffit de jeter tout le monde dehors...

La médaille du buffet

Dernièrement, les anciens de l'usine ont reçu leurs médailles au réfectoire.

Après le cinéma des médailles et la bise graisseuse de nos huiles, tout s'est compliqué quand le champagne est arrivé au buffet.

Tout le gratin de Gennevilliers, chefs de service, directeurs, s'est rué sur le bar. A tel point qu'il y avait entre nous et le bar un mur infranchissable. Certains d'entre nous ont quand même réussi à passer ce mur de la honte...

Vraiment, messieurs de la direction, vous êtes des champions du buffet ! Retenez-vous un peu ! Mais nous vous tirons notre chapeau, quel entraînement vous avez, vous pratiquez sans doute tous les jours !

Extrait du bulletin **Lutte Ouvrière** (Chausson-Gennevilliers - Usine H du 26-3-79).

Curés : tendance à la baisse

Le Figaro qui, comme chacun sait, s'intéresse de près aux entreprises en difficultés, lance, dans son numéro du 29 mars, un cri d'alarme au sujet de la **« grande misère des séminaires » ;** et ce n'est pas de la tristesse qui règne dans ces établissements qu'il parle. Non, c'est du tarissement de leur recrutement : en l'an 2000, le nombre de prêtres devrait avoir chuté de 75 % ! Une **« récession dramatique »,** commente le journal.

Mais, comme on peut prévoir qu'à la même époque, le nombre des croyants aura baissé, au moins d'autant, le marché sera donc maintenu. De quoi se plaint **le Figaro ?**

LUTTE DE CLASSE n° 62

est parue

au sommaire

- **Luttes ouvrières et tacti ques syndicales.**
- **La guerre sino - vietna mienne.**
- **Iran : Khomeiny face aux masses populaires.**

En vente auprès de nos militants, au prix de 5 F. Envoi contre 6 F en timbres à l'adresse du journal .

EUROPE Un chômage qui augmente... avec les profits patronaux

Les travailleurs de tous les pays d'Europe connaissent un fléau commun : celui du chômage. En janvier 1979, les bureaux de chômage de la seule Communauté économique européenne enregistraient 6.459.000 chômeurs, soit 6 % de la population active. C'est un chiffre en augmentation de près de 500.000 par rapport à la moyenne de 1978, qui était de 5.958.000.

Parmi ces chômeurs, les jeunes sont de plus en plus nombreux : 2,5 millions, soit 40 % du nombre total. Les femmes également : en 1978, elles étaient 2,7 millions, soit 43 % du nombre total des chômeurs.

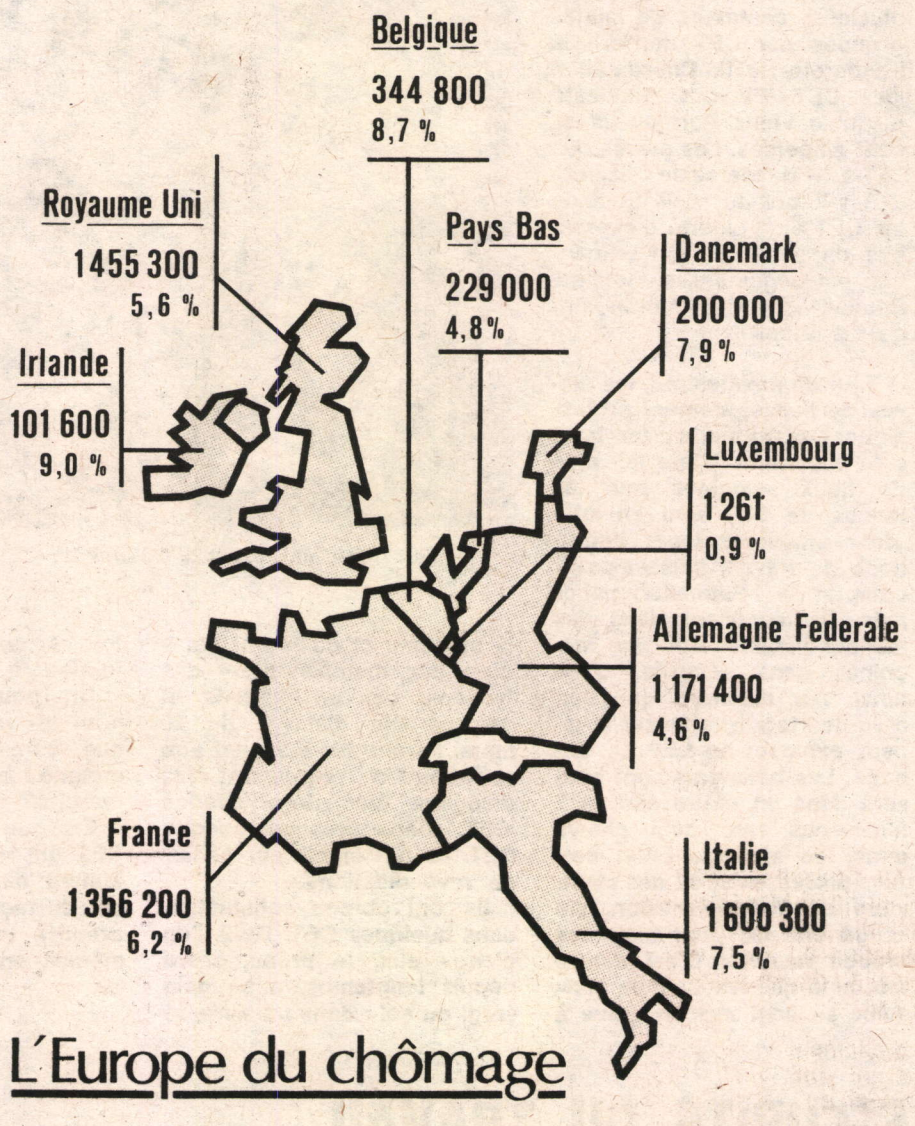
Sans doute, les taux de chômage varient suivant les pays. Ils augmentent un peu ici, diminuent un peu là, pour réaugmenter de plus belle. Mais ce sont bien les points communs qui l'emportent, plus que les différences. Partout, le chômage s'étend et cela d'abord parce qu'il résulte, partout, de la même politique du patronat.

Car la crise économique a bon dos. En fait, pour les patrons, les profits et la production augmentent. C'est ainsi que, en ce qui concerne la France, les experts de l'OCDE, organisme qui regroupe des experts des principaux pays occidentaux, viennent de prévoir une croissance économique de l'ordre de 3 % pour 1979, et en même temps, malgré cette croissance, une augmentation du nombre des chômeurs d'environ 150.000. Autrement dit, on produira plus, avec moins de personnel. Et l'OCDE conclut, sans dissimuler, que l'année 1978 a vu « le redressement de la situation financière des entreprises ». **L'organisme français de statistiques, l'INSEE, constate quant à lui** « une amélioration des résultats d'exploitation **(c'est-à-dire des bénéfices)** qui a dû atteindre 5 à 6 % en termes réels en 1978 » **et** « une aisance de trésorerie » **des entreprises.**

La crise est un prétexte pour les patrons pour accroître l'exploitation des travailleurs. L'extension continue du chômage est un des résultats de cette politique, menée ouvertement, en fait, par le patronat dans tous les pays.

Nous donnons ci-dessous quelques éléments sur ce qu'est aujourd'hui cette Europe du chômage, dans laquelle la plupart des Etats ont mis sur pied différents expédients pour tenter d'en atténuer les conséquences les plus voyantes. Des éléments qui ne font que montrer combien il est urgent de construire l'Europe des travailleurs unis dans la lutte contre le chômage, dans la lutte pour faire payer, aux patrons eux-mêmes, les frais de leur crise.

Philippe NATIER



Nombre de chômeurs et pourcentage par rapport à la population active dans chaque pays en janvier 1979.

● L'indemnisation du chômage dans la CEE

Le régime d'indemnisation du chômage diffère, à l'intérieur de la Communauté économique européenne, d'un Etat à l'autre.

Ces différences portent sur les sources de financement des indemnités, sur la nature des organismes qui les gèrent et les distribuent, mais aussi sur les catégories de chômeurs qui peuvent en être bénéficiaires, et sur les critères d'appréciation utilisés pour définir la situation d'un chômeur. La comparaison est donc assez difficile entre les différents systèmes mis en œuvre par les Etats de la CEE.

LES INDEMNITES : LEUR MONTANT ET LEUR DUREE

Pourtant, il est possible de donner une idée des différences qui existent, pour les prestations versées, et pour leur durée, en se plaçant dans le cas où, à chaque fois, toutes les conditions pour y prétendre sont remplies.

Quelles seraient ainsi par exemple les indemnités de chômage reçues chaque mois par un ouvrier célibataire qui gagnait 3.000 F par mois lorsqu'il était au travail, en appliquant tour à tour chacune des règles d'indemnisation prévues par les différents Etats de la CEE ?

Au Danemark, il toucherait 2.700 F pendant au maximum deux ans et demi, soit 90 % de son salaire.

Aux Pays-Bas, il toucherait d'abord, pendant 130 jours, 2.400 F (soit 80 % de son salaire) puis, pendant au maximum 2 ans, 2.250 F (soit 75 % de son salaire).

Dans la réalité, aux Pays-Bas l'indemnité mensuelle ne peut être inférieure à l'équivalent de 4.000 F par mois, pour les chefs de famille et les chômeurs de plus de 35 ans, c'est-à-dire au montant du salaire minimum qui est, aux Pays-Bas, de 4.000 F.

En Belgique, en plus des indemnités normales de chômage, il existe un régime particulier pour les travailleurs victimes de la fermeture de leur entreprise. Il y a donc deux possibilités : si son usine a fermé, notre chômeur toucherait 2.400 F par mois les quatre premiers mois, 2.100 F les quatre mois suivants, et 1.800 F les quatre mois suivants. Sinon, il toucherait 1.800 francs pendant un an (soit 60 % de son salaire brut antérieur). Au bout d'un an, dans les deux cas, il ne toucherait plus que 1.200 F, soit 40 % de son salaire antérieur.

En République fédérale allemande, il toucherait 2.040 F pendant un an (soit 68 % de son salaire net). Après, et à condition qu'il soit reconnu « indigent » (c'est-à-dire ne pouvant assurer son entretien ni celui des personnes à sa charge), il toucherait 1.740 F (soit 58 % de son salaire), sans limite de temps, mais sous réserve du contrôle de son « état d'indigence » et du non-refus « injustifié d'un emploi ».

En Grande-Bretagne, il toucherait 1.230 F pendant six mois, et 570 F par mois les six mois suivants. Au-delà de la première année, il peut toucher une indemnité d'assistance, variable selon ses ressources, et qui comprend une série de prestations en nature.

En Irlande, il toucherait environ 1.000 F mensuels durant les 147 premiers jours, 900 F durant les 78 jours suivants, 850 F durant les 78 jours suivants, et 780 F par mois les 78 jours suivants. Au-delà, il toucherait environ 500 F.

Au Luxembourg, il toucherait 2.400 F (80 % du salaire) pendant un an.

En Italie, il y a là aussi deux cas possibles. Il y a en effet un régime particulier d'indemnisation, qui s'applique aux licenciés pour raisons économiques : dans ce cas, le chômeur toucherait 2.130 F pendant 6 mois (cette durée pouvant être prolongée de trois mois en trois mois par décret gouvernemental). Sinon, pour un chômeur qui ne rentre pas dans cette catégorie particulière, il toucherait 130 F pendant six mois.

En France, il y a également deux cas. Licencié pour raisons économiques, le chômeur (du moins avant l'application du nouvel accord) toucherait 2.700 F pendant un an. Dans les autres cas, il toucherait 1.650 F pendant les 91 premiers jours, puis 1.464 F le restant de l'année. Après un an, il toucherait de toutes façons 372 F par mois.

Jean-Jacques LAMY.

● Les conditions d'indemnisation

Dans cet exemple, nous nous sommes placés dans le cas le plus favorable : celui d'un chômeur qui remplit toutes les conditions pour avoir droit à l'intégralité des prestations, et des prestations les plus élevées.

Ces conditions, elles sont d'un pays à l'autre assez voisines : pour avoir droit aux indemnités d'assurance-chômage, il faut avoir travaillé et cotisé aux caisses correspondantes pendant une durée qui va de 65 jours dans l'année (ou 30 jours consécutifs avant la période de chômage) aux Pays-Bas, à deux ans d'affiliation au système de Sécurité sociale et un an de cotisation au cours des deux dernières années pour l'Italie.

LE CONTROLE DES CHOMEURS

Dans tous les Etats, le versement des indemnités est assorti d'un contrôle, dont la rigueur varie beaucoup d'un pays à l'autre. En RFA, où le pointage est supprimé depuis 1969, le contrôle se fait par convocation, environ une fois par mois. En Grande-Bretagne, le chômeur doit pointer tous les 15 jours, et le ministre du Travail dispose d'un corps de 250 enquêteurs aux méthodes quasiment policières. En Italie, chaque mois, le chômeur doit simplement renouveler une déclaration sur l'honneur. En Belgique, le chômeur est soumis à un contrôle journalier. En France il doit pointer toutes les deux semaines. Enfin souvent le versement de l'indemnité est subordonné au fait que le chômeur n'ait pas refusé un emploi correspondant à sa qualification (c'est le cas en Grande-Bretagne, au Danemark, aux Pays-Bas, en RFA).

LE NOMBRE DE CHOMEURS INDEMNISES

Si, d'un Etat de la CEE à l'autre, les modalités d'indemnisation du chômage sont aussi diverses que variées, tous les chômeurs, loin de là, ne sont pas indemnisés. Et parmi ceux qui sont indemnisés, tous sont loin de toucher les indemnisations les plus élevées.

Ainsi, par exemple, en Italie, 1,3 % seulement des chômeurs bénéficiaient du « traitement spécial chômage » attribué en cas de licenciement économique et correspondant aux 2/3 du salaire ; et 16 % seulement touchaient l'indemnité forfaitaire de 130 F par mois.

A l'autre extrême, par contre, en République fédérale allemande 64 % des chômeurs touchaient en 1976 68 % de leur ancien salaire, et 17 % d'entre eux touchaient 58 %.

La France de ce point de vue appartient plutôt au peloton de queue, puisque, en août 1978, les 90 % du salaire étaient touchés par seulement 16,6 % des chômeurs ; les ASSEDIC (40 et 35 % du salaire) par seulement 28,6 % des chômeurs ; 10,5 % d'entre eux touchant la seule aide publique.

Serge MEUNIER.

MARSEILLE

Les CET-LEP en lutte

Mardi 27 mars, à Marseille, plusieurs centaines de jeunes groupés par CET derrière la banderole de la Coordination des CET-LEP ont manifesté jusqu'au Vieux Port où ils se sont dispersés. Les élèves des CET-LEP de Marseille criaient : « Ras-le-bol du racisme dans les CET », « Liberté d'expression dans les CET », « La cantine est dégueulasse, Beullac, Beullac », « Chô-chô-chômage ras-le-bol ».

Une manifestation d'élèves de CET. (Ph. LO)

Tout en manifestant, les élèves de l'enseignement professionnel distribuaient un tract à la population. Cela fait plus de deux semaines que les jeunes de CET sont en lutte pour améliorer leurs conditions de travail. Laissés-pour-compte de l'Education nationale, ils travaillent dans des ateliers vétustes sur des machines sans sécurité. C'est ainsi, par exemple, que l'on a vu des fers à repasser à vapeur exploser au LEP La Cabade. Les bâtiments sont souvent dans un piètre état et il n'est pas rare qu'il pleuve dans les ateliers. Enfin certains professeurs, ou des membres de l'administration, ne se gênent pas pour tenir des propos racistes. C'est contre tout cela que les CET de Marseille se sont mis en grève à la mi-mars, et qu'ils ont participé aux manifestations des lycéens, des enseignants et des parents d'élèves du 20 mars. Ils ont mis sur pied une coordination regroupant les délégués élus dans chaque CET. Dans presque chaque CET, ils ont établi leur cahier de revendications.

Ils ont obtenu satisfaction dans quelques CET. Dans l'un d'entre eux, le préau, prévu depuis longtemps, a soudain surgi du sol ; dans un autre le toit est enfin en cours de réfection.

Un peu partout, la lutte pour les revendications continue, comme en a encore témoigné la manifestation du mardi 27 mars.

En outre, les jeunes des CET ont montré à tous qu'ils étaient capables de s'organiser de façon autonome et de prendre leurs décisions eux-mêmes en toute indépendance.

Correspondant LO

PEUGEOT - SOCHAUX

Élections de délégués du personnel

Le 21 mars, à Peugeot-Sochaux, les élections des délégués du personnel ont confirmé la baisse de la CGT amorcée les années précédentes (— 10 % au total sur les deux ans) et la progression des syndicats ouvertement soutenus par le patron, en particulier la CFT.

Dans un secteur de production comme l'Emboutissage Sud, la CFT se place en deuxième position après la CGT, avec 33 % des voix.

Ces syndicats maison ont bénéficié il est vrai du soutien et des encouragements non dissimulés de la maîtrise : augmentation au choix attribuée la veille du scrutin, tracts anonymes calomniant des délégués CGT déposés à l'entrée des bureaux de vote. Par ailleurs, des hommes de main du patron ont voté CGT pour tenter d'éliminer par le jeu des ratures certains militants du PCF ou de Lutte Ouvrière. Mais il n'y a en fait rien de bien nouveau dans ces méthodes de la direction de Peugeot-Sochaux et de ses sbires de la CFT.

Par ailleurs, il faut noter dans ces élections la réintégration sur les listes CGT de trois camarades de Lutte Ouvrière qui en avaient été écartés en 1977 ou 1978. Tous ont été élus. La CGT a présenté son revirement comme une application des orientations d'ouverture du 40e Congrès de la Confédération. En fait, les dirigeants de la CGT Sochaux ont bien dû constater que certaines sections syndicales étaient en perte de vitesse depuis l'éviction de nos camarades, et ont donc dû se résigner à revenir sur celle-ci.

Correspondant LO

LES RESULTATS :

	Voix		%
CGT	11.015	45,62	(— 5,29)
CFDT	5.332	22,42	(— 2,22)
FO	1.587	9,63	(+ 2,30)
CFTC	1.428	8,53	(+ 1,93)
CSL (CFT)	2.273	13,77	(+ 3,27)

SÉCURITÉ DU TRAVAIL

Boulin dédouane les patrons

M. Boulin, ministre du Travail, a découvert que **« les accidents du travail ne sont pas une fatalité »** et s'est fendu de quatre décrets susceptibles, selon lui, de renforcer la sécurité dans les entreprises.

Si ces décrets sont appliqués, le service médical du travail devra intervenir plus souvent dans les entreprises, les machines dangereuses devront être certifiées conformes aux règles de sécurité lors de l'achat par l'usine, les produits dangereux seront un peu plus réglementés et enfin une formation sur la sécurité sera dispensée à tous les nouveaux embauchés, aux travailleurs intérimaires et à ceux qui reprennent leur travail après au moins 21 jours d'absence. Cette formation sera assurée dans l'entreprise par l'encadrement et portera sur **« la circulation des hommes et des produits et les mesures à prendre en cas d'accident ».**

Une affiche sur la sécurité du travail. Mais c'est plutôt les patrons qu'il faudrait inciter à respecter celle-ci.

Et voilà, le tour est joué. Maintenant, s'il y a des accidents, ce sera sans doute la faute aux ouvriers responsables de l'insécurité. Et Boulin complète ses « mesures » d'une campagne à la télévision pour se dédouaner à bon compte. En donnant aux travailleurs des conseils pour éviter les accidents, il veut faire croire que ce sont eux qui sont responsables des accidents, dont ils sont victimes, et pas les patrons. Il se garde bien de dire que les accidents du travail sont le résultat de la course au profit, de la fatigue due au temps de travail, des cadences. C'est une véritable entreprise de culpabilisation.

Alors, même si la législation sur la sécurité du travail se trouve légèrement renforcée, il risque fort d'y avoir peu de changements dans les entreprises. Pour assurer la sécurité, il faudrait bien plus que quelques décrets de ce genre. Il faudrait que les travailleurs contrôlent eux-mêmes les machines, les arrêtent immédiatement ; et les mettent au rancard si elles sont dangereuses.

Odette DYLAN

CENTRE TELEPHONIQUE INTER-ARCHIVES

Avant, ou après, c'est toujours l'attente

Les abonnés qui veulent une communication téléphonique vers l'étranger en passant par une opératice (pour les communications manuelles ou les services spéciaux, comme « PCV » ou « avis d'appel ») attendent moins longtemps maintenant pour obtenir l'opératrice. Que s'est-il passé ? L'administration aurait-elle embauché du personnel supplémentaire ?

Eh bien non ! Elle a simplement demandé aux opératrices de répondre en priorité aux appels des abonnés : on note sur un ticket le numéro qu'ils veulent obtenir mais, pour établir la communication, on ne le fera que quand on aura le temps. Ainsi, en mettant tout le monde à la réception des demandes de communications, l'abonné a l'impression de moins attendre. Mais quand ensuite on lui répond que, pour obtenir sa communication, il devra attendre environ deux heures ou bien même « une durée indéterminée », ce n'est pas toujours parce que les lignes sont embouteillées, mais c'est souvent parce qu'il n'y a personne pour établir la communication.

Voilà le genre d'expédients auxquels l'administration a recours pour faire croire qu'elle fait quelque chose. Mais pour améliorer vraiment la situation, il n'y a qu'une solution : embaucher.

(Correspondant LO)

Accident grave chez Renault

Vendredi matin un grave accident s'est produit au 1278, sur le tourniquet de soudure des portes de R6. Notre camarade, un travailleur intérimaire dans l'atelier depuis seulement quelques jours, s'est fait écraser le haut de la poitrine par le porte-électrode de la soudeuse. Actuellement, il est dans un service de réanimation avec la cage thoracique enfoncée.

Cette machine, réputée dangereuse par tous ceux qui y avaient accès, n'a comme sécurité qu'un bouton d'arrêt d'urgence, peu visible pour ceux qui ne connaissent pas le poste.

Il est criminel que la Régie fasse tourner des machines qu'elle sait dangereuses. D'ailleurs les travailleurs présents n'ont pas mâché leurs mots pour dire ce qu'ils en pensaient aux responsables présents sur les lieux de l'accident.

La direction se paie le culot de faire des campagnes sur la sécurité mais ne veut pas mettre les moyens nécessaires pour l'assurer. Pour elle, il n'y a que la production qui l'intéresse.

Il y a quelques mois, un travailleur était tué aux Fonderies. Et si, habituellement, les responsables d'homicide sont emprisonnés, chez Renault ce n'est pas le cas, puisqu'ils ont la possibilité de récidiver.

Extrait du bulletin **Lutte Ouvrière** RNUR Billancourt Bureaux 26-3-79.

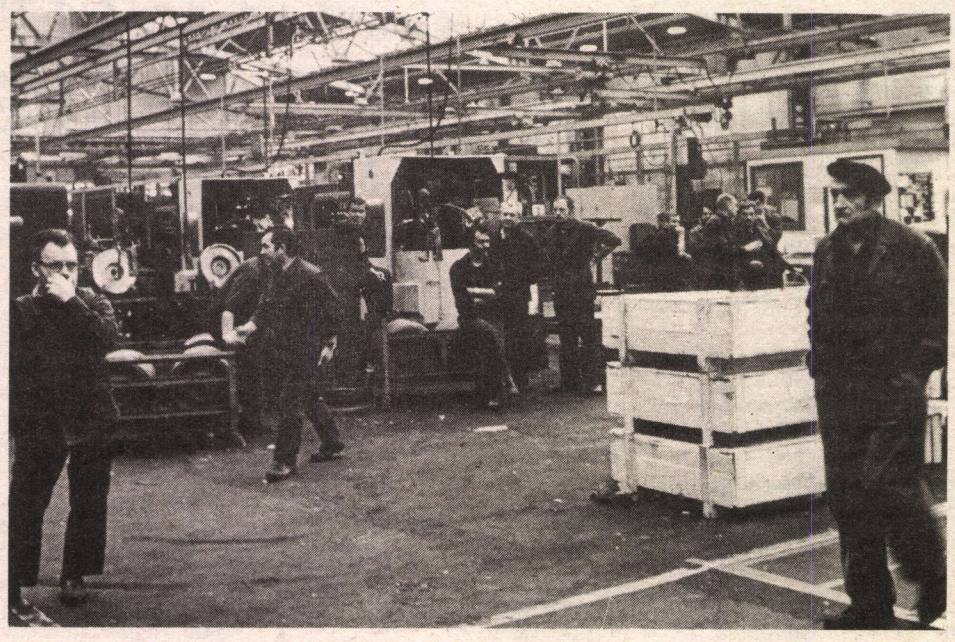
BERLIET RVI (Vénissieux)

Les travailleurs ripostent aux menaces de licenciement

Depuis l'annonce par la direction de Renault Véhicules Industriels, mardi 20 mars, d'une procédure de licenciement contre six délégués syndicaux (quatre de la CGT et deux de la CFDT), il y a eu dans l'entreprise de nombreux débrayages et pétitions de protestation. Le prétexte invoqué par la direction pour ces licenciements est la journée du 14 mars, pendant laquelle les travailleurs s'étaient succédé dans le bureau des deux responsables du personnel pour leur dire ce qu'ils avaient sur le cœur.

Le 23 mars, le rassemblement de soutien aux sidérurgistes, prévu initialement devant la permanence de Raymond Barre, a finalement été déplacé devant l'entrée de Berliet-Venissieux. Et il a regroupé plusieurs milliers de travailleurs de Berliet, de la métallurgie et de la chimie essentiellement, appelés par la CGT, la CFDT et la FEN pour protester contre la répression.

Une nouvelle manifestation a eu lieu à l'appel de la CGT, de la CFDT et de FO à l'occasion de la réunion du Comité central d'entreprise de Renault-Véhicule-Industriels car, suivant l'expression de la CGT, « si le P-DG de Renault Véhicules Industriels Zannotti n'est pas encore venu à nous, nous pourrions aller à lui ! ». **En effet, depuis des semaines que les travailleurs de Berliet multiplient les débrayages, la direction continue à faire la sourde oreille. De plus, à l'ordre du jour initialement prévu de cette réunion du CCE, la direction avait ajouté un point : l'autorisation de licencier Gérard Simplet, secrétaire général de la CGT de RVI Vénissieux-Saint-Priest, et qui est l'un des six délégués visés par la procédure de licenciement. Mais ce point a été finalement repoussé à un prochain Comité central d'entreprise extraordinaire.**



Les ouvriers de Berliet à Vénissieux en grève au mois de février.

Pour la troisième fois depuis le début des débrayages, les travailleurs de Vénissieux et Saint-Priest sont venus en train spécial à Lyon, où ils ont été rejoints par ceux de Lyon-Monplaisir et Feuillat, Bourque, Annonay et Chambéry. Sous une pluie abondante, ils ont défilé dans les rues de Lyon jusqu'au siège de RVI où se tenait le CCE, en criant « Non à la répression, oui aux négociations », « Liberté syndicale », **et en chantant** l'Internationale. **Cela changeait des manifestations précédentes, où l'on n'entendait guère que les pétards. Aussi les participants à la manifestation étaient-ils contents, bien qu'ils aient été moins nombreux que d'habitude, le temps en particulier ayant découragé certains, qui sont restés chez eux ou à l'usine.**

Correspondant LO

UN DECES AUX ASSURANCES !

Il est intéressant dans les couloirs de l'immeuble Favart, aseptisés, désinfectés, illuminés, de lever quelquefois la tête.

Ainsi il peut arriver que l'on voie dépasser, d'un verre protégeant un spot design, une petite queue de souris.

Surprenant ! Entre la moquette, la mosaïque briquetée, les faux plafonds, un intrus, non-assureur, non-assuré, peut s'infiltrer.

Bref... Au deuxième étage, la petite souris est morte. Elle fut dégagée de sa sépulture par le service entretien..

On ne sait pas encore si elle était membre d'une famille nombreuse.

(Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* AGF - Favart du 26-3-79.)

CHAUSSON (Gennevilliers)

Trois p'tits tours et puis s'en vont !

Le PCF et la CGT de Chausson ont trouvé une nouvelle forme de lutte : mieux que la grève-bouchon, le bouchon automobile.

En effet les dirigeants PCF du syndicat ont décidé une *« action de masse à quelques-uns »*, comme ils l'ont désignée : aller, à quelques voitures, provoquer un embouteillage autour du siège de Chausson, à Courbevoie.

L'objectif de l'opération ? Protester contre le prétendu « démantèlement » de Chausson, dont nos syndicalistes PCF agitent le spectre depuis quelque temps, et contraindre Chausson... à produire Chausson !

Mais l'opération a capoté : ils ont eu beau tourner et retourner au ralenti, pas le moindre embouteillage. Ne pouvant tourner jusqu'à la nuit, ils ont décidé de pénétrer — à pied — dans les bureaux. Pas de chance, ceux-ci étaient fermés, et les militants de la CGT embarqués dans cette galère ont dû repartir, les tracts sous le bras.

Ni la CGT ni le PCF n'ont fait de publicité autour du résultat de leur action d'éclat, auprès des travailleurs et des syndiqués. Cela se comprend. A force d'actions de ce genre (la première dans le style avait été une distribution de tracts au siège de Peugeot, qui ose préférer Fiat à Chausson pour monter ses camionnettes), tout ce qu'ils ont gagné, c'est le tournis !

Correspondant LO

GROUPE VIA
Assurances (Paris)

Une direction très préoccupée... par les occupations

Depuis l'expulsion par la police des grévistes qui occupaient le centre informatique, rue Vivienne, le P-DG du groupe Via-Assurances est atteint par la psychose de l'occupation !

Il a mis en place tout un attirail pour se protéger et se barricader : des panneaux de bois sur les vitres, une caméra et des interphones au portail d'entrée. Il a aussi fait distribuer des cartes d'entrée, des badges d'admission pour la salle de l'ordinateur (et pas pour tout le monde !) et, pour essayer de diminuer sa frousse, il a embauché des vigiles !

Mais cela a été peine perdue : les vitres ont été débarricadées ; l'interphone, on ne l'utilise pas ; quand on se voit, on préfère se parler sans ce machin-là. Pour les cartes, les employés se sont tous réunis pour décider ce qu'ils pourraient bien en faire. Et ils ont trouvé qu'elles pourraient servir au P-DG pour jouer par exemple à la bataille... ils les lui ont donc renvoyées. Quant aux vigiles, qui étaient là pour contrôler les cartes, devant notre refus déterminé, la direction s'est résignée à s'en débarrasser.

Bref, elle en a été pour ses frais.

Correspondant LO

BNP (Paris)

Le personnel donne une leçon de démocratie aux syndicats

Il existe depuis quelques mois un nouveau syndicat à la BNP, le Syndicat démocratique des banques (SDB).

Ce syndicat a été créé à l'initiative de militants exclus de la CFDT l'an dernier. La CFDT avait en effet dissous toute sa section de la BNP, estimant qu'elle échappait à son contrôle. Pourtant cette section ne contestait pas les orientations de la CFDT, mais elle avait un certain style « gauchiste », et c'en était encore trop pour la CFDT.

Les autres syndicats n'étaient pas mécontents de ne plus avoir à faire avec ces gêneurs.

Aussi ont-ils tous vu rouge (si l'on peut dire) quand ils ont appris que la direction avait reconnu le SDB comme représentatif et qu'il pourrait donc présenter des candidats dès le premier tour aux élections au Comité d'entreprise.

Banderole du SDB lors de la manifestation du 23 mars. (Ph. LO)

Dans leur émoi, les syndicats ont oublié leurs petites querelles de boutiques pour faire chorus contre le SDB et sortir un tract « unitaire » terminé par ce commandement *« en aucun cas vous ne voterez pour le SDB »*. Ce qui fit dire à des employés : *« Bientôt ils vont nous tenir la main pour nous faire mettre le bon bulletin dans l'urne »*. L'annonce que les syndicats intentaient un procès au SDB, afin que le tribunal déclare que ce nouveau syndicat n'était pas représentatif et que les élections devaient être empêchées ou annulées, ne fut pas non plus du goût de bien des employés.

Les élections ayant eu lieu avant le procès, ceux-ci ont eu l'occasion de donner leur avis sur cette question. Le SDB recueille 17 % des voix dans les centraux et 20 % dans les agences, voix qu'il prend à la CFDT et à la CGT principalement. Les résultats du SDB sont comparables à ceux de la CFDT, deuxième syndicat à la BNP derrière la CGT. A l'annonce des résultats, beaucoup d'employés se sont réjouis et ont déclaré qu'ils avaient voulu punir les syndicats pour leur intolérance à l'égard du SDB.

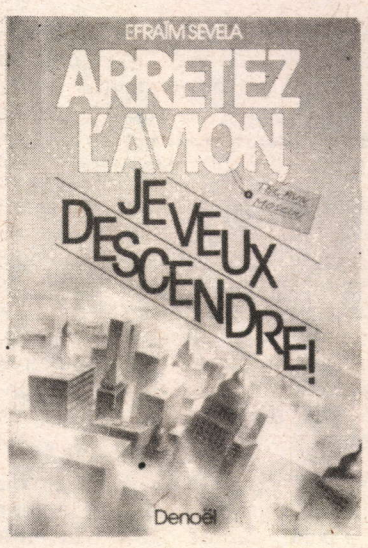
C'est effectivement une bonne leçon pour tous ceux qui considèrent les syndicats comme leurs boutiques et qui veulent se réserver le privilège de trier à l'avance les candidats que le personnel pourra élire.

Correspondant LO

" Arrêtez l'avion, je veux descendre "

d'Efraïm SEVELA

Dans **Arrêtez l'avion, je veux descendre,** Efraïm Sevela, Juif soviétique émigré en Israël, donne la parole à son héros, le petit coiffeur juif moscovite Arkadi Roubintchik.



Intarissablement, pendant les quatorze heures d'avion entre New York et Moscou, Arkadi parle. Il raconte avec verve à son voisin de fauteuil les déboires et les pérégrinations qui l'ont conduit à émigrer en Israël, puis, le désenchantement bien vite venu, à partir pour New York avant de demander son rapatriement en URSS. Son aventure illustre la désillusion des Juifs soviétiques qui, en butte à l'antisémitisme dans leur pays, découvrent avec leur « patrie historique », Israël, un monde capitaliste dont l'inhumanité n'a rien à envier à celle de la société soviétique.

Le livre d'Efraïm Sevela aurait pu être un témoignage tragique. Il n'en est rien grâce à l'humour d'Arkadi Roubintchik... et du style désopilant d'Efraïm Sevela. Le garçon coiffeur juif moscovite-tel-avivien-new-yorkais jette en effet sur le monde un regard qui, dans toutes les situations, saisit le grotesque et le ridicule pour mieux les dénoncer d'un trait. Il s'en prend ainsi, bien entendu, aux bureaucrates soviétiques, mais aussi à la bureaucratie israélienne, à la société américaine, ou encore au mouvement sioniste. Il peint par exemple les sionistes américains qui réclament pour les Juifs... soviétiques le droit d'émigrer dans cet Israël où eux-mêmes n'ont pas la moindre envie d'aller vivre.

Au total, un livre drôle, et une dénonciation percutante aussi bien du soi-disant « paradis socialiste » que du « monde libre ».

Michel RITTER

Arrêtez l'avion, je veux descendre, **d'Efraïm Sevela - Ed. Denoël - 213 p. - 44 F.**

" Ils étaient six marins de Groix... et la tempête "

de Henri QUEFFELEC

Quéffélec, auteur de nombreux romans et récits ayant pour cadre la Bretagne, situe ce nouveau roman en septembre 1930, mois qui fut marqué par une tempête particulièrement violente et meurtrière, de celles qui restent douloureusement dans les mémoires des pêcheurs et de leurs familles par le grand nombre de bateaux sombrés corps et biens.

Avec lui, nous embarquons pour un voyage difficile à bord de **L'aviateur Blériot,** un thonier à voiles, dépourvu de moteur, de radio et de radar, ainsi que l'étaient à l'époque la plupart de ces bateaux de pêche appelés thoniers-dundee. Six hommes composent l'équipage de ce navire de moins de 20 mètres de long sur un peu plus de 6 mètres de large, qui, armés d'un sacré courage, quittent l'abri de la petite île de Groix, au large du Morbihan, pour s'aventurer très loin, à la poursuite du poisson. Au prix d'un labeur incessant, d'une somme d'efforts et d'une endurance considérable, il faut pêcher puis rapporter le plus vite possible les 2.500 thons pris à la ligne, car ils n'ont à bord ni sel, ni glace pour les conserver longtemps.

Epuisés par la tempête, les hommes de **L'aviateur Blériot** doivent donc encore tendre toute leur volonté afin de ramener à bon port une pêche qui rapporte un peu d'argent, afin aussi de revoir leurs familles et... de réparer les avaries du navire pour repartir en mer.

Un roman émouvant, qui permet de comprendre et de vivre un moment de la vie des pêcheurs.

L.P.

Ils étaient six marins de Groix... et la tempête, **d'Henri Quéffélec - Presses de la Cité - 248 pages - 42 F.**

RÉÉDITIONS :

De Richard Wright :

" Le transfuge "

Le Transfuge, roman de l'écrivain noir américain Richard Wright, qui vient d'être réédité en collection de poche, date de 1953. Cross Damon, un postier noir, pour fuir sa vie, change de nom, quitte Chicago, mais est entraîné presque par fatalité à commettre une série de crimes. Wright traduit, comme dans ses romans précédents **Un enfant du pays** et **Black boy** les sentiments des Noirs américains, et avant tout leur sentiment de peur permante. Cette peur que Wright expliquait en 1950 en ces termes : **« une oppression totale et profonde, qui a duré trois cents ans, n'aurait pu être dirigée contre des millions de Noirs sans des instruments de terreur ».** Une terreur d'autant plus nécessaire qu'elle s'exerce **« contre des voisins habitant porte à porte... Sous ce régime, le sentiment le plus profond du nègre est la peur. Cette peur est pleine et entière dans la région des plantations du Sud, et elle prend la forme de l'anxiété et de la tension dans le Nord industriel ».**

Mais le climat raciste des USA n'est pas l'essentiel. Le roman tourne autour des relations entre le héros du livre, désemparé et désabusé, et le Parti Communiste Américain. Et là, le livre est carrément caricatural et anticommuniste.

Richard Wright, qui a quitté le PC américain quelques années plus tôt, présente les communistes comme de simples manipulateurs d'hommes. Les militants du PC qu'il dépeint sont tous de vils carriéristes. Ils ne s'intéressent à la cause des Noirs que parce que, plus intelligents que l'Américain moyen, ils savent que les Noirs ne sont pas inférieurs. Ils veulent donc utiliser leur révolte pour se propulser au pouvoir : un pouvoir totalitaire où les Noirs n'auraient rien à gagner. Le PC ne se servirait des gens que comme des marionnettes.

Et si Cross explique tout de même au procureur qui enquête sur ses crimes qu'il hait moins les communistes que les fascistes, il les hait tous les deux à mort, les mettant sur le même plan : des manipulateurs assoiffés de pouvoir personnel.

La caricature est grossière, et n'apporte même pas un témoignage crédible sur ce qu'a pu être à cette époque la politique du Parti Communiste Américain vis-à-vis des Noirs.

Olivier BELIN

Le Transfuge, **de Richard Wright - Collection Folio - 18 F.**

" Le barbare du 7e jour "

Les Editions des Autres viennent de rééditer sous ce titre, **Le barbare du 7e jour,** un roman de Richard Wright paru en 1955 (sous le titre **Le dieu de mascarade).** Il s'agit d'une histoire qui se veut psychologique, dans laquelle un cadre de compagnie d'assurances, mis à la retraite à 43 ans, est amené à commettre un crime.

Si le sujet ne se voulait pas sérieux, l'intrigue donnerait envie de rire. En effet c'est une curieuse fatalité qui est à l'origine du crime : se trouvant accidentellement tout nu sur le pas de sa porte, notre cadre essaie de rentrer chez lui par la fenêtre. Il effraye alors au passage l'enfant de sa voisine. Celui-ci tombe par-dessus la balustrade du balcon et se tue. N'osant pas avouer la vérité, le cadre va retrouver la mère pour tenter quand même de l'aider. Mais il finit par l'assassiner parce que, étant employée dans une boîte de nuit, elle lui rappelle sa mère qui était prostituée !

Mieux vaut s'arrêter là. Bref, un roman que les Editions des Autres auraient pu sans dommage laisser dans l'oubli !

O.B.

Le barbare du 7e jour, **de Richard Wright - Ed. des Autres - 270 pages - 49 F.**

" Les années sans pardon "

de Victor SERGE

A Paris, à la fin des années 1930, D., agent du Komintern, décide de démisisonner de l'organisation et de se réfugier en Amérique du Sud. Cette décision le terrifie lui-même, il se sent traqué. Mais lui qui enseignait que **« tout ce qui se fait d'abominable en apparence répond à la nécessité »,** puisque le parti est **« guidé par des mains suprêmement sûres »,** n'accepte plus les exécutions de militants, n'accepte plus que ceux qui se sont battus, comme lui, un peu partout dans le monde, soient éliminés, assassinés sur ordre de Staline.

D. quitte la France, et nous nous retrouvons à Stalingrad, encerclée par les armées allemandes. Le froid, la famine, les bombardements déciment la population où la mort devient tellement présente que les gens n'y font même plus attention.

Le troisième épisode se passe à Berlin en 1944. La débâcle de l'armée allemande s'amplifie et la ville, sans cesse bombardée par les avions américains, n'est plus qu'un tas de ruines : une vision de fin du monde où les gens vivent presque comme des rats, hébétés, à moitié fous.

Quand un journaliste, accompagnant les troupes US à leur entrée dans Berlin, interviewe la population, que peuvent répondre ces gens à la question : **« Vous sentez-vous coupables ? »** sinon montrer Berlin en ruines en lui demandant : **« Et vous ? ».**

Enfin nous retrouvons D. au Mexique, où l'a rejoint une ancienne amie, militante elle aussi. Mais ils n'échappent pas à la Guépéou et finissent empoisonnés par un sbire de Staline.

Ce roman, écrit en 1946 par Victor Serge, mais publié pour la première fois en 1971, témoigne d'un profond désespoir quant à l'avenir de l'humanité. Mais il est intéressant à bien des égards et dépeint avec beaucoup de force ce qu'ont pu être Stalingrad ou Berlin dans la terrible boucherie de la Deuxième Guerre mondiale.

Pierre CHAMBEY

Les années sans pardon, **de Victor Serge - Petite collection Maspéro - 373 p. - 25 F.**

LIVRES_LIVRES_LIVR

" Iran : la révolution au nom de dieu "

de Claire BRIERE et de Pierre BLANCHET

Claire Brière et Pierre Blanchet, journalistes à **Libération,** ont rédigé ce livre après avoir suivi en Iran, pendant cinq mois, les événements qui précédèrent le départ du chah et le retour de Khomeiny. « **Comment son règne** (celui du chah) **finit et comment, sans aucun doute, s'ouvrit une époque nouvelle, c'est le sujet de ce livre** », écrivent-ils à la fin des deux premiers chapitres. Et, bien que de façon assez décousue, ce livre rappelle en effet les grandes étapes, au cours de l'année 1978, de la mobilisation populaire contre le chah, derrière les religieux chiites et derrière Khomeiny.

Mais ce n'est pas pour rien que Claire Brière déclare, dans les dernières pages du récit, avoir été « **envoutée par ce qui s'est passé là-bas** ». Car, aux yeux des deux journalistes, « **la force d'une spiritualité retrouvée à travers l'Islam chiite** » semble avoir été le seul moteur de tous les événements d'Iran. Certes, il est vrai que l'opposition au chah, y compris l'opposition laïque, s'est rangée derrière les religieux, derrière Khomeiny. Mais constater cela, ce n'est pas expliquer les raisons qui firent déferler la puissante vague d'opposition à une dictature féroce, qui dressèrent contre un régime odieux toute une population, déterminée à l'abattre. Car ces raisons ne relevaient pas de la spiritualité de l'âme iranienne. Elles résidaient dans l'oppression, la misère, l'exploitation subies.

Ce livre s'étend donc particulièrement sur l'histoire religieuse de l'Iran. Mais il brosse aussi un panorama rapide du passé du pays, depuis l'antiquité jusqu'à l'accession au pouvoir, en 1925, de la dynastie Palhavi, et passe en revue aussi bien la nationalisation du pétrole tentée par le Premier ministre du chah, Mossadegh, en 1951, que les institutions du régime, comme la police politique et l'armée.

L'ensemble constitue un survol rapide et assez désordonné aussi bien du passé que des événements récents, et se conclut sur un entretien avec le philosophe Michel Foucault, venant s'interroger à son tour, gravement, sur le rôle de la religion et du retour à la tradition.

Dans ce livre de circonstance, écrit visiblement de façon très rapide, le lecteur peut toutefois glaner quelques faits épars ; mais rien de vraiment nouveau par rapport aux nombreux récits publiés dans les journaux au moment des événements d'Iran.

Lucienne PLAIN

Iran : la révolution au nom de dieu, **de Claire Brière et Pierre Blanchet - Coll. l'Histoire Immédiate - Ed. du Seuil - 248 p. - 45 F.**

" L'ascension de Mobutu "

de Jules CHOME

La « Petite collection Maspéro » propose une nouvelle édition augmentée (1979) du petit livre de Jules Chomé, avocat belge, sur l'ascension de Mobutu, l'actuel président du Zaïre. Ce livre avait été interdit en 1974 par le ministère de l'Intérieur, mais le tribunal administratif de Paris a jugé illégale cette interdiction.

Cet ouvrage rappelle qui est Mobutu, ancien indicateur de police, du temps où le Zaïre s'appelait Congo Belge, devenu un des hommes les plus riches du monde alors que son pays n'a cessé de s'appauvrir, n'hésitant jamais à trahir et à mettre à mort ceux qui lui avaient fait confiance, à commencer par Lumumba. C'est pour venir au secours d'un tel homme et de son régime, totalement corrompu, que l'armée française est intervenue par deux fois au Zaïre... et c'est pour empêcher que la vérité soit dite en France sur un tel homme que le ministère de l'Intérieur avait interdit le livre de Jules Chomé !

Le livre décevra toutefois ceux qui y chercheraient une explication de la misère et de la dictature féroce qui règnent aujourd'hui au Zaïre comme dans bien d'autres pays d'Afrique. Tout y semble de la faute d'un seul individu et les responsabilités de l'impérialisme actuel ne sont guère établies, au contraire de celles de l'ancienne colonisation belge.

Jean HAINAUT.

L'ascension de Mobutu, **de Jules Chomé - Petite collection Maspéro - 20 F.**

" Parler vrai "

TEXTES POLITIQUES de Michel ROCARD

A quelques semaines du congrès du Parti Socialiste, Rocard se devait de faire paraître un ouvrage qui puisse ressembler à un programme.

C'est fait.

Les éditions du Seuil viennent de publier un recueil de divers textes politiques, dont deux datant de 1966 et un de 1972, précédés d'un interview. Après avoir expliqué, rien de moins, qu'il se rattachait à la branche libertaire du socialisme, celle de Proudhon dont, selon lui, les phalanstères portaient l'espoir d'un autre mode de vie (« **d'une plus grande dimension de convivialité** », Rocard dixit), il explique son projet : gérer les affaires de la bourgeoisie selon l'exemple de Mendès-France, qui a converti « **en mystique la volonté de la rationalité et de la rigueur dans la gestion de la puissance publique** ». Et dans cette voie, pour remettre la gauche au « **contact avec la réalité de la situation économique, politique et sociale** », il rappelle que la création d'emplois nécessite des impôts nouveaux, qu'il faut « **tenir compte des obligations de l'acte de production** » avant de parler de réduction d'horaire...

Le seul petit intérêt de ce recueil de textes, c'est peut-être de montrer que, même lorsqu'il était à la tête du PSU, Rocard cultivait déjà son image de défenseur rigoureux de la monnaie, expliquait la nécessité du profit... Si c'est cela « parler vrai » selon Rocard, c'est édifiant.

S.M.

Parler vrai, **de Michel Rocard - Ed. du Seuil - Coll. Points/politique - 169 pages - 13,50 F.**

TEL_TELE_TELE_TEL

Sélection

Samedi 31 mars

ANTENNE 2 - 13 h 35 - Des animaux et des hommes : **les perroquets.**

Dimanche 1er avril

ANTENNE 2 - 12 h - **Chorus.** Cette émission de jazz est consacrée à George Thorogood and the Destroyers.

FR3 - 16 h 30 - **Prélude à l'après-midi.** L'orchestre de Cleveland propose des extraits d'œuvres de Gerschwin, Dvorak, Beethoven, Mozart, etc.

FR3 - 20 h 30 - **L'aventure de l'art moderne.** Septième émission, intitulée **La nouvelle réalité** et présentant des œuvres de Matisse, Picasso, Chagal, etc.

TF1 - 20 h 35 - Film comique : **Crésus,** de Jean Giono, avec Fernandel. Un berger de Haute-Provence fait soudain fortune...

ANTENNE 2 - 20 h 35 - Feuilleton historique : **Will Shakespeare.** Quatrième édition consacrée à la vie de l'écrivain.

ANTENNE 2 - 22 h 40 - Jazz : **Barney Bigard,** clarinettiste, que présente Jean-Christophe Averty.

Lundi 2 avril

ANTENNE 2 - 14 h 45 - Documentaire : **Magie verte.** Un voyage au Brésil, à travers la savane.

FR3 - 20 h 30 - Film : **Marius,** de Marcel Pagnol, avec Raimu. Une peinture pittoresque des habitués du bar de la Marine, sur le vieux port de Marseille.

TF1 - 20 h 35 - Film : **Jules et Jim,** de François Truffaut, avec Jeanne Moreau. L'amour d'une femme et de deux hommes.

Mardi 3 avril

FR3 - 20 h 30 - Comédie : **Il faut marier papa,** de Vincente Minelli, avec Glenn Ford. Un petit garçon entreprend de remarier son père, veuf.

ANTENNE 2 - 20 h 40 - **Les Dossiers de l'écran** ont choisi pour thème : **Demain les ordinateurs.** Ils s'ouvrent par un film TV américain, intitulé **L'homme de papier,** qui sera suivi d'un débat auquel participeront, entre autres, Raymond Aron, journaliste, André Giraud, ministre de l'Industrie, et Jean-Louis Moynot, secrétaire confédéral de la CGT.

Mercredi 4 avril

TF1 - 21 h 35 - **A la poursuite des étoiles : à quoi rêvent les astronomes.** Un reportage sur plusieurs observatoires, auquel participent diverses personnalités scientifiques.

Jeudi 5 avril

TF1 - 20 h 35 - Concert : **Missa Solemis,** de Beethoven, retransmise en direct depuis Notre-Dame-de-Paris. Avec l'Orchestre national de France sous la direction de Lorin Maazel. Une œuvre magnifique.

ANTENNE 2 - 20 h 40 - Film TV : **La première paye,** d'Yves Laumet. Un jeune garçon de 16 ans, chômeur, trouve son premier emploi.

Vendredi 6 avril

FR3 - 20 h 30 - **Le nouveau vendredi : l'Iran de l'an I,** une émission de J.-M. Cavada et Christine Ockrent, réalisée à partir de documents et de reportages sur l'Iran actuel.

ANTENNE 2 - 21 h 35 - **Apostrophes : les soldats.** Tel est le sujet qu'entend aborder Bernard Pivot avec ses invités : Bernard Clavel, Alexandre Sanguinetti, et deux généraux, Henri Navarre et Vernon Walters.

ANTENNE 2 - 23 h - Film : **Le beau Serge,** de Claude Chabrol, avec Gérard Blain et J.-C. Brialy. Un film qui fut le symbole du cinéma « nouvelle vague » en 1958, lors de sa sortie.

FILMS_FILMS_FILM

"Voyage au bout de l'enfer"

avec Robert de NIRO

L'Enfer, c'est le Vietnam et sa sale guerre. Trois jeunes ouvriers sidérurgistes d'une petite ville de Pennsylvanie sont arrachés à leur vallée, à leurs amitiés, à leurs amours pour aller se battre là-bas.

En trois heures de projection, M. Cimino montre comment ces représentants de la majorité silencieuse qui s'embarquent pour le Vietnam sans aucun problème de conscience, en reviennent meurtris dans leur chair et dans leur âme. Rien ne sera plus comme avant, le feu et le sang sont passés par là ; c'est l'allégorie du chasseur de cerf, le héros principal qui ne peut plus chasser.

Avant le départ pour la guerre, une longue introduction décrit la sourde angoisse derrière l'apparence de fête — le mariage orthodoxe de l'un des trois — et de stabilité de cette petite communauté russe orthodoxe qui a gardé toutes ses traditions. Derrière l'assurance de cette Amérique sans problème, il y a la peur, quand même, de ne pas revenir. Et puis la guerre sans transition : les villages bombardés, la torture, la pourriture de Saïgon, la drogue, le vice...

Mais c'est là qu'on ne peut plus suivre Cimino dans sa description de l'aventure de ses trois héros. Car si c'est une sale guerre, et on le voit bien, il ne nous montre en revanche le sadisme et la barbarie que d'un côté, celui du peuple vietnamien en lutte ! Tandis que courage et souffrance seraient de l'autre, chez ses héros US. Et là, le film devient franchement raciste. Les combattants vietnamiens ne sont présentés que comme une poignée de sadiques et de tortionnaires, assassinant femmes et enfants et torturant les prisonniers en les faisant jouer à la roulette russe. Les soldats américains, héros naïfs, auraient en quelque sorte rencontré des adversaires déloyaux et cruels, des « asiatiques » qui ne pouvaient que les rendre fous ou les briser. Cet aspect du film lui vaut d'ailleurs les éloges du Figaro.

Quand l'auteur dépeint la débâcle de l'armée sud-vietnamienne, et son cortège de réfugiés, on se demande s'il ne regrette pas cette défaite, celle d'un camp trop honnête en somme face à la froide cruauté de l'ennemi.

Le fait que le film soit impressionnant et bien fait peut bien lui valoir des jugements favorables au nom de l'esthétisme cinématographique ; Voyage au bout de l'enfer **n'en est pas moins un film révoltant. Si, aux Etats-Unis, il a pu donner à certains meilleure conscience par rapport à la guerre du Vietnam — il a obtenu neuf propositions pour des Oscars ! — nous préférons retenir de la (maigre) production cinématographique américaine sur cette guerre un film comme** Retour **avec Jane Fonda.**

Serge MEUNIER

"Les trois derniers jours"

de Gianfranco MINGOZZI

Les trois derniers jours sont ceux de la vie d'un adolescent de 16 ans, Anteo Zamboni qui, en 1926, décida d'abattre Mussolini venu pour inaugurer un stade à Bologne.

A l'école, la gymnastique et le salut fasciste au début des cours sont devenus la base de l'enseignement. Dans la rue, les chemises noires brûlent les journaux communistes et socialistes. La police politique arrête ou assassine les opposants. Les gens ont peur. Anteo est profondément révolté par la dictature. Il est déçu par sa famille de tradition communiste. Son père est un homme brisé : petit imprimeur ayant travaillé pour le PC italien, il en vient à imprimer les affiches des fascistes pour avoir le droit de survivre. Sa jeune tante est une militante syndicale ardente mais elle échoue dans l'organisation d'une grève : les ouvrières de son usine ont peur et s'inscrivent au syndicat fasciste pour ne pas être licenciées. Elle-même se laisse séduire, un moment, par un responsable local fasciste. Quant au frère aîné d'Anteo, il finira par endosser la chemise noire.

Anteo refuse ces lâchetés et ces trahisons. Mais les fascistes découvrent son état d'esprit et entreprennent de le manipuler, ils le poussent à commettre cet attentat qui leur servira de prétexte pour interdire définitivement tout parti autre que le parti fasciste.

Ce film comporte quelques longueurs et certaines scènes, telles celle du revirement des sentiments de la militante syndicale à l'égard du responsable fasciste, sont assez peu convaincantes. Mais à travers cet épisode limité, et pas très bien éclairci, de l'histoire de l'Italie fasciste, le film permet d'imaginer ce que pouvait être la vie dans celle-ci en 1926. Et cela ne manque pas d'intérêt.

Pierre BUISSON

"Magic"

Corky, illusionniste au caractère un peu fragile, s'invente un partenaire pour faire passer un numéro d'escamotage de cartes qui, jusque-là, n'a jamais été un succès. Ce partenaire, Fats, est une marionnette à laquelle, ventriloque, il prête une voix.

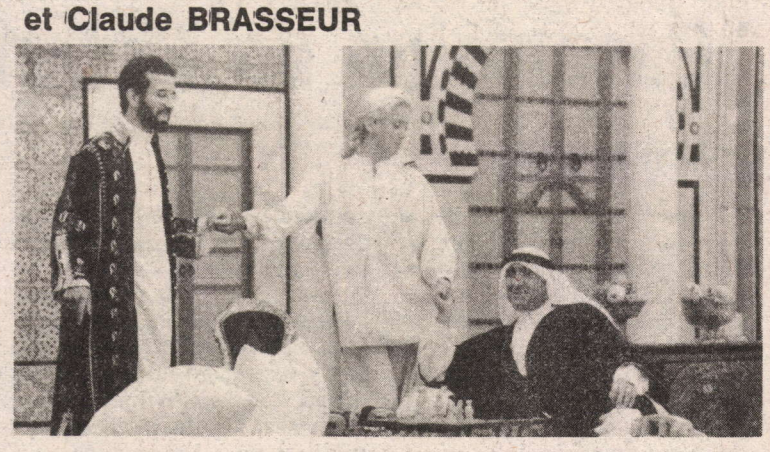
Par une espèce de dédoublement de la personnalité, la marionnette exprime tout haut ce que Corky oserait à peine concevoir tout bas. En fait, l'illusionniste finit par obéir à cette autre partie de lui-même. Car la marionnette Fats possède une forte personnalité, lucide et entreprenante, alors que lui, reste faible et timoré.

L'apprenti sorcier sera-t-il submergé par la volonté de sa marionnette ? En tout cas, on ne s'ennuie pas du tout en compagnie de ces deux compères !

André JUILLARD

"Ils sont grands ces petits"

avec Catherine DENEUVE et Claude BRASSEUR



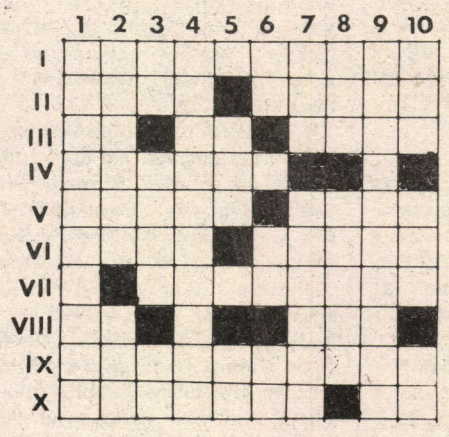
Une jeune savante spécialisée dans la physique des sons et un bricoleur de modèles réduits en tous genres mettent en commun leurs ressources techniques pour résister à un promoteur immobilier.

Cela vaut au spectateur quelques gags saugrenus : une boîte de chocolats est le principal exécutant d'un hold-up, le promoteur a maille à partir avec un robot, il se retrouve en prison... avec un télex dans sa cellule pour poursuivre ses affaires, cependant que le robot, parti faire de la coopération dans un pays arabe, y entretient de fraternels rapports avec la population.

Le réalisateur ne s'embarrasse donc ni de nuances, ni de finesse : et bien qu'entre deux gags, l'histoire traîne parfois en longueur, l'humour farfelu et les situations extravagantes en font un agréable divertissement.

J.L.C.

MOTS CROISES



HORIZONTALEMENT. — I. Proférait. — II. Autre Eire - Divertissant. — III. Donne le ton - Symbole d'un métal - Coule à Passy. — IV. Reste dans l'entreprise quand son patron ne le veut pas. — V. Cabot - Cèle. — VI. Défaite prussienne - Menu. — VII. Distraite. — VIII. En les - Avant Magnon. — IX. Orateur grec. — X. Svelte - Connu.

VERTICALEMENT. — 1. Repose sur des rayons. — 2. Réponse des dieux - Donne du goût à la mer — 3. Mesure l'activité nucléaire - Dernier souper de Jésus - Possessif. — 4. Préparation d'une affection. — 5. Début de la cinquième lettre grecque - Au commencement de la science. — 6. Fin d'infinitif - Symbole d'un métal - Pronom. — 7. Estuaire encaissé - Fait alterner les pieds. — 8. Arrose Berne - Passe à Nantes. — 9. Trouvailles. — 10. Fin d'une amourette - Train européen - Roulé.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	V	I	E	T	N	A	M	I	E	N
II	A	N	N	U	E	L	■	N	M	A
III	L	A	D	R	E	■	L	E	S	T
IV	O	M	I	C	R	O	N	S	■	T
V	R	I	V	O	L	I	■	P	C	E
VI	I	C	E	■	A	E	R	E	E	S
VII	S	A	■	R	N	■	A	R	S	■
VIII	A	L	E	■	D	O	S	E	U	R
IX	N	E	N	I	E	S	■	E	R	E
X	T	S	A	R	■	E	S	S	E	S

FILMS_FILMS_FILM

" Beethoven, Fidelio "

de Pierre JOURDAN

Fidélio **est le seul opéra qu'ait écrit Beethoven. Et c'est un film magnifique qui nous le restitue. Les conventions de l'opéra sont** a priori **rebutantes pour beaucoup, avec son récit presque entièrement chanté et le jeu des acteurs dans lequel on peut avoir du mal à entrer. Mais cette objection ne résiste pas au souffle puissant de la musique de Beethoven, et à la mise en scène de Pierre Jourdan.**

L'opéra a été enregistré en direct dans le théâtre antique d'Orange. Mais le film ne nous montre jamais la scène pendant le déroulement du drame, et tout le second acte se passe dans un véritable souterrain où la caméra nous entraîne par un impressionnant escalier de pierre.

Beethoven écrivit plusieurs versions de Fidélio, **en 1804 et 1805, avant de mettre le point final à sa partition en 1814. L'histoire est simple, conventionnelle par bien des aspects, mais c'est parce que, justement, plutôt que de raconter un drame passionnel, elle symbolise les idéaux de Beethoven. Une femme, Léonore, réussit, déguisée en garçon et sous le nom de Fidélio, à s'introduire comme aide geôlier, dans la prison où est gardé son mari (Florestan) pour avoir dénoncé les exactions d'un gouverneur tyrannique (Pizzaro). Alors qu'il va mourir, elle entreprend de le délivrer. Hymne à l'amour conjugal — qui, pour le passionné qu'était Beethoven représentait la paix du cœur à laquelle il aspirait sans jamais réussir à l'atteindre — mais aussi hymne à la femme et à l'amour tout court, l'opéra est surtout un immense chant de liberté et un appel au combat contre les tyrans. C'est d'ailleurs ce qu'a tenu à souligner le metteur en scène qui, à la fin du film, fait dire aux chœurs, dans une traduction assez libre du livret,** « Vive la femme qui lutte pour la liberté ».

Beethoven qui avait 19 ans au moment de la Révolution française en 1789, s'est enthousiasmé pour les idéaux de liberté qu'elle incarnait. Il affirma très tôt ses convictions politiques républicaines qui, à l'époque, dans la capitale, de l'empire austro-hongrois où il vivait, Vienne, faisaient de lui un contestataire. Même si, tout comme les dirigeants de la Révolution française de 1789, il affirmait ses croyances en un être suprême, qu'il appelait tantôt dieu, tantôt le destin, tantôt la providence, Beethoven qui déclarait à 22 ans « aimer la liberté par-dessus tout », **traduisait dans sa vie, ses combats et sa musique, cette passion vibrante de la liberté.**

C'est au nom de cette liberté, telle qu'elle s'inscrivait dans le préambule de la Déclaration des droits de l'homme que Beethoven salua Bonaparte, voyant en lui le combattant de la Révolution qui partait à l'assaut des tyrans autocrates, empereurs et rois d'Europe, au nom de la grande Révolution française. Au début de 1804, au moment où Beethoven commence Fidélio, **Bonaparte reste encore à ses yeux le héros révolutionnaire, celui que nous montre la séquence du film d'Abel Gance consacré à Napoléon qui sert de préambule au film de Pierre Jourdan. Lorsque Bonaparte se fit couronner Empereur, Beethoven revint sur son admiration. Et en 1814, lorsque Beethoven remaniant une dernière fois son œuvre donna la version définitive, la tyrannie contre laquelle se dressaient Fidélio et Florestan était aussi pour lui celle de Bonaparte devenu Napoléon 1er.**

Aujourd'hui l'opéra reste un chant exaltant le courage de lutter contre toutes les tyrannies. Et c'est sans doute cela qu'a voulu indiquer le réalisateur en montrant les chanteurs, habillés en costume de ville, chantant le chœur final.

C'est la raison qui fait que cet opéra touche profondément. Avec des interprètes (Gundula Janowitz, Jon Vickers, Williad Wilkerman, etc) et des chœurs magnifiques, cette œuvre à laquelle on retrouve les élans du chœur final de la 9e symphonie, **nous conquiert.**

« Chantez dans l'ardeur de la joie » **avait recommandé Beethoven aux chœurs qui concluent son opéra. Eh bien, les images du théâtre d'Orange éclatant de soleil, sur lesquelles se terminent le film, soulignent cette grande joie passionnée dont est traversée la musique de Beethoven, et qui a contribué à faire de lui l'un des musiciens les plus aimés, les plus populaires.**

Lucienne PLAIN

Le film dure plus de deux heures. Il est en langue allemande — la langue originale de l'opéra — et sous-titré en français. Il est recommandé de choisir une grande salle, avec une bonne sonorisation et un grand écran.

Giovanna Marini et ses compagnes : cantate de tous les jours

Giovanna et ses compagnes chantent deux heures durant, les histoires et la vie de tous les jours des gens du peuple en Italie. Les croyances, les rites, les traditions de la campagne mais aussi l'exploitation, les luttes des ouvriers et des paysans, les manifestations.

Elles sont quatre et n'ont que leurs voix et une guitare. Mais quelles voix ! Et quelle chaleur !

C'est drôle, émouvant et accessible à tous malgré la barrière de la langue car Giovanna raconte ses chansons en français avant de les chanter en italien.

Au Théâtre Gérard-Philippe (petite salle) - Saint-Denis jusqu'au 4 avril - Prix des places : 30 F - Collectivités : 23 F.

Sélection

Films récents

COCO LA FLEUR, CANDIDAT.

Film antillais, Un jeune Guadeloupéen est candidat malgré lui aux élections législatives. Une dénonciation du colonialisme français aux Antilles.

Styx (5e) - Maxéville (9e) - Gloria (17e).

COUP DE TETE de J.J. Annaud avec Patrick Dewaere.

Un pamphlet corrosif contre le milieu du sport. On rit de bon cœur.

Quintette (5e) - Concorde Marignan (8e) - Lumière (9e) - Athéna (12e) - Montparnasse Pathé (14e) - Clichy Pathé (18e).

UN SI JOLI VILLAGE avec Victor Lanoux et Jean Carmet.

Un juge tente de confondre le directeur tout-puissant d'une tannerie, assassin de sa femme. Une bonne peinture sociale de la vie d'un petit village.

UGC Opéra (2e) - Odéon (6e) - Biarritz (8e) - Caméo (9e) - Mistral (14e) - Miramar (14e).

L'HOMME DE MARBRE du cinéaste polonais Andrezj Wajda.

Comment on fabrique un héros du travail dans la Pologne stalinienne des années 1950. Et indirectement, un document sur la Pologne d'aujourd'hui.

Templiers (3e).

ALLEGRO NON TROPPO de Bozzeto.

Des dessins animés sur des morceaux de musique classique.

Saint-Séverin (5e) - Cinq Parnassiens (14e).

BLUE COLLAR

Trois ouvriers américains de l'automobile en butte à l'exploitation, à la bureaucratie syndicale, au FBI.

Saint-Michel (5e).

et moins récents

MOLIERE d'Ariane Mnouchkine et la troupe du Soleil.

Attention, ce film en deux parties dure 4 heures.

Bilboquet (6e).

LES GUICHETS DU LOUVRE

En juillet 1942, la police parisienne organise la rafle du Vel' d'Hiv. Des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants juifs y seront enfermés avant de partir pour les camps d'extermination.

Clichy Pathé (17e).

LITTLE BIG MAN.

Un très vieil homme évoque sa vie du temps de la conquête de l'Ouest vue du côté des Indiens.

Noctambules (5e).

FIST.

La vie de Johnny Kovak : la corruption d'un certain syndicalisme américain.

Studio Rivoli (4e).

LE SHERIF EST EN PRISON, de Mel Brooks.

Dans une petite ville du sud des USA, le shérif est noir. Un film burlesque.

Maillot Palace (17e).

HIROSHIMA MON AMOUR, de Alain Resnais.

Dans Hiroshima détruite, les amours d'une Française et d'un Japonais ; un film contre la bombe atomique et la guerre.

Actua Champo (5e).

FESTIVAL « ASPECTS DE LA CULTURE JUIVE » : Une larme dans l'océan ; To be or not to be ; Hester Street ; Le vieil homme et l'enfant et trois films inédits : **Le Dibbouk ; Le laitier ; Le serment.**

Olympic (14e).

Et quelques classiques du cinéma : LES ENFANTS DU PARADIS de Marcel Carné (Contrescarpe 5e) ; **UN TRAMWAY NOMME DESIR** de E. Kazan avec Marlon Brando (Studia Galande 5e) ; **CITIZEN KANE** d'Orson Welles (Châtelet-Victoria 1er) - uniquement à 14 h) ; **CASQUE D'OR** avec Simone Signoret et Serge Reggiani (Châtelet-Victoria 1er) - uniquement à 22 h).

Grande-Bretagne

Cinq ans de gouvernement travailliste et de politique anti-ouvrière

La chute du gouvernement Callaghan, à la suite de la motion de censure du Parti Conservateur, ouvre une nouvelle période électorale en Grande-Bretagne. Dès le 28 mars au soir, avant même le vote, par son discours aux Communes, Mme M. Thatcher, leader du Parti Conservateur, donnait le ton de la campagne électorale qu'elle compte mener : elle déclarait que le gouvernement travailliste avait « doublé les prix, doublé les queues de chômeurs, doublé la dette extérieure, diminué notre défense, miné le respect public et la confiance en la loi ». **Bref, à côté de leurs habituels appels à l'ordre et à la grandeur, les conservateurs comptent bien utiliser le fait qu'en 5 ans de pouvoir les travaillistes se sont déconsidérés, notamment auprès d'un certain nombre de travailleurs qui leur faisaient confiance.**

En effet, arrivés au pouvoir en 1974, au lendemain de la grande grève des mineurs qui avait fait tomber le gouvernement conservateur de Heath, les travaillistes n'ont guère fait mieux que leurs prédécesseurs. D'autant plus que la Grande-Bretagne était depuis 1973 particulièrement touchée par la crise ; jusqu'en 1977, elle a connu une inflation galopante dont le taux est monté à plus de 23 %, sa balance commerciale accusait un déficit qui a atteint 5,8 milliards de livres, et le nombre de chômeurs n'a cessé de croître, dépassant depuis 1976 le chiffre d'un million et demi.

Et si aujourd'hui les travaillistes se vantent d'avoir opéré un léger redressement économique, c'est sur le dos des travailleurs qu'ils l'ont fait, grâce à l'aide des dirigeants syndicaux. Ainsi en juillet 1975, Wilson (qui a dirigé le gouvernement travailliste de 1974 à 1976 avant de passer la main à Callaghan) annonçait un premier « contrat social » limitant à 10 % les augmentations annuelles de salaires tolérées, alors que le taux d'inflation dépassait 20 %. Ce contrat recevait en septembre l'approbation du congrès des syndicats (TUC) et un contrat du même genre fut reconduit trois ans de suite. Le résultat économique dont se targuent les travaillistes est d'ailleurs en lui-même parlant : la balance des paiements est devenue créditrice, le cours de la livre s'est plus ou moins stabilisé et l'inflation s'est un peu ralentie, mais le nombre des chômeurs, lui, n'a jamais diminué.

Malgré cette alliance gouvernement-syndicats, le gouvernement a eu à affronter plusieurs grèves importantes, comme celle des métallurgistes de la British-Leyland, puis la grève des dockers en 1977. Mais c'est surtout la décision du gouvernement en juillet dernier de réduire à 5 % l'augmentation annuelle tolérée pour les salaires, décision qui cette fois à cause du mécontentement de la base, a été désapprouvée par le congrès des TUC, qui a déclenché la vague de grève que connaît depuis quelques mois le pays. Ce sont des grèves qui démarrent la plupart du temps spontanément, comme la grève des camionneurs qui ne reçut l'aval des syndicats qu'après plusieurs jours, mais qui paralysa en janvier dernier l'Angleterre et se termina par l'obtention d'une augmentation de salaires de 20 %. Et d'autres grèves ont suivi depuis : les employés communaux, les sidérurgistes, aujourd'hui même les travailleurs des services publics.

Une manifestation ouvrière contre l'austérité en Grande-Bretagne. Les travailleurs s'élèvent contre la limitation à 5 % des hausses salariales par le gouvernement Callaghan. **(Frilet)**

Le Parti Conservateur, sans doute, va maintenant chercher à exploiter cette situation politique à son profit. Peut-être en tirera-t-il quelques gains électoraux, ou même la majorité parlementaire. Mais cela ne compte guère. Ce qui compte, c'est que c'est dans les usines, dans la rue, que depuis des mois les travailleurs britanniques condamnent la politique anti-ouvrière de Callaghan.

Olivier BELIN

(Voir aussi en page 3)

IRAN

Trucages en tous genres à la veille du plébiscite

Le référendum du 30 mars en Iran s'annonce de moins en moins démocratique au fur et à mesure que le temps passe. La question qui va être posée aux Iraniens est, on le sait, la suivante : **«« Voulez-vous que la monarchie soit remplacée par une République islamique ? »,** ce qui ne laisse à ceux qui souhaiteraient une République non-islamique, aucun moyen de le faire savoir. Voter « non » signifierait qu'on est monarchiste. Il ne reste bien entendu que l'abstention pour exprimer son désaveu devant le caractère religieux de l'Etat qui s'annonce et sa désapprobation du plébiscite en faveur de Khomeiny en quoi consiste ce référendum.

Il est probable que l'immense majorité des Iraniens va approuver la République islamique et son leader Khomeiny, mais le nombre des abstentionnistes pourrait cependant se révéler non-négligeable et diminuer l'autorité du futur pouvoir islamique. Un certain nombre d'organisations de gauche et d'extrême-gauche ont appelé à l'abstention, et surtout, les dirigeants de la minorité kurde ont appelé également à ne pas voter.

Devant cette situation, les autorités ont commencé un trucage préventif de la consultation électorale. Elles ont annoncé qu'il n'existe pas de recensement précis de la population iranienne, et que dans ces circonstances, si on pourra connaître avec précision les votes « oui » ou « non », on ne saurait savoir exactement combien il y aura d'abstentions. Autrement dit il sera très facile aux khomeinistes d'en minorer le chiffre. D'autre part, seuls les résultats nationaux doivent être annnoncés et non les résultats province par province. Cela aboutira à noyer l'abstentionnisme kurde, qui s'annonce comme devant être vraisemblablement le plus massif, dans l'abstentionnisme général.

Comme on le voit, les partisans de Khomeiny qui se sont illustrés en prétendant imposer le tchador aux femmes, en mitraillant les Kurdes et les Turkmènes, montrent également qu'ils n'ignorent rien des ficelles de la démocratie bourgeoise. Personne n'en sera surpris.

CISJORDANIE

Le ghetto palestinien de Khalkhoul

Face à la résistance palestinienne en Cisjordanie, les forces d'occupation israéliennes ont décidé de punir la petite ville de Khalkhoul, d'une douzaine de milliers d'habitants, qui s'est trouvée être à la pointe du combat.

Depuis le 14 mars, depuis deux semaines donc, les occupants ont pris des mesures d'une rigueur unique, que décrit comme suit une dépêche de l'AFP :

« Les habitants ne peuvent sortir de chez eux qu'une heure par jour. Le téléphone a été coupé, la pharmacie n'est plus approvisionnée. Les stocks des épiceries sont épuisés depuis une semaine. La Croix-Rouge internationale n'a pas été autorisée à apporter du lait aux enfants. Le docteur A., qui est l'un des huit habitants à avoir obtenu une permission exceptionnelle d'aller chercher des médicaments en dehors de la ville, a déclaré que certains souffrent déjà des premiers effets de la malnutrition. Beaucoup de malades ne sont pas autorisés à être évacués sur l'hôpital de Hebron, la ville voisine ».

En outre, le mercredi 28 mars l'armée d'occupation a refoulé une délégation de 40 élus locaux qui voulaient apporter à manger aux habitants. Les contacts avec la presse sont interdits. La levée du couvre-feu intervient à des heures irrégulières : elle est annoncée par un mégaphone de la patrouille ; mais tout le monde n'est pas averti. Un paysan, père de dix enfants, a pris le risque de s'enfuir pour chercher de l'aide à Hebron. **« Quand le couvre-feu est levé,** a-t-il dit, **il n'y a rien à acheter, et je n'ai pas le droit d'aller aux champs ».**

La soldatesque de Begin affame la population et les enfants de Khalkhoul. Le gouvernement israélien prétend qu'il envisage d'accorder un jour l'autonomie, non pas au territoire, mais à la population palestinienne. Mais même cela est un mensonge : il ne veut que chasser les Palestiniens, par la famine, par des dynamitages de maisons en d'autres circonstances, par tous les moyens qu'il croit pouvoir utiliser.

Mais les dirigeants israéliens ne font ainsi qu'attiser la haine, préparer de nouvelles manifestations, renforcer la résistance. Ils récolteront la tempête.

A.V.

(Voir nos articles sur le Proche-Orient en page 7).